

Distr.
RESTREINTE

LC/MEX/R.878
12 Août 2005

ORIGINAL: FRANÇAIS

Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)

LE CAPITAL SOCIAL DANS DES COMMUNAUTÉS RURALES EN HAÏTI. UNE ÉTUDE EXPLORATOIRE

Ce document a été élaboré par la consultante Michaelle Auguste Saint-Natus, dans le cadre du projet « Stratégies non conventionnelles pour le développement économique en Haïti » de la CEPALC qui a bénéficié de l'appui financier de la Fondation W. K. Kellogg. Ce document n'a pas été soumis à révision éditoriale et les opinions qui y sont émises sont de la responsabilité de l'auteur et peuvent différer de celles de l'Organisation.

TABLE DE MATIÈRES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| RESUME DE L'ETUDE..... | 1 |
| PREMIERE PARTIE : LES COMMUNAUTES, LES GROUPEMENTS ET LES MENAGES..... | 3 |
| I. LE CONCEPT DE CAPITAL SOCIAL | 3 |
| 1. Le concept de capital social de Woolcock et Christiaan Grootaert | 3 |
| 2. Le portée du concept de capital social | 4 |
| 3. La notion de capital social dans cette étude..... | 5 |
| 4. Les indicateurs de capital social utilisés dans l'étude | 5 |
| II. LES UNITÉS ÉTUDIÉES : LES COMMUNAUTÉS, LES GROUPEMENTS ET LES MÉNAGES | 7 |
| 1. Les communautés concernées par l'étude | 8 |
| 2. Le capital social des communautés et des ménages | 10 |
| III. LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DES COMMUNAUTÉS ET DES MÉNAGES | 14 |
| 1. Les lieux d'émigration | 14 |
| 2. L'émigration et le sentiment de bien-être ressenti dans les communautés | 15 |
| 3. Conclusion : l'émigration, un facteur déterminant à exploiter | 16 |
| IV. LES MÉNAGES DES COMMUNAUTÉS ÉTUDIÉS | 17 |
| 1. La position des ménages sur les indicateurs de vie associative..... | 17 |
| 2. Les ressources sociales des communautés et les sentiment de bien être des ménages | 18 |
| 3. Conclusion : La difficile capitalisation de la vie associative..... | 20 |
| DEUXIEME PARTIE : LES GROUPEMENTS, LEURS MEMBRES ET LEURS STRUCTURES..... | 21 |
| I. SPÉCIFICITÉS ET ÉVOLUTION DE LA PAYSANNERIE HAÏTIENNE | 21 |
| 1. Historique et nature de la paysannerie haïtienne | 21 |
| 2. Les associations paysannes traditionnelles | 23 |
| 3. Les autres types d'associations paysannes | 25 |

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| II. PROFIL D'ASSOCIATIONS PAYSANNES ET CAPITAL SOCIAL DANS LES ONZE COMMUNAUTÉS ÉTUDIÉES | 29 |
| 1. Les questions de recherche retenues | 29 |
| 2. Méthodologie et indicateurs utilisés | 29 |
| 3. Les constats : présentation et interprétation des données disponibles.... | 31 |
| III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS | 49 |
| LISTE DES SIGLES UTILISES | 55 |
| BIBLIOGRAPHIE | 57 |
| <u>Annexes</u> | 61 |
| I Relève des villages | 63 |
| II Plans des communautés..... | 65 |
| III Tableaux statistiques | 79 |
| IV Méthodologie de l'enquête..... | 85 |

RESUME DE L'ETUDE

L'étude menée, durant l'année 2003, pour le compte de CEPAL par Michaëlle A. Saint-Natus, Directeur du Projet UniQ-Kellogg en collaboration avec Alain Gilles, Professeur de sociologie à l'Université Quisqueya en Haïti, a un caractère exploratoire. Elle s'inspire de la méthodologie des Professeurs Alain de Janvry et Elizabeth Sadoulet de l'Université de Berkeley, en Californie, faisant usage de leurs protocoles et de certaines portions de leurs questionnaires d'enquête, utilisés ailleurs dans le monde, au Sénégal et au Burkina Faso notamment.

Dans le chapitre 1 organisé et rédigé par Alain Gilles, il s'agit d'une analyse secondaire réalisée sur les communautés, les groupements paysans et les ménages dans onze zones d'Haïti. Les données ont été collectées auprès d'échantillons non représentatifs, sélectionnés en fonction de leur accessibilité par rapport au délai imparti pour réaliser le travail de terrain. Néanmoins, le nombre de ménages touchés par l'échantillon étant assez élevé, une analyse statistique est possible ainsi qu'une étude quantitative des données.

Il faut toutefois signaler que les indicateurs de capital social utilisés et décrits dans la première partie du premier chapitre de l'étude restent rudimentaires car des dimensions fondamentales du concept ne sont prises en considération, notamment celle de confiance (trust) si pertinente dans le contexte haïtien, marqué paradoxalement tant par des relations primaires, où jouent les émotions, l'affectivité que par la méfiance. L'analyse d'un tel aspect aurait requis de trop réorienter le questionnaire de base proposé, et demandé plus de temps et de contacts avec les communautés visitées.

L'étude présente, dans la deuxième partie du premier chapitre, les unités auprès desquelles les données ont été collectées. Une analyse du capital social, de ses spécificités et effets, d'abord dans les communautés, puis dans les ménages s'en suit. Les conclusions de ce chapitre conduisent à identifier l'émigration comme un facteur déterminant dans la manifestation d'un sentiment de bien-être chez les ménages des communautés étudiées. La dernière partie de ce premier chapitre qui met en relation les caractéristiques des chefs ou membres des ménages et certains aspects des associations en présence, mène à mettre en évidence la difficile capitalisation des associations et le besoin de mener des études additionnelles sur le capital social en Haïti.

Pour ce qui en est du chapitre II élaboré par Michaëlle A. Saint-Natus, il porte sur le fonctionnement d'une dizaine d'associations paysannes. Le nombre de telles structures est excessivement élevé dans le pays. L'échantillon est donc très limité et se situe sur un territoire réduit, diversifié du point de vue de la topographie cependant. Il s'agit des mêmes zones préalablement étudiées au premier chapitre.

Ce deuxième chapitre recherche les tendances des associations du point de vue de l'organisation et des actions collectives entreprises, à la lumière d'aspects liés aux caractéristiques propres aux organisations et à leurs membres, dans les mêmes communautés de départ et par rapport au sentiment de bien-être décrits par Alain Gilles, dans le premier chapitre de l'étude.

La première partie de ce chapitre fait la revue du mouvement associatif paysan haïtien. La seconde analyse la constitution et le fonctionnement des bureaux, assemblées et commissions des groupements concernés, leurs structures financières et administratives, leurs sources de revenus et le niveau de leur capital financier, l'âge et les activités associatives locales du point de vue du niveau économique et historique, ainsi que du point de vue des ressources humaines disponibles dans les associations.

On découvre, dans ce chapitre, le faible niveau de capital social prévalant dans les structures associatives étudiées compte tenu des caractéristiques des membres et de la nature des relations et programmes associatifs en vigueur. Le manque de diversité des actions collectives envisagées est évident et limitatif mais, simultanément, l'éducation semble jouer un certain rôle dans le niveau des interventions menées tandis que l'espoir que démontrent les ménages des communautés concernées est en partie fonction du nombre d'activités entreprises. Il faut cependant faire remarquer que vu que l'échantillon ici disponible est petit, l'analyse effectuée n'est pas quantitative mais plutôt qualitative, requérant la lecture d'une analyse de type qualitatif et descriptif et celle de deux tableaux mettant en évidence les deux tendances ainsi découvertes.

Les deux chapitres de cette étude permettent de faire remarquer l'effet possible de facteurs contextuels, définis au niveau national, sur la capacité des organisations sociales de se transformer en capital. Elle fait aussi ressortir, à la fin du premier chapitre, l'importance très nette de certains facteurs tels que l'émigration et la difficile capitalisation des associations. Le rôle que jouent les réunions et actions associatives dans le maintien de l'enthousiasme, la possibilité de se valoriser et de mettre à profit les résidents formés, restés ou revenus dans la zone, de même que la possible influence positive du niveau d'éducation accru des leaders de certains groupements sur l'évolution des associations sont aussi nets et clairs, dans le deuxième chapitre.

PREMIERE PARTIE Conçue et rédigée par Alain Gilles

LES COMMUNAUTES, LES GROUPEMENTS ET LES MENAGES

I. LE CONCEPT DE CAPITAL SOCIAL

À côté des formes traditionnelles de capital financier, physique et humain, le capital social est, dans une littérature de plus en plus importante, traité comme l'un des facteurs clés de croissance et de développement. Il est aussi considéré comme une variable pouvant jouer sur le bien-être des individus ou des familles. Sa présence (ou son absence) dans les communautés rurales d'Haïti, pays classé, par les organismes des Nations Unies parmi les moins avancés (PMA), devrait faire l'objet d'une plus grande attention de la part des chercheurs et des décideurs qu'il n'a été le cas jusqu'ici.

Le capital social peut s'observer dans les relations sociales les plus simples ou les moins structurées, comme dans les institutions, les normes et valeurs qui supportent les réseaux de relations les plus fondamentaux dans la vie d'une société. Dans ce qui suit, nous présentons une brève synthèse en nous appuyant sur les discussions offertes par des chercheurs tant du milieu académique que de la Banque Mondiale.

1. Le concept de capital social de Woolcock et Christiaan Grootaert

Michael Woolcock (*The Place of Social Capital in Understanding Social and Economic Outcomes* : 12-13)¹, soucieux du fait que le concept de capital social ne soit « étiré » au point de tout embrasser, propose cinq points qui devraient nous aider dans son utilisation. D'abord il propose une définition qui a, pense-t-il, la caractéristique de réaliser le consensus dans les sciences sociales : « Social capital, dit-il, refers to the norms and networks that facilitate collective action ». On retrouvera à peu près les mêmes termes chez Christiaan Grootaert (*Social Capital : The missing Link* : 2) qui nous dit ceci :

In the political science, sociological and anthropological literature social capital generally refers to the set of norms, networks, and organizations through which people gain access to power and resources, and through which decision making and policy formulation occur.

Woolcock suggère en deuxième lieu que la dimension de confiance (trust) ne soit pas incluse dans le concept de capital social. À cette fin, une définition du concept doit être centrée sur ses sources, sur ce que le capital social est, plutôt que sur ses conséquences, sur ce que le

¹ Tous les textes cités dans cette étude sont disponibles sur internet.

capital social fait. Il s'agit d'une position qui reste très marginale dans la littérature. Simon Gächter, Benedikt Herrmann et Christian Thöni (*Understanding Determinants of Social Capital : Cooperation and Informal Sanctions in a Cross-Societal Perspective* : 2) ont, par exemple, reprise la définition offerte par Bowles et Gintis dans laquelle la dimension de confiance est centrale : «Social Capital generally refers to trust, concern for one's associates, a willingness to live by the norms of one's community and to punish those who do not». C'est aussi le cas pour Christiaan Grootaert et Thierry Van Bastelaer (*Understanding and Measuring Social Capital* : 6), qui pensent que la forme cognitive du capital social, subjective, par opposition à sa forme structurelle, objective, «refers to shared norms, values, trust, attitudes, and beliefs».

Woolcock souligne en troisième lieu la nature relationnelle, c'est-à-dire plutôt sociologique, du concept de capital social, que psychologique. Il s'agit là d'un aspect essentiel du concept de capital social, dans la mesure où il faut le distinguer de celui du capital humain, dont la référence empirique reste l'individu. L'auteur rappelle en quatrième lieu la nature multidimensionnelle des sources du capital social. Il distingue notamment entre le capital social primaire (bonding) et le capital social secondaire (bridging). Le premier trouve ses sources dans les relations entre les membres d'une famille, entre amis. Le second est caractéristique des relations entre collègues ou associés d'une organisation ou d'une entreprise. On peut certainement établir une correspondance entre cette distinction et celle mentionnée plus haut de Grootaert et de Van Bastelaer entre la forme cognitive et la forme structurelle du capital social. Le capital social primaire se présenterait plutôt sous la forme cognitive, tandis que le capital social secondaire prendrait la forme structurelle.

Finalement, Woolcock rappelle qu'il est important qu'une étroite définition sociologique centrée sur les réseaux dans ou entre les communautés ne conduise à négliger les contextes institutionnels dans lesquels ces réseaux sont implantés. Cette position peut être retracée chez Christiaan Grootaert (*Op. Cit.* : 3) qui pense qu'à côté du concept étroit de capital social offert par R. Putnam en 1993, une vue plus compréhensive du capital social inclut l'environnement social et politique qui rend possible que les normes développent et orientent la structure sociale. Cette perspective introduite dans la définition du concept les structures et les relations institutionnelles formelles, comme le gouvernement, le régime politique, le système légal et les libertés civiles et politiques.

2. La portée du concept de capital social

À ce point, il peut être important de souligner la portée (scope) du concept de capital social. En effet, selon le niveau des unités auquel il s'applique, certains traits qui lui sont associés peuvent se révéler analytiquement plus pertinents que d'autres.

a) Au niveau micro

Au niveau micro d'analyse (celui des individus ou des ménages), la forme cognitive ou le capital social primaire (bonding), et conséquemment la dimension de confiance, peuvent se révéler essentiels. À ce niveau, en effet, les relations sociales sont totales et tendent à être marquées par l'affectivité, les émotions.

b) Au niveau méso

Au niveau méso (celui des organisations et des communautés), interviennent des relations entre groupes plutôt qu'entre individus, comme c'est le cas dans les groupes d'amis ou dans les familles. La forme structurelle du capital social ou le capital social secondaire (binding) peuvent devenir opératoires, sans pour autant rendre négligeable la forme cognitive fondée sur la confiance. Ici, interviennent les réseaux d'associations tant horizontales que verticales, les normes culturelles, définies au niveau local, qui peuvent faciliter ou bloquer les transactions, la motivation, en vue de participer aux différentes activités de la communauté. Mais, vu la taille relativement petite des communautés rurales, notamment dans les pays sous-développés, les relations face-à-face demeurent encore importantes, ce qui confère une caractéristique personnelle aux relations sociales. La dimension cognitive peut être encore d'une valeur analytique.

c) Au niveau macro

Au niveau macro d'analyse (celui des sociétés), interviennent le système légal, les structures gouvernementales ainsi que le type de régime politique. La forme structurelle du capital social devient prédominante.

3. La notion de capital social dans cette étude

Dans cette étude, nous sommes intéressés au capital social dans les communautés rurales haïtiennes. Comme nous venons de le souligner, nous retiendrons tant la forme cognitive que structurelle du capital social avec un intérêt minimal dans les structures politiques définies au niveau national. Cette approche n'implique pas que les politiques gouvernementales ne peuvent jouer aucun rôle dans la mise en place des structures pouvant faciliter le développement du capital social dans les communautés. Notre perspective est plutôt de chercher à savoir ce que les communautés peuvent s'offrir malgré l'absence de telles structures.

4. Les indicateurs de capital social utilisés dans l'étude

Pour mesurer le capital social des communautés, des données ont été collectées tant au niveau des communautés, des groupements ou associations implantés dans ces communautés, qu'à celui des ménages de ces communautés. Pour chacune de ces unités des indicateurs à partir desquels les questions ont été formulées ont été retenus. Ces indicateurs sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 1

INDICATEURS UTILISES DANS L'ETUDE POUR MESURER LE
CAPITAL SOCIAL AUPRES DES DIFFERENTES UNITES

| Unités étudiées | Indicateurs |
|-----------------------------|---|
| Communautés | Population Environnement géographique Nombre d'Églises Distance de la route la plus proche Distance du marché le plus proche Distance de la ville la plus proche Accessibilité par véhicule |
| Groupements ou associations | Initiative de créer le groupement Importance de l'aide extérieure Nombre de membres Rapport de génération Discrimination religieuse Expérience migratoire des responsables Scolarisation des responsables |
| Ménages | Langues parlées Scolarisation Pratique religieuse Expériences migratoires Affiliation à un groupement Membre d'un réseau financier |

II. LES UNITÉS ÉTUDIÉES : LES COMMUNAUTÉS, LES GROUPEMENTS ET LES MÉNAGES

L'échantillon utilisé est constitué de onze communautés rurales. Elles sont réparties dans les régions de l'Artibonite, du Centre, du Nord'Ouest et de l'Ouest qui ont fait l'objet de l'étude La Grand'Anse, à l'extrême Sud du pays, les Départements du Sud et du Nord sont absents, tandis que l'Ouest est surreprésenté. Il s'agit donc d'un échantillon non représentatif de l'ensemble du pays.

Figure 1

REPARTITION DES COMMUNAUTÉS SUR LE TERRITOIRE NATIONAL



Dans chacun des villages ou communautés visités, toutes les familles d'une zone ou localité ont été répertoriées afin de se faire une idée de la constitution du capital humain en présence.

Tous les groupements de la communauté ou du village principal de cette communauté ont également été inventoriés. En fonction du temps disponible, au moins un groupement ou association locale a été questionné.

Les données ont été collectées à l'aide de questionnaires administrés dans des entrevues face-à-face par des enquêteurs recrutés à cette fin. Les questionnaires sur les communautés ont été administrés à des notables ou des leaders en présence d'autres résidents. Les questionnaires sur les groupements ont été remplis auprès de leurs responsables en présence de certains

membres. Les questionnaires sur les ménages ont été administrés aux chefs des ménages, qui dans la plupart des cas étaient des hommes.

1. Les communautés concernées par l'étude

Les facteurs étudiés lors de l'analyse des données collectées incluent la distribution des communautés par département géographique, la répartition des groupements et des ménages, les infrastructures sociales des communautés, les ressources sociales disponibles dans les communautés, et le niveau de vie des communautés.

a) La répartition géographique des communautés étudiées

Les onze communautés étudiées sont distribuées de la manière suivante dans les différents départements géographiques faisant partie de l'étude :

Tableau 2

REPARTITION DES COMMUNAUTES PAR DEPARTEMENT

| Départements | Nombre de communautés |
|--------------|-----------------------|
| Total | 11 |
| Artibonite | 2 |
| Centre | 2 |
| Grand'Anse | 0 |
| Nord | 0 |
| Nord'Est | 0 |
| Nord'Ouest | 1 |
| Ouest | 5 |
| Sud | 0 |
| Sud'Est | 1 |

b) Les caractéristiques démographiques des groupements et des ménages dans les communautés étudiées

Les communautés affichent une population variant de 180 à 5 000 habitants, et le nombre de ménages dans les communautés varie à son tour de 20 à 500. Cinq communautés sont situées

dans un environnement montagneux, deux sont en plaine, trois sont sur les côtes et deux sont situées dans des collines.

Dans les communautés, l'enquête a touché 27 groupements ou associations, répartis, comme le montre le tableau 3, de façon inégale dans les communautés. Il s'agit pour la plupart de groupements de taille relativement petite. Les 2/3 ont une cinquantaine de membres ou moins. On compte cinq groupements de plus de 100 membres : deux de 150 membres, un de 180, un de 300 et un de 500 membres.

La création de ces groupements est de date récente. Le plus ancien remonte à l'année 1977, et le plus jeune a été fondé seulement en 2002. Pour la plupart, les associations ont été mises en place après 1986. C'est en effet le cas pour 25 d'entre elles (88%). On ne peut s'empêcher d'établir une correspondance entre le contexte politique émergé dans le pays à partir de 1986 (chute du régime dictatorial de Duvalier) et cette observation relative aux dates de mise en place des associations. Il faut toutefois souligner que 17 de ces associations (63%) fonctionnent sans reconnaissance juridique. Aucun des groupements de plus de 70 membres n'a la reconnaissance juridique. Ceci porterait à croire que l'ouverture politique de 1986 n'aurait pas été consolidée sur le plan légal. Jusqu'à cette date (2003), le pays vit encore une période de transition caractérisée par une crise politique autour d'élections contestées et de droits non respectés. Quelles peuvent être les conséquences d'une telle situation pour le fonctionnement des associations et pour la formation du capital social dans le pays?

La création des groupements dans les communautés n'est liée ni à la présence du catholicisme ni du protestantisme. La prépondérance de ménages protestants ou catholiques dans les communautés ne montre aucune relation avec le nombre de groupements. Nous n'avons non plus trouvé aucune relation entre le nombre de groupements dans les communautés et le pourcentage de chefs de ménage qui maîtrisaient la lecture et l'écriture.

Les ménages sont définis comme l'ensemble des personnes qui dans une unité de logement partagent les mêmes repas. Les ménages touchés dans les communautés sont au nombre de 398, répartis entre 3,8% et 17,1% dans les communautés, comme l'indique le tableau 3. Avec une moyenne de 6,07 personnes, les ménages sont plutôt de grande taille. Plus de 50% des ménages contiennent plus de 5 personnes. Ils ne sont toutefois que 6,5% à avoir une taille supérieure à 10. Plus de 50% des ménages se considèrent comme pauvres ou moyennement pauvres. Une caractéristique importante des chefs des ménages est la configuration d'âge qu'ils présentent : plus de 90% ont plus de 30 ans. Serait-ce l'effet de l'émigration des jeunes vers les villes et vers l'étranger? Pour ce qui concerne une réflexion sur le capital social, c'est une variable qu'il faudrait penser à mesurer sur un échantillon représentatif.

Tableau 3

REPARTITION DES GROUPEMENTS ET DES MENAGES
ETUDIES DANS LES COMMUNAUTES

| Communautés | Nombre d'associations en % | Nombre de ménages en % |
|-----------------------------|----------------------------------|---------------------------|
| Total | 100,0 (26) | 100,0 (398) |
| Rivière Balagué- Pont Sondé | 3,7 | 6,0 |
| Boché-Marmelade | 3,7 | 10,6 |
| Debois –Bassin Bleu | 3,7 | 6,0 |
| Demahague –Cerca Carvajal | 3,7 | 5,0 |
| Fond'oie | 7,4 | 6,0 |
| Fond-Jn-Noël | 7,4 | 14,6 |
| Furcy-Obléon | 33,3 | 14,8 |
| Lully | 7,4 | 10,6 |
| Pandiassou | 7,4 | 3,8 |
| Ravine-Sèche | 7,4 | 17,1 |
| Vallue | 3 | 5,5 |

2. Le capital social des communautés et des ménages

Les infrastructures sociales et le niveau de vie des communautés ont retenu notre attention et les données disponibles permettent de se faire une idée assez précise de la réalité de ces villages.

a) Les infrastructures sociales dans les communautés

L'infrastructure sociale des communautés, mesurée par la présence d'institutions religieuses et scolaires et de groupements de diverses natures, est plutôt modérée. La taille trop restreinte de l'échantillon ne permet pas de déterminer ce qui est à la base d'une telle infrastructure: la population, l'environnement géographique, la distance par rapport aux centres urbains. La corrélation calculée (rho de Spearman) entre la taille de la population et le nombre d'Églises ou d'écoles est modérée, 0,47 et 0,38 respectivement, et non significative (p supérieur à 0,10).

Comme l'indique le tableau 4 qui suit, la disparité entre les communautés reste frappante. La population en reste, pour le moment, la meilleure explication.

Tableau 4

INFRASTRUCTURE SOCIALE DES COMMUNAUTES

| Communauté | Nombre d'écoles | Nombre d'Églises | Nombre de groupements |
|------------------------------|-----------------|------------------|-----------------------|
| Rivière Balagué – Pont Sondé | 3 | 1 | 1 |
| Boché- Marmelade | 4 | 4 | 12 |
| Debois- Bassin bleu | 0 | 0 | 1 |
| Demahague – Cerca Carvajal | 2 | 3 | 4 |
| Fond'oie | 1 | 2 | 3 |
| Fond-Jn-Noël | 3 | 2 | 23 |
| Furcy - Obléon | 12 | 6 | 17 |
| Lully | 2 | 2 | 3 |
| Pandiassou | 3 | 4 | 3 |
| Ravine Sèche | 1 | 2 | 2 |
| Vallue | 7 | 5 | 12 |

Debois, la communauté la moins dotée en infrastructure, est aussi la communauté la moins peuplée avec 200 habitants, en seconde place après Demahague, qui, avec ses 180 habitants, affiche tout de même deux écoles et trois églises.

Comment cette infrastructure sociale se traduit-elle en capital social potentiel² et comment ce dernier, si actualisé, affecte-t-il le niveau de vie? Le tableau 5 nous donne la distribution des communautés sur deux indicateurs de ressources sociales : le pourcentage de ménages dont des membres appartiennent à une association ou groupement et le pourcentage de ménages membres d'un réseau financier nous donnent une mesure du capital social.

Pour les deux indicateurs de capital social, les données indiquent que les communautés seraient relativement bien dotées. Ce sont évidemment des observations qui doivent être utilisées avec des réserves. Les ménages ne constituent pas des échantillons représentatifs. Les corrélations (rho de Spearman) entre les indicateurs d'infrastructure sociale et ceux de capital social montrent que la présence d'écoles dans une communauté pourrait être déterminante dans la décision des ménages d'entrer dans un réseau financier (rho de Spearman = 0,76 ; $p < 0,01$). La présence d'Églises serait moins déterminante et moins significative (rho = 0,50 ; $p = 0,12$).

² Nous introduisons le qualificatif «potentiel» pour souligner la différence entre des ressources sociales non capitalisées, c'est-à-dire non mises en valeurs, et les ressources sociales effectivement transformées en capital social.

Tableau 5

RESSOURCES SOCIALES DANS LES COMMUNAUTÉS

| Communauté | % de ménages membres d'une association | % de ménages membres d'un réseau financier |
|-----------------------------|--|--|
| Rivière Balagué- Pont Sondé | 79,2 | 29,2 |
| Boché – Marmelade | 83,3 | 92,9 |
| Debois – Bassin Bleu | 0,0 | 12,5 |
| Demahague - Cerca Carvajal | 100,0 | 0,0 |
| Fond'oie | 100,0 | 0,0 |
| Fond-Jn-Noël | 100,0 | 100,0 |
| Furcy-Obléon | 100,0 | 100,0 |
| Lully | 11,9 | 4,8 |
| Pandiassou | 0,0 | 100,0 |
| Ravine-Sèche | 17,6 | 7,4 |
| Vallue | 86,4 | 100,0 |

b) Le niveau de vie des communautés

Le niveau de vie est mesuré de façon subjective et de façon objective. Il a été demandé aux ménages des communautés d'évaluer leur état de bien-être en leur présentant quatre modalités : riche, moyennement riche, moyennement pauvre et pauvre. Nous formons avec ces modalités une échelle intervalle sur laquelle le score 1 correspond à «riche», 2, à moyennement riche, 3, à moyennement pauvre et 4, à pauvre. Les communautés sont classées suivant la moyenne des ménages interviewés dans les communautés sur cette échelle, la moyenne la plus élevée étant indicatrice de pauvreté ou de moins de bien-être. Il a été aussi demandé aux ménages d'indiquer le nombre de carreaux de terre (1 carreau = 1 ha 29) et le nombre de vaches qu'ils possèdent. Ces indicateurs nous donnent une mesure objective du niveau de vie des ménages dans les communautés, qui sont classées sur le nombre moyen de carreaux de terre ou de vaches des ménages qui s'y trouvent.

Les deux mesures objectives sont plus fortement reliées entre elles qu'elles ne le sont avec la mesure subjective. La corrélation entre le nombre moyen de vaches et le nombre de moyen de carreaux de terre est de 0,89 et significative à un seuil inférieur à 0,0001. La relation entre le score moyen des ménages dans les communautés sur l'échelle de bien-être et le nombre moyen de carreaux de terre que ces ménages indiquent qu'ils possèdent est indiquée par une corrélation de 0,49 et non significative; celle entre la même échelle et le nombre moyen de vaches est de 0,60 et significative au seuil de 0,05 sentiment de bien-être exprimé par les ménages.

Tableau 6

NIVEAU DE VIE DANS LES COMMUNAUTES

| Communautés | Sentiment de pauvreté (score moyen des ménages) | Nombre moyen de carreaux de terre possédés par les ménages | Nombre moyen de vaches possédées par les ménages |
|-----------------------------|---|--|--|
| Rivière Balagué- Pont Sondé | 2,83 | 1,12 | 2,13 |
| Boché-Marmelade | 3,12 | 1,68 | 1,29 |
| Debois-Bassin Bleu | 2,42 | 0,65 | 1,46 |
| Demahague - Cerca Carvajal | 2,75 | 1,05 | 0,45 |
| Fond'oie | 3,42 | 0,59 | 0,63 |
| Fond-Jn-Noël | 1,88 | 4,24 | 5,24 |
| Furcy – Obléon | 2,03 | 1,67 | 2,53 |
| Lully | 2,17 | 0,26 | 0,12 |
| Pandiassou | 3,53 | 0,54 | 0,53 |
| Ravine-Sèche | 2,59 | 0,90 | 1,65 |
| Vallue | 2,95 | 1,34 | 0,45 |

Toutefois, comme l'indique le tableau 6, la communauté de Fond-Jn-Noël, où le score moyen sur l'échelle du sentiment de pauvreté est le plus faible est aussi celle où les ménages ont en moyenne le plus grand nombre de vaches ou possèdent le plus grand nombre de carreaux de terre. À l'autre extrême, la communauté de Pandiassou, avec le score le plus élevé sur l'échelle de pauvreté, ne cède la dernière place qu'à Lully, une communauté où la plupart des gens s'adonnent à la pêche, quant à la terre et le bétail.

Aucun des deux indicateurs de ressources sociales (ou capital social potentiel) retenus ne semble être un facteur important dans la détermination de la position des communautés sur l'échelle du bien-être ou de leurs ressources en terre ou en bétail. Si l'effet est indiqué par des corrélations positives, les valeurs restent faibles et non significatives. Qu'est-ce qui pourrait donc expliquer les différences entre les communautés sur le plan de la pauvreté?

III. LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DES COMMUNAUTÉS ET DES MÉNAGES

L'émigration est analysée par rapport aux lieux d'émigration choisis et par rapport au sentiment de bien-être ressenti par les membres des familles des émigrés dans les communautés d'origine.

1. Les lieux d'émigration

L'émigration à Port-au-Prince ou surtout à l'étranger représente une alternative à des investissements locaux dans les communautés rurales. L'agriculture haïtienne est marquée par une technologie archaïque. Seulement 15,8% des 398 ménages interviewés disent avoir des terres irriguées. Face aux produits agricoles importés, les produits nationaux sont de moins en moins compétitifs et doivent faire face à une inflation galopante de la monnaie nationale. L'émigration à Port-au-Prince, dans un premier temps, et l'émigration externe, par la suite, deviennent dans ces conditions âprement poursuivies. Elles peuvent affecter tant le bien-être des émigrés eux-mêmes que celui de ceux qui sont restés dans le pays et liés à ceux-là par des relations d'entraide, dictées par les valeurs traditionnelles à la base des liens de parenté ou de voisinage.

Nous avons distribué les communautés suivant le pourcentage de ménages ayant déclaré qu'ils ont un membre à l'étranger ou à Port-au-Prince. Pour ce qui concerne l'émigration externe le tableau 7 indique une différence entre les communautés, avec des pourcentages de 81% pour Fond-Jn-Noël dans le Sud-Est, suivi de Furcy (62,7%) dans l'Ouest. En dernière position, nous avons Fond'Oies (4,2), dans l'Ouest et Pandiassou (13,3), dans le Centre.

Quant à l'émigration interne, celle qui conduit les gens des communautés rurales à Port-au-Prince, la capitale administrative où se trouvent aussi concentrées les entreprises industrielles et les activités commerciales, la variation reste aussi importante. Fond-Jn-Noël montre encore le pourcentage le plus élevé de ménages (94,8%) ayant déclaré avoir un membre à Port-au-Prince. Les plus faibles pourcentages se concentrent autour de 20% - 27%. Ils sont observés pour Value (22,7%), Luly (26,2%) et Pandiassou (26,7%). Fond'Oie, avec 8,8%, se révèle un cas isolé. La corrélation entre les deux mouvements est forte et significative (0,81; $p = 0,002$).

Tableau 7

**POURCENTAGE DE MENAGES AYANT DECLARE AVOIR UN MEMBRE
EMIGRE A L'ETRANGER ET A PORT-AU-PRINCE**

| Communauté | Pourcentage de ménages ayant déclaré avoir un ou des membres à l'étranger | Pourcentage de ménages ayant déclaré avoir un ou des membres à Port-au-Prince |
|------------------------------|---|---|
| Rivière Balagué – Pont Sondé | 45,8 | 41,7 |
| Boché – Marmelade | 16,7 | 33,3 |
| Debois –Bassin Bleu | 54,2 | 50,0 |
| Demahague-Cerca Carvajal | 15,0 | 30,0 |
| Fond'oie | 4,2 | 33,3 |
| Fond-Jn-Noël | 81,0 | 94,8 |
| Furcy – Obléon | 62,7 | 89,8 |
| Lully | 47,6 | 26,2 |
| Pandiassou | 13,3 | 26,7 |
| Ravine-Sèche | 22,1 | 8,8 |
| Vallue | 13,6 | 22,7 |

2. L'émigration et le sentiment de bien-être ressenti dans les communautés

La corrélation entre l'émigration à Port-au-Prince et les indicateurs de niveau de vie, subjectif (sentiment de bien-être) ou objectif (terre et bétail possédés) est positive, forte et significative: 0,63 ($p = 0,04$); 0,78 ($p = 0,01$) et 0,81 ($p = 0,003$), respectivement³. La corrélation avec l'émigration externe est encore plus forte. Avec le sentiment de bien-être, elle est de 0,88 ($p < 0,001$). Autrement dit, plus dans les communautés les ménages ont indiqué qu'ils avaient des membres de leur famille à l'étranger, plus les communautés montrent un score favorable sur l'échelle du bien-être. Ainsi s'expliquerait la différence observée entre Pandiassou et Fond-Jn-Noël. Cette corrélation reste forte et significative même quand nous introduisons la variable analphabétisme (pourcentage de chefs de ménage sachant lire et écrire dans la communauté) dans la régression. Le coefficient de régression standardisé de la variable émigration externe est de 0,84 et significatif au seuil de 0,001. Il faut souligner que la variable alphabétisme entretient avec l'échelle de bien-être une relation modérée (ρ de Spearman = 0,43) et non significative ($p = 0,19$). La plus faible relation montrée par l'émigration externe avec les ressources en terre et en bétail dans les communautés, 0,53 et 0,77 respectivement, que celle montrée par l'émigration à Port-au-Prince, peut être due à la plus grande anticipation de bonheur que peut créer l'émigration externe.

³ Rappelons que la corrélation est symétrique. Elle ne nous dit pas laquelle des deux variables est indépendante ou dépendante. Rappelons surtout que corrélation n'implique pas causalité. Elle invite néanmoins à questionner davantage pour faire apparaître la causalité qui serait latente.

3. Conclusion : l'émigration, un facteur déterminant à exploiter

Il s'agit là d'une donnée à explorer davantage pour ce qui a trait à la formation du capital social. Si l'immigration représente une alternative à des investissements dans des initiatives locales, il faut s'attendre à ce que les individus ou les collectivités négligent de prendre des actions en ce sens. Il y a là un coût d'opportunité dont il faut tenir compte dans les études sur la formation du capital social dans les pays fortement affectés par l'émigration, comme c'est le cas en Haïti. C'est dans la ligne de réflexion de Edward L. Glaeser (*The Formation of Social Capital* : 36) qui s'est ainsi exprimé :

I assume that social capital has no value when the individual has left the community and, therefore, the model incorporates a variable for the probability that the individual will leave his or her community.

IV. LES MÉNAGES DES COMMUNAUTÉS ÉTUDIÉES

Dans cette partie, nous montrons la position des chefs de ménage sur des indicateurs de capital social. Nous étudions ensuite l'effet du capital social sur leur niveau de bien-être en essayant d'isoler l'effet contextuel des communautés.

1. La position des ménages sur les indicateurs de vie associative

Cinq facteurs présentés dans le tableau ci-dessous sont retenus pour déterminer le positionnement des ménages sur les indicateurs de la vie associative : l'éducation, l'appartenance à un groupement, l'appartenance à un réseau financier, la pratique d'une religion donnée, l'âge.

Tableau 8

POSITION DES MENAGES SUR DES INDICATEURS DE RESSOURCES SOCIALES

| Indicateurs | % de chefs de ménage (n = 398) |
|---|-----------------------------------|
| Sait lire et écrire | 38,2 |
| Membre d'un groupement | 63,1 |
| Membre d'un réseau financier | 52,8 |
| Pratique le catholicisme ou le protestantisme | 86,9 |
| 30 ans ou moins | 8,0% |

a) L'importance d'être affilié à un groupement, un réseau financier ou une église

Le tableau 8 montre que les ménages qui ont été touchés par l'enquête, par leur affiliation à des groupements ou à un réseau financier pratiquant des prêts, ou par le fait qu'ils pratiquent une religion les mettant en contact régulier avec d'autres membres, sont dans la majorité dotés d'un capital social potentiel non négligeable.

b) L'effet minime de l'éducation et de l'âge sur l'individu et sa vie propre au sein de l'association

On notera que le taux élevé d'analphabétisme n'affecte pas le comportement de ces variables. On est ici dans des situations où l'éducation n'atteint pas le niveau qui lui permettra d'intervenir comme un facteur causal de comportements. Ils sont seulement 8% à être âgés de 30 ans ou moins. Ce qui peut affecter la mise en valeur des ressources disponibles.

2. Les ressources sociales des communautés et le sentiment de bien être des ménages

Quels sont les effets de ces indicateurs de ressources sociales préalablement identifiées sur l'état de bien-être des ménages?

a) Le poids de l'appartenance à un réseau financier ou à un groupement

Les tableaux 7 et 8, qui croisent appartenance à un réseau financier et affiliation à un groupement avec la position des ménages sur l'échelle de bien-être, montrent que ces variables constituent un facteur nécessaire, mais non suffisant, au bien-être des ménages.

b) Le poids de l'appartenance à un réseau financier et le sentiment de bien-être rapporté

Le tableau 9 indique une relation significative (p du $\chi^2 = 0,001$) mais très faible entre l'appartenance à un réseau financier et le sentiment de bien-être. Le fait d'être membre d'un réseau augmente la probabilité d'un sentiment de bien-être sans qu'il soit un facteur suffisant. La probabilité qu'un ménage ait le sentiment d'être pauvre tout en appartenant à un réseau financier (13,8%) est égale à celle d'un ménage n'appartenant pas à un réseau (13,3%).

Tableau 9

APPARTENANCE A UN RESEAU FINANCIER ET BIEN-ETRE DU MENAGE

| Sentiment de bien-être | Membre d'un réseau Financier | | Total |
|-----------------------------|------------------------------|-------------|-------------|
| | Oui | Non | |
| Total | 100,0% (210) | 100,0 (188) | 100,0 (398) |
| État de bien-être élevé | 20,5% | 6,9% | 14,1% |
| État de bien-être moyen | 30,0% | 34,6% | 32,2% |
| État d'une pauvreté moyenne | 35,7% | 45,2% | 40,2% |
| État de pauvreté | 13,8% | 13,3% | 13,6% |

Le tableau 10 permet de faire la même observation. L'affiliation à un groupement rend plus probable un bien-être élevé, sans pour autant être un facteur suffisant. La relation est significative, mais négligeable.

Tableau 10

APPARTENANCE A UN GROUPEMENT ET BIEN-ETRE DU MENAGE

| Position sur l'échelle de bien-être | Membre d'un groupement | | Total |
|-------------------------------------|------------------------|-------------|-------------|
| | Oui | Non | |
| Total | 100,0 (251) | 100,0 (147) | 100,0 (398) |
| État de bien-être élevé | 18,3% | 6,8% | 14,1% |
| État de bien-être moyen | 28,3% | 38,8% | 32,2% |
| État d'une pauvreté moyenne | 39,8% | 40,8% | 40,2% |
| État de pauvreté | 13,5% | 13,6% | 13,6% |

c) **L'émigration et la probabilité de bien-être des ménages**

Comme pour les communautés, la variable de l'émigration affecte plus significativement le niveau de bien-être des ménages. Le tableau 8, dont les données sont reprises au tableau 11 ci-dessous, montre que le fait pour un ménage d'avoir un de ses membres à l'étranger réduit considérablement la probabilité que ce ménage soit dans la pauvreté : 3,1%. Cette probabilité est de 20,5% pour les ménages n'ayant pas de membre à l'étranger.

Tableau 11

AVOIR UN MEMBRE A L'ETRANGER ET BIEN-ETRE DU MENAGE

| Position sur l'échelle de bien-être | Un membre du ménage à l'étranger | | Total |
|-------------------------------------|----------------------------------|-------------|-------------|
| | Oui | Non | |
| Total | 100,0 (159) | 100,0 (239) | 100,0 (398) |
| État de bien-être élevé | 27,7% | 5,0% | 14,1% |
| État de bien-être moyen | 40,9% | 26,4% | 32,2% |
| État d'une pauvreté moyenne | 28,3% | 48,1% | 40,2% |
| État de pauvreté | 3,1% | 20,5% | 13,6% |

Le facteur de l'émigration au sein des ménages joue par conséquent et au niveau du sentiment de bien-être ressenti et au niveau de la probabilité de bien-être éventuel.

3. Conclusion : La difficile capitalisation de la vie associative

Ce n'est pas l'absence de ressources sociales, mais l'absence de sa mise en valeur, de sa capitalisation, tant sur le plan collectif qu'individuel, qui est mise en relief par les données analysées dans cette étude. Plus que les autres formes de capital, le capital social investi peut avoir besoin de plus de temps avant de produire ses effets. Nous avons vu que la vie associative a commencé à s'implanter dans les communautés étudiées seulement après 1986. De plus, l'état de transition qui perdure dans le pays n'a pas permis l'émergence d'un contexte socio-politique favorable au développement des associations. Plus de la moitié des groupements mis en place dans les communautés fonctionnaient sans reconnaissance juridique. Le statut légal peut être nécessaire pour poursuivre certaines démarches, pour faire évoluer les associations du social au capital. Tout ce qui est social n'est pas capital. Pour reprendre les termes de Hernando de Soto dans *The Mystery of Capital*⁴, c'est la non transformation en capital des relations sociales qui se développent dans les groupements qui peut expliquer qu'elles sont incapables de produire des effets. On comprend ici toute la pertinence du facteur temps sur lequel a tant insisté Edward L. Glaeser. La faible espérance de vie dans les campagnes et l'émigration des jeunes vers les villes n'aident pas en ce sens. Il faut donc tenir compte du coût d'opportunité de ce facteur.

Mais ce qui semble affecter davantage la possibilité que les groupements qui se multiplient dans les communautés rurales se transforment de ressources sociales à capital social est l'émigration étrangère. Le facteur temps ici intervient à nouveau. Il est affecté par cette mobilité qui reste toujours possible et qui empêche d'envisager l'avenir dans les communautés. «When individuals have a high probability of mobility, they are less likely to invest in social capital», écrit Edward L. Glaeser (*Op. Cit.* : 35). «... time horizons are extremely important in social capital investment» (*idem*). Nous avons en effet vu que le fait d'avoir un membre à l'étranger constitue le facteur qui contribue le plus au bien-être des communautés et des ménages. Cet état des choses ne peut que renforcer les tendances à l'émigration.

Il faudrait évidemment une étude plus approfondie et sur des échantillons plus représentatifs pour conclure avec plus de force. Les hypothèses dégagées à partir de cette analyse semblent montrer qu'il y a lieu de poursuivre dans cette quête.

⁴ Hernando De Soto, *The Mystery of Capital. Why Capitalism Triumphs in The West and Fails Everywhere Else*, New York : Basic Books, 2000.

DEUXIEME PARTIE
Conçue et rédigée par Michaelle Auguste Saint-Natus

**LES GROUPEMENTS, LEURS MEMBRES ET
 LEURS STRUCTURES**

I. SPÉCIFICITÉS ET ÉVOLUTION DE LA PAYSANNERIE HAÏTIENNE

Les actions associatives dans la société haïtienne ont fait l'objet de nombreuses études au point d'avoir amené à la promotion de mouvements et à l'utilisation d'un tel vocable dans la constitution même du pays. La structure associative et « coopératiste »⁵ paysanne dénommée « combite » est bien connue ainsi que le mouvement appelé « combitisme ». Bien que figurant dans le lexique haïtien, le « combitisme » du constituant Odette Roy Fombrun n'a jusqu'ici pu se généraliser et se transformer en un mouvement national large. Les autres formes d'associations et regroupements du secteur paysan et ouvrier haïtien sont également relativement connues mais leur potentiel et leur impact économique réels ne semblent pas avoir été vraiment évalués jusqu'ici.

Ce chapitre de l'étude se veut, par conséquent, une contribution en ce sens et suscitera, nous l'espérons, de nouvelles pistes de réflexions et actions en faveur d'un éventuel renforcement des associations concernées.

1. Historique et nature de la paysannerie haïtienne

Les paysans haïtiens sont de petits agriculteurs non subventionnés, possédant ou louant leurs lopins de terre. Dans certains cas, ils sont encore des deux-moitiés (métayers) et utilisent la terre d'un grand propriétaire terrien, librement ou dans des conditions à caractère féodal, indépendamment et selon leurs propres moyens financiers et techniques. Bien que souvent propriétaires de terrains propres, leurs lopins ne cessent de devenir plus petits. Ils travaillent très rarement pour le compte d'une grande ferme agricole de type capitaliste mais peuvent offrir leurs services à leurs voisins paysans bénévolement en attendant de réciproquer ; ou, dans le cas des paysans plus pauvres, ils vendent leur journée de travail à un paysan un peu plus aisé.

Le taux d'analphabétisme est très élevé dans le monde paysan puisque les statistiques de la fin du XXème siècle confirment que seulement 23% de la population scolaire était jusqu'ici scolarisée en milieu rural.⁶

⁵ Constitution de la République d'Haïti. Presses Nationales., Port-au-Prince, 1987. Article 1.

⁶ MENJS – RIT-AED-EDUCAT. Diagnostic technique du système éducatif haïtien. Port-au-Prince, Imprimerie Deschamps, 1994. P.3

Les paysans sont non seulement des laissez-pour-compte, mais les termes utilisés pour les décrire montrent leur relatif isolement ou marginalisation du reste de la société puisqu'on les dénomme « abitan » (personne qui habite un lieu et n'en sort que très peu), « moun andeyò » (personne qui habite une zone en dehors de tout), « gwo zòtèy » (homme inculte), ou tout simplement « paysan » (terme plus récent et mieux vu qui lui donne au moins la dignité de savoir qu'il produit les denrées nécessaires à sa survie ainsi qu'une bonne partie des produits nécessaires à nourrir la nation).

Il faut rappeler également que, dans le temps, certaines mesures ont gardé les paysans haïtiens en dehors de la ville et les ont privés des contacts avec l'urbain pour assurer à des spéculateurs en denrées ou à des grossistes la possibilité de capter tous les produits, les revendre en ville et s'enrichir aux dépens des premiers. Les grands dons en voie de disparition ont également maintenu les paysans sur leurs terres pendant longtemps, n'en autorisant que quelques uns à venir leur apporter leur part des récoltes, à des périodes précises de l'année.

D'autre part, les paysans actuels sont les fils de bien des gens réprimés ou exclus au fil des ans :

- Ainsi, certains gouvernements ont repoussé les paysans venant vendre leurs produits en ville sous prétexte de leur apparence vestimentaire et hygiène rudimentaire, nuisibles au développement du tourisme.

- De même, lors de la campagne anti-superstitieuse, des paysans responsables des temples vaudou à la campagne ne pouvaient ouvertement circuler en dehors de leurs localités de crainte d'être ciblés et éliminés. Enfin, il convient de rappeler que le pays étant très montagneux, les paysans descendent, dans la plupart des cas, d'anciens indiens et esclaves en révolte, retranchés dans les montagnes et combattant comme rebelles.

- Dans certaines zones, par la suite, par manque de prisons, il était courant de caserner les prisonniers à la campagne et de les soumettre aux travaux forcés des champs ou à la construction ou réparation des routes en zones éloignées. Aussi, bien des paysans seraient également les fils de révoltés ou contestataires, mis en joug par la justice.

- Au temps de l'occupation américaine, les paysans ont aussi mené la lutte anti-expansionniste et lutté contre l'envahisseur. L'esprit contestataire et de résistance s'est également ravivé en eux à cette époque.

- Sous Duvalier et bien d'autres gouvernements passés et actuels, le paysan de même que les plus pauvres des villes ont été valorisés mais pour servir les intérêts du pouvoir, acclamer les leaders politiques leur jetant quelques sous et comptant sur leurs applaudissements et support aveugle.

- Le paysan et sa progéniture ont de plus été exclus, pendant longtemps, par des mesures discriminatoires consignées dans le Code Rural, par un manque total de services sociaux (écoles, dispensaires, bureaux de justice, encadrement agricole) en zones campagnardes, et même par la formulation de son acte de naissance, l'excluant et le stigmatisant, comme nous le signale Gérard Barthélemy, d'homme du pays-en-dehors. Seuls les enfants des hommes de confiance des

grands dons, des militaires ou fonctionnaires d'Etat en contact avec la campagne ont jusqu'à une certaine date pu fréquenter l'école et se former progressivement. En général, leur statut économique est resté très précaire. Si quelques uns ont pu s'enrichir par le commerce de denrées et constituer une nouvelle bourgeoisie, la majorité d'entre eux sont encore dans une misère noire. Ils sont, en majorité, restés pendant longtemps, et peut-être demeurent jusqu'à présent, sans contacts réels avec la connaissance et n'ont pu enrichir leur savoir sur toute une série de questions, ce qui les force encore, malgré l'exode et le contact d'une partie d'entre eux avec la ville et les pays étrangers, à vivre dans des conditions résidentielles et sanitaires ressemblant, dans bien des cas, au Moyen-Age.

- Bien des paysans ont cependant pu s'imposer, tant en milieu paysan qu'en milieu urbain, en se laissant enrôler dans un corps de miliciens voués au président d'alors et en devenant des « tontons macoutes ». Ils ont alors affiché une autorité mal comprise et se sont fait accepter par les gens de la ville ou de la campagne, par la force et l'arrogance.

- En plus de cet aspect autoritaire renforcé par les faits ci-dessus et une certaine insensibilité envers la torture physique qui lui a si souvent été imposée dans le passé, le paysan est aussi qualifié d'homme rusé et méfiant, ne faisant confiance à personne et suspectant chacun. Il est cependant très solidaire de ses proches, les protège des étrangers qui ne font pas partie de son sérail. Il admet difficilement leurs torts en public ou ne les dénonce pas souvent. Il lui pèse de condamner les siens quand bien même ces derniers seraient coupables, ceci de peur des représailles physiques ou légales contre son propre entourage.

- En dépit de ces faits et en conséquence de sa réalité d'opprimé, le paysan a aussi développé et maintenu un esprit profond de solidarité humaine, reconnu et très poussé, traduit par de nombreux proverbes (i.e : vwazinay se fanmi : les voisins sont des parents) .

- Le paysan haïtien a aussi conçu des formes de rapports collectifs d'entraide qui se manifestent aussi dans des sociétés traditionnelles de travail en commun, propres à Haïti, et qui constituent les premières tentatives associationnistes de ladite société. Elles portent des noms divers que nous nous appliquerons à décrire ci-dessous.

2. Les associations paysannes traditionnelles

Nombre de livres ont fait référence aux associations paysannes traditionnelles en Haïti. Elles existent en dépit du fait que bien des champs soient souvent cultivés par des cultivateurs, eux-mêmes propriétaires de leurs petits lopins de terre. Ce besoin d'entraide s'affirme et est en partie probablement nécessaire vu le faible niveau d'outillage de chaque cultivateur et la nécessité ressentie par chacun de préparer les champs dans un temps donné avant que la bonne saison ne s'achève. Il s'agit par conséquent de structures mises sur pied par des nécessités externes et non par un sentiment profond de collectivisme.

D'autre part, la culture des champs ayant longtemps été réalisée par beaucoup de gens, l'habitude semble être restée, perçue telle une chose indispensable et normale. L'esprit de groupe, souvent mis en évidence par beaucoup d'écrivains qui voient en ces types d'organisations de travail une manifestation du caractère communautaire spontané chez l'Haïtien, mériterait peut-

être d'être remis en question. Pour ceci, l'historique des divers types de mouvements d'organisations collectives au niveau de la communauté rurale haïtienne s'impose.

Les regroupements de travailleurs agricoles en Haïti datent de la colonie sur les plantations. Ils se sont poursuivis, par la suite, soit dans le cadre des travaux effectués en contexte de rapports féodaux, sur les terres des grands dons de villes ou dans le cadre des travaux forcés, imposés aux prisonniers dans les campagnes. Par la suite, des paysans qui se sont distingués par leurs exploits militaires ou leur rôle dans la police ont aussi reçu des terres de divers gouvernements et ont reproduit envers leurs proches les mêmes pratiques à caractère féodal. Il en est résulté toute une série de sociétés locales spontanées, de travail ou de financement, qui se donnent dans diverses régions du pays des noms et une structure différents pour s'impliquer dans des activités collectives agricoles ou autres. Ces regroupements, décrits des années 1950 aux années 1990 par divers auteurs qui incluent Métraux, Bastien, Moral, Leyburn, Mintz, De Ronceray, Smucker, Laguerre, Lundhal, Murray, Dupuy, Trouillot, Gabaud, se nomment traditionnellement :

- Le *combite* (rassemblement à caractère laboral de tous types de paysans, simultanément récréatif, accompagné de nourriture et boissons, permettant de fournir un effort collectif et réciproqué entre personnes se connaissant, en rapport à une tâche ou des travaux requis par un individu)
- L'*atribisyon* (petites organisations paysannes de quartiers ou localités dont les membres effectuent réciproquement des corvées sur une base régulière et qui parfois travaillent pour d'autres entités ou individus contre une rémunération payée sur une base périodique ou annuelle, qui appartient au groupe et qui est réinvestie pour financer d'un seul coup des projets du quartier).
- Le *douvanjou* (formes de sociétés de travail collectif mutuellement bénéfiques qui opèrent entre petits paysans et paysans moyens, surtout le matin)
- La *ronde* (forme de travail agricole rotatif bénévole ou rémunéré)
- L'*escouade* (autre forme d'association de travail collectif, prenant d'autres formes d'organisation et se confiant au leadership de dirigeants, portant d'autres titres et adoptant d'autres rituels, règlements internes, jours spécifiques de travail, horaires de rotation, que ceux des structures apparentées préalablement rapportées)
- La *corvée* (terme autrefois utilisé pour les travaux forcés des prisonniers et se référant aujourd'hui à toute forme de travail collectif réalisée dans un contexte amical, non nécessairement récréatif, mais impliquant le paiement d'une légère rémunération immédiate, payée sur une base individuelle)
- La *société* (Ils existent des sociétés religieuses ou de festivités carnavalesques. Mais sont apparus également des groupes appelés sociétés qui effectuent des travaux réciproques et aussi des travaux payés sur une base rotative et qui jouent le rôle de groupes d'entraide en intervenant et aidant leurs membres en cas d'urgence, ou en facilitant la résolution de conflits inter-personnels)

- Les *coopératives* et *caisses*, introduites par des intervenants externes à la société haïtienne, jouent le rôle qui leur est habituellement reconnu internationalement et suivent des règles de fonctionnement ordinairement établies.

Il existe par ailleurs, depuis assez longtemps, des systèmes collectifs d'épargne et de crédit rotatif pour les membres de cercles tant paysans qu'ouvriers en Haïti. On les dénomme *sangue*, *main*, *sol*, etc. Ces regroupements n'ont pas de structures particulières, à part le fait que les gens y mettent ensemble leur argent et que les membres du groupe bénéficient et se passent tour à tour le montant collectif ainsi économisé, en espérant qu'aucun partenaire ne mourra ou ne fera défaut avant l'épuisement du cycle.

3. Les autres types d'associations paysannes

Pour une courte durée et sur des superficies limitées, Haïti a connu quelques grandes exploitations de type capitaliste (la HASCO, la SHADA ou les grands exploitants de canne à sucre, par exemple).

Dans les années 40, des expériences communautaires oeuvrant dans divers secteurs d'activités (éducation, santé, agriculture) appuyées par des agents de développement tant étrangers qu'haïtiens, salariés dans la plupart des cas non originaires des zones d'intervention, ont commencé à voir le jour avec certains projets tels que celui de la Vallée de Marbial ; et les premières coopératives ont alors été formées dans les zones géographiques jusqu'ici peu étendues. S'en sont suivi des interventions assez connues telles que celles de l'ODVA dans l'Artibonite ou de CRUDEM à Milot dans le Nord dans les années 60, ou encore celle de Salagnac ou de Laborde dans les années 70 et 80. Dans le cadre de plusieurs de ces actions sont nées les conseils communautaires et fédérations paysannes, d'abord disséminées dans des régions limitées du pays, mais qui se sont ensuite éparpillés sur le territoire et qui ont quadrillé presque tout le pays dans la seconde moitié des années 80.

Si au tout début ces expériences étaient encadrées par des sociologues, économistes, agronomes dans le cadre d'une coopération bilatérale ou multilatérale, elles sont vite passées assez largement aux mains des bureaux d'état sous Duvalier et ont alors été, en partie, utilisées à des fins de propagande politique même quand et si des notions techniques continuaient à y être divulguées ; ou bien elles ont attiré les groupes religieux qui y ont vu un champ d'action pour les mouvements de théologie de la libération ou un cadre idéal de promotion sociale rapide pour certains responsables religieux développant des rapports privilégiés avec le pouvoir politique et notamment le président François Duvalier père; ou encore elles se sont transformées en cercles de réflexions en rapport à la religion et au développement d'abord, puis en groupes de pression et de lutte contre la dictature de Duvalier fils. Ces organisations ont pour la plupart été créées par des protégés et proches des Eglises ou dans le cadre des mouvements de renversement du pouvoir. Les anciens conseils d'action communautaire utilisés à des fins de « développement communautaire et politique » se sont alors spontanément ou progressivement transformés en « associations religieuses, communautaires et politiques ». A partir des conseils communautaires et d'autres actions spontanées, étaient alors nés des groupements portant les nouvelles appellations qui suivent : *petites communautés d'Eglise*, *groupes de base*, *groupements*,

associations paysannes, comités paysans, fédérations, vu que les structures précédentes, rappelant la dictature, avaient été largement rejetées.

A la chute de Duvalier, cependant, les structures décriées mais assez bien définies qui avaient soigneusement été développées pour le fonctionnement des conseils communautaires, avec l'encadrement de techniciens du Ministère de l'Agriculture ou de l'ONAAC, ou qui avaient d'abord été méticuleusement pensées par de jeunes prêtres ou intellectuels militant dans le secteur religieux, ont éclaté pour laisser cours à l'improvisation ou à la prise de tout individu mettant spontanément ou bénévolement sur pied un groupement. Aussi, se retrouve-t-on actuellement avec de petites associations fonctionnant, partout dans le pays, sans encadrement réel ou disposant de statuts souvent mécaniquement obtenus à travers le Ministère des Affaires Sociales dont ils dépendent. Aussi, même si existants, ces règlements sont rarement suivis par des groupes de toutes sortes, n'ayant d'ailleurs pas toute la formation et la capacité technique requise pour les appliquer ou les faire respecter. Au fil des ans, la terminologie qui suit a été utilisée pour caractériser ces divers types d'organisations :

- Les *conseils communautaires* (structures de promotion du développement introduites dans les années 40 avec certains projets de développement internationaux, organisant des discussions et réunions/débats, essayant aussi de mettre sur pied des caisses de financement et/ou coopératives de production récupérées par la milice et les supporteurs du gouvernement Duvalier, à tendance populiste exagérée, fortement associés à la milice d'alors, servant d'espions mais s'engageant aussi dans des actions d'amélioration de l'éducation, de la santé et de l'agriculture avec l'appui des techniciens des ministères et structurés, dans l'un et l'autre cas, de façon systématique et selon des principes pré-établis et calculés)

- Les *petites communautés d'église* (il s'agit là de groupes d'obédience religieuse catholique qui jouent le rôle de groupes de réflexions/conscientisation dans une zone et qui entreprennent aussi certaines actions de développement)

- *Groupements paysans, associations paysannes, comités* dont le but est de promouvoir le changement social (structures de promotion et d'action de développement qui ont remplacé les petites communautés d'église, les conseils d'action communautaire, après le renversement de Duvalier fils. Ils sont moins structurés que les premiers, plus politisés et mènent une lutte en faveur de la démocratie avec de nombreux glissements et accents souvent ultra-démocratiques. Tout comme les conseils communautaires et petites communautés d'églises, on les retrouve comme entité spécifique dans les villages, les bourgs, les hameaux ou dans des localités, zones ou régions)

- Les *fédérations paysannes* (ce sont des regroupements spontanés ou provoqués d'associations, groupements, comités spécifiques existant dans une zone donnée ou au niveau national. Elles peuvent relever et résulter de l'initiative de leaders paysans locaux, d'agents de développement, de techniciens et de professionnels fréquentant une zone, ou d'une agence de développement intervenant dans une région)

- Suite au renversement de Duvalier, sont retournés en Haïti de nombreux exilés politiques, opposants souvent exposés aux idées de gauche ou populistes. Les fonds d'assistance technique et sociale affluant, des bailleurs et les gouvernements transitoires impopulaires d'alors

ne pouvant contrôler et canaliser toute l'aide, en plus des grandes ONGs qui commençaient à épouser et à encadrer les anciens conseils et groupements de base (CARITAS, HACHO, CARE, CRS), d'anciens religieux ou des militants et activistes, ont servi de courroie pour faire accéder rapidement les structures de base à des financements. Dans certains cas, les règlements et les types de rapport internes de ces organisations étaient bien pensés et bien définis à l'avance; mais, dans d'autres cas, aucune condition préalable n'était exigée, mise à part l'obtention de l'autorisation de fonctionnement du Ministère des Affaires Sociales et l'existence au sein du groupe de statuts, souvent mécaniquement conçus, sans promulgation d'une loi réellement adaptée aux besoins et spécificités des communautés paysannes passées ou actuelles. Beaucoup de ces groupes sont devenus des mercenaires de projets, ont obtenu du financement, ont mené des actions souvent trop peu planifiées et trop peu structurées, et ont favorisé le développement de groupements paysans coiffés par des leaders locaux trop intéressés aux gains personnels qui pouvaient être tirés des fonds octroyés par des bailleurs.

C'est ainsi qu'ont évolué ces structures sur le territoire national, aboutissant à une prolifération d'organisations paysannes (et urbaines) de toutes sortes, à grande capacité de mobilisation, en quête d'un développement et de progrès sociaux recherchés n'importe comment, sans encadrement suffisant ou sans encadrement réel offert par un nombre suffisant de structures et de techniciens locaux ou étrangers chevronnés. Cet état de choses est renforcé, à travers tout le pays, par une extension rapide de toute sorte de nouveaux organismes étrangers et locaux d'assistance sociale, n'ayant souvent pas de techniciens bien formés ou reconnus par l'Etat, ou par la prolifération d'organismes spécialisés autorisés à recevoir des fonds dans une perspective mal définie de développement et d'encadrement des masses.

En parallèle, des professionnels impliqués dans le développement par le passé ou actuellement, ont aussi formé leur agence d'intervention sociale ou se sont engagés à fournir bénévolement et indépendamment un appui à des groupements locaux, dans certaines localités qu'ils visitent régulièrement ou dont ils sont originaires. Quelques fils et filles de paysans ayant également achevé leurs études universitaires se sont, eux aussi, lancés dans des actions de développement, ont reçu des financements ou pas, et se sont installés en ville ou à la campagne pour mener de près ou de loin des activités de formation ou des interventions de développement de tailles diverses avec les gens de leurs localités. Dans quelques cas, des associations régionales d'Haïtiens vivant à l'étranger sont aussi venues appuyer les demandes et activités de certains philanthropes et associations qui leur étaient connues. Elles semblent constituer un tel potentiel inexploité que l'USAID (United States Agency for International Development) et la PADF (Pan American Development Foundation) sont actuellement en train d'envisager un projet de fonds consolidés par le biais duquel les fonds d'associations régionales, dans les diverses villes d'émigration haïtienne à l'étranger, pourraient être jumelés à ceux des deux agences sus citées en vue de mettre au point le financement de projets de construction d'écoles dans les villages et campagnes d'Haïti.

A date, telle est la situation et le cadre général dans lequel évoluent la plupart des grandes et petites associations paysannes. Elles reçoivent une assistance technique et financière, limitée ou soutenue, d'organismes et individus de toutes sortes, selon les contacts personnels dont elles disposent ou selon l'intérêt que leur manifestent spontanément des organismes nationaux ou internationaux de développement de tailles diverses, après concertation avec le gouvernement haïtien et des études préalablement menées sur les besoins régionaux pour ce qui en est des

grandes agences internationales, mais sans coordination étatique réelle pour ce qui en est des petites agences et philanthropes locaux. Aussi, en dépit de l'existence de certaines fédérations spontanées ou bien structurées par endroits, en vertu de leur nombre très important, et compte tenu de la topographie du pays ainsi que de l'état généralisé de misère prévalant partout en Haïti, beaucoup d'associations restent isolées et évoluent seules dans la limite de leurs possibilités personnelles excessivement maigres. Pour diverses raisons préalablement citées, les actions entreprises ont aussi peu d'impact.

II. PROFIL D'ASSOCIATIONS PAYSANNES ET CAPITAL SOCIAL DANS LES ONZE COMMUNAUTÉS ÉTUDIÉES

1. Les questions de recherche retenues

Le travail ici réalisé tente d'apprécier le niveau de capital social existant chez des associations paysannes haïtiennes dans onze localités du pays.

L'étude s'applique à chercher quels facteurs déterminent ou contribuent à garantir un niveau quelconque de capital social chez ces associations. Elle essaie aussi de comprendre à quelles fins et jusqu'où on peut compter sur les relations tissées entre les membres d'associations ou entre eux et certains agents externes avec lesquels ils sont en contact.

Il s'agit donc d'essayer de déterminer le niveau de capital social des groupements paysans haïtiens en trouvant :

- Quels facteurs influencent les capacités et relations entretenues par ces organisations ;
- À quoi servent ou peuvent servir les structures existantes ;
- Et de tirer ainsi les conclusions qui s'imposent au sujet de leur rôle et capacité d'intervention, à la lumière des observations et analyses réalisées.

2. Méthodologie et indicateurs utilisés

Trois questionnaires suggérés par Alain de Janvry et Elizabeth Sadoulet (voir les questionnaires en annexe) ont été administrés pour déterminer les caractéristiques des associations paysannes : un questionnaire de base sur la communauté comportant des questions générales sur le statut, la structure et les activités des associations, et deux questionnaires de groupements, comprenant des questions de plus en plus complexes sur le fonctionnement des associations.

Le premier de ces deux derniers outils a pu être utilisé avec un total de vingt-sept (27) groupements dont au moins un groupement de toutes les communautés ; et le second sur un échantillon de treize (13) associations incluant celles les mieux structurées des régions disposant de plusieurs groupements, ou encore le seul et unique groupement des régions à faible caractère associatif. Aucune des organisations questionnées dans cette étude n'est une fédération de zone.

A part Panndiassou, où les circonstances n'ont pas permis d'administrer plus d'un des questionnaires de groupements aux associations interviewées, dans les autres lieux, les deux questionnaires portant sur les groupements ont pu être utilisés. Par ailleurs, à la fin du questionnaire relatif à chaque communauté, les enquêteurs ont produit un certain nombre d'observations et fourni des informations supplémentaires au sujet de chaque zone. Ces commentaires ont parfois fait ressortir le niveau des infrastructures, le tempérament et l'histoire

de certaines zones, la présence dans la zone de techniciens bien connus, l'emprise des fédérations de zone, etc. Ces données additionnelles ainsi qu'une carte de chaque village visité, ont permis d'examiner l'habitat ou encore d'alimenter nos réflexions.

Partout dénommées associations ou, par extension, organisations, groupements, comités, mouvements, clubs, et situées dans des villages circonscrits ou éclatés, les structures répertoriées servent parfois des bénéficiaires différenciés. Néanmoins, dans le langage commun, elles appartiennent toutes à la catégorie des organisations de base ou organisations communautaires du pays. Ainsi, dans l'enquête, on retrouve dix (10) associations d'agriculteurs, quatre (4) associations de pêcheurs, une (1) association d'éleveurs, trois (3) associations de femmes paysannes, quatre (4) associations de jeunes. Parfois, de plus petites associations font aussi référence à l'existence de fédérations fonctionnant sur place, dans la localité ou dans la région. Ces dernières grandes associations citoyennes se retrouvent en effet dans six (6) des zones visitées (Furcy, Fond d'Oies, Fond Jean Noel, Panndiassou, Boché-Marmelade, Vallue). De plus, un des groupements d'un des villages investigué (Lully) assume la fonction de fédération nationale. Dans le cas de Cerca Carvajal (Démahague) et Debois (Bassin Bleu), il n'y a pas de fédération paysanne mais les agences d'encadrement ont mis sur pied une structure paysanno-institutionnelle assumant un tel rôle.

Les associations abordées disent oeuvrer dans les espaces territoriaux suivants : groupements situés dans une commune dans un (1) cas, dans une section communale dans neuf (9) cas, sur des habitations dans deux (2) cas, dans un quartier à l'intérieur d'un village dans un (1) cas, dans une localité d'un village éclaté dans cinq (5) cas, dans un bourg dans quatre (4) cas, et comme associations de « lakou » ou hameaux dans les autres cas. Pour nous, le village éclaté est, en général, un bourg rural en zone montagneuse sur un territoire donné et comportant de nombreux hameaux-satellites qui s'identifient à lui, vu qu'il lui sert de lieu-pivot pour les rassemblements sociaux et religieux de zone, et où réside parfois le représentant principal du Conseil d'Administration de la Section Communale. Même si les hameaux qui fonctionnent comme de grands quartiers familiaux ont chacun leur nom, ils se vivent comme faisant aussi partie du village éclaté dont le nom permet aux visiteurs externes de mieux les situer géographiquement dans un espace plus large.

Dans le cas des questionnaires administrés à vingt-sept (27) associations, dix-huit (18) groupements ont répondu assez systématiquement à un certain nombre de questions concernant leur structure associative, leurs membres, et le fonctionnement du groupe. Cependant, la fréquence des réponses à ces questionnaires est bien moins forte que pour les questionnaires relatifs aux communautés ou ménages où la plupart des items avaient alors été répondus, à cent pour cent presque. Trente et une associations et leurs activités avaient alors pu être répertoriées, dans les zones de l'enquête.

Le temps a alors fait défaut et il n'a pas été possible de questionner plus que treize (13) associations, cette fois-ci, selon le questionnaire spécifique utilisé pour les groupements. Ainsi donc, pour le second questionnaire associatif administré à 13 associations, un peu plus de la moitié des associations seulement a répondu aux questions qui leur étaient pertinentes. Il n'a pas été possible de questionner tous les groupements des zones à grande tendance associative (Furcy, Fond Jean Noel, Panndiassou, Vallue, Fond d'Oie, Marmelade) dans les deux jours assignés à l'enquête. Vu les délais impartis pour réaliser le travail de terrain, dans aucun des cas, l'enquête

n'a pu non plus se concentrer sur les fédérations car l'autorisation très formelle de bien des représentants serait nécessaire trop longtemps à l'avance.

L'échantillon qui regroupe plusieurs types d'associations paysannes, rencontrées dans des zones assez facilement accessibles et visitées chacune sur une période de deux jours, est relativement petit par rapport au nombre d'organisations paysannes qui pullulent dans le pays. De ce fait, l'étude donne une idée sur la situation existante mais ne peut être totalement fiable et représentative. Tant en vertu de la dimension de l'échantillon que de l'ancienneté et du champ d'activités des membres des groupements, les conclusions tirées ont leurs limites. Ce rapport communique par conséquent plutôt des observations que des tendances lourdes.

Le résumé des tendances notées met en évidence les spécificités les plus manifestes ou il souligne l'intensité de certaines caractéristiques valant la peine d'être retenues, dans les zones touchées. Les indicateurs utilisés et les questions posées sur le terrain concernent le mandat des associations, le fonctionnement du bureau, des assemblées et des commissions des associations, leurs outils de gestion, les canaux de décision, les types d'activités entreprises, et les cotisations ou autres capitaux disponibles au sein des groupements. Ces facteurs sont couplés aux données disponibles relatives à la dimension de certains groupements, les types de contacts et encadreurs avec lesquels ils entretiennent des rapports, les infrastructures et services sociaux disponibles dans les zones, l'âge des groupements et les caractéristiques des responsables d'associations.

Enfin, il est important de mentionner que cette étude ne se rapporte pas au fonctionnement des associations traditionnelles habituelles du milieu haïtien, largement décrites par de nombreux sociologues et géographes (Moral, Laguerre, de Ronceray, etc.) de 1940 à 1990. En fait, les pratiques de travail collectif de ces plus anciennes organisations se retrouvent intégrées telles des actions parallèles et indépendantes, en marge ou au sein des actuels groupements paysans d'orientation plus sociale. L'évolution politique de la société haïtienne et la grande préoccupation récemment montrée par les citoyens de toutes les couches sociales à la chose publique, ont favorisé l'éclosion de nombreuses associations citoyennes qui disent se préoccuper du développement. Il en a été ainsi tant en milieu urbain qu'en milieu paysan.

3. Les constats : présentation et interprétation des données disponibles

La réalité des associations paysannes est abordée du point de vue

- des caractéristiques de leurs bureaux et de leurs responsables,
- du fonctionnement de leurs bureaux, assemblées et commissions,
- de leurs structures administratives et financières,
- du niveau de leurs cotisations, dons et du capital économique des associations,
- de leur âge,
- des infrastructures éducatives locales,
- de leurs activités, et

- des programmes de formation dont elles bénéficient.

A la lumière de chacun de ces facteurs, une analyse sera menée et des conclusions seront tirées. Il faut toutefois rappeler que vu la dimension de l'échantillon et les nombreuses combinaisons de possibilités notées, il ne sera pas toujours possible de dégager des tendances lourdes et certaines.

a) Les bureaux et responsables des associations

Les facteurs ici examinés se rapportent à la durée du mandat des bureaux d'associations, le nombre de membres dans les bureaux, le niveau académique des responsables, leur occupation selon le titre, la parenté existant entre eux, leurs tendances migratoires ainsi que leur domicile.

i) La durée du mandat. Dans la plupart des associations questionnées, le mandat du bureau de l'association varie entre deux et trois ans. Un pourcentage très faible d'associations arrive à respecter la date d'échéance du mandat des responsables et à organiser des élections dans les délais impartis. Ceci explique probablement, en partie, le silence affiché, dans la plupart des cas, en rapport aux questions sur le renouvellement des comités par les associations investiguées.

ii) Le nombre de responsables. Dans la majorité des associations répondant aux questionnaires, le nombre des membres de leur bureau oscille entre trois et six personnes. Rares sont les cas où la quantité de responsables dans un groupement dépasse sept membres. La taille du bureau n'a d'incidence particulière sur aucun autre facteur particulier.

iii) Le niveau académique des responsables. Bien des associations se gardent de préciser si tous leurs responsables savent lire et écrire. Dix-huit (18) des vingt-sept (27) associations ont fourni des informations concernant le niveau académique de leurs premiers présidents mais seulement treize (13) ont donné ce type d'informations au sujet de leur actuel président.

Dans le cas des associations acceptant de répondre à une telle question, le niveau académique des présidents de groupes tend à augmenter avec les années d'existence du groupement.

Pour ce qui en est des dirigeants, s'il y avait deux présidents analphabètes et trois présidents à peine alphabétisés à la création de certaines organisations, quelques années plus tard, aucun président d'associations n'est à un tel niveau académique. De plus, au fil des ans, on retrouve un peu moins de présidents ayant un niveau d'éducation primaire et un peu plus de présidents ayant un niveau d'éducation secondaire. En effet, à l'intérieur du même échantillon, le nombre de présidents ayant fait des études secondaires passe de 50% des présidents à 80% des présidents interviewés. Cependant, seulement moins de 10% des présidents auraient un niveau plus avancé.

En général, les secrétaires d'associations démontrent des compétences plus élevées que les présidents en poste. Un quart des secrétaires en poste affichent un niveau supérieur au niveau

d'études secondaires et ont fréquenté l'école technique ou l'université. Plus de 66% des secrétaires ont un niveau primaire ou secondaire. Toutefois, un secrétaire est analphabète.

Pour ce qui en est des trésoriers, les informations sont plus restreintes. Elles concernent seulement douze (12) des vingt-sept (27) trésoriers. Ceci pourrait faire croire que les trésoriers sont peut-être moins actifs et que ces postes sont parfois remplis par les présidents et secrétaires même si officiellement quelqu'un d'autre en a le titre. Dans les faits, 66% des trésoriers auraient un niveau d'éducation primaire ou secondaire avec une plus grande proportion de trésoriers du niveau primaire. Moins de 10% des trésoriers auraient un niveau universitaire. Par ailleurs, il y aurait 25% de trésoriers analphabètes.

D'autre part, alors qu'au début les présidents d'associations étaient surtout des éducateurs ou agents de santé, actuellement dix sur dix-sept (10/17) sont davantage des responsables religieux et simultanément des responsables d'autres groupements plus grands ou plus petits que ceux interviewés. Pour ce qui en est des secrétaires, ils sont présentement surtout des responsables religieux où encore des éducateurs. Les trésoriers, eux, sont surtout des enseignants et agents de santé. Dans quelques cas non négligeables, ils sont engagés dans des activités vocationnelles.

Les dirigeants des associations les plus performantes de Lully, Fond Jean-Noël et Furcy ont en plus grand nombre fait leurs études secondaires ou dépassent ce niveau. A Ravine Sèche, ils sont de niveau assez élevé également. C'est aussi dans ces zones qu'un plus grand nombre de personnes se vivent comme étant moins pauvres. Toutefois, à Panndiassou, alors que les dirigeants de certaines organisations paysannes ont un niveau avancé, la majorité des gens ont une perception très basse de leur niveau de bien-être.

iv) Le sexe des responsables. La moitié des groupes a presque autant de femmes que d'hommes. Il y a des femmes uniquement dans les bureaux des zones ressentant un plus grand bien-être. Leur présence inspirerait-elle davantage confiance ? On ne le sait pas vraiment.

v) La résidence et les liens de parenté. Bien qu'il soit admis que ces petits villages sont souvent constituées de personnes apparentées, dans l'enquête relative aux bureaux d'organisations, seulement 10% de l'échantillon admet l'existence d'un tel état de choses pour ce qui les concerne directement. Il faudrait par conséquent interpréter les données relatives aux liens familiaux entre dirigeants d'associations avec beaucoup de réserve. Ces informations ont peut-être été masquées par certains d'entre eux, pour des raisons inavouées.

Seulement dans trois communautés, les dirigeants d'associations (notamment les présidents et trésoriers) sont voisins : Cerca Carvajal, Rivière Balagué et Fond Jean Noël.

Pour ce qui en est des membres des groupements, dans six des onze zones enquêtées, les associations disent officiellement accepter des membres résidant hors de la localité. Dans deux zones, il faut aussi être d'accord, au départ, à remplir certaines obligations régulières très précises et liées au champ d'activités du groupement pour en être membre. Ailleurs, les obligations sont inexistantes presque et la vie et le calendrier d'activités de bien des groupements laisseraient croire qu'ils se rencontrent plutôt pour des raisons de simple socialisation vu le nombre limité d'actions et programmes spécifiques entrepris au fil des ans.

vi) La migration chez les responsables. Sur les dix-huit (18) présidents auxquels il est fait référence dans les réponses aux questionnaires, près de 50% ne précisent pas si ils ont résidé hors de leurs communautés à un moment donné. En fait, à peu près seulement 25% des présidents rapportés ont résidé ailleurs.

Dans le cas de quinze (15) secrétaires fournissant des informations sur leur parcours migratoire, un tiers (33%) accusent avoir eu ou avoir une résidence ponctuelle hors de la communauté d'origine. Le pourcentage de trésoriers ayant résidé hors de la communauté est relativement le même. Ceci revient à dire que les postes les plus importants sont occupés par des gens qui ont vu et été exposés à des idées et réalités en partie acquises hors de leurs communautés.

Davantage de dirigeants de Fond Jean-Noël et de Furcy rapportent avoir été dans une telle situation et avoir vécu ailleurs. Pourtant, Fond Jean-Noël est assez éloigné de la capitale du pays, et Furcy en est relativement proche. Fond d'Oies qui est aussi très proche de Port-au-Prince accuse une très faible migration et un faible niveau de bien-être.

b) Le fonctionnement du bureau, des assemblées et commissions d'associations

Les facteurs pris en compte à ce sujet sont la fréquence des réunions du bureau et des assemblées générales, la structure des associations, les niveaux et mécanismes de prise de décisions, les structures administratives et financières

i) La fréquence des réunions. Un peu moins de la moitié des bureaux des associations dit se réunir toutes les semaines ou toutes les deux semaines. Les autres se réuniraient mensuellement. Dix pour cent des associations répondant à cette question avouent se réunir très irrégulièrement, cependant. Les informations collectées concernant les dates des dernières réunions confirment cette tendance et montrent que celles-ci auraient lieu sporadiquement. Ceci laisserait entendre que la direction de certaines organisations est peu active.

Pour ce qui en est des assemblées générales, sur seize associations fournissant des informations à ce sujet, un peu plus de 10% (2) disent convoquer leurs assemblées générales presque chaque semaine, un peu moins de 33% (5 sur 18) disent y faire appel chaque deux semaines environ, et environ 40% (7 sur 18) disent le faire une à quatre fois par an. Quatre associations restent muettes sur la question. Treize associations sur dix-huit affichent une date récente d'assemblée générale ce qui porterait à croire que les structures existantes sont souvent encore assez vivaces.

ii) La structure des associations. Les associations sont plus enclines à répondre aux questions relatives à l'existence de commissions en leur sein. Dix-huit (18) associations sur vingt-sept (27) (environ 65% d'entre elles) posséderaient de telles structures, six (environ 20% d'entre elles) n'en auraient pas, et deux (moins de 10%) évacueraient la question.

Toutefois, les groupements utilisent ou semblent très peu connaître l'importance des organes de contrôle. Seulement douze (12) associations répondent à une question posée dans ce sens. En effet, dans cinq (5) cas, des associations (Debois, Fond d'Oies, Ravine Sèche, Rivière Balagué et Vallue) disent en faire usage ; et dans deux cas, (Fond d'Oies et Furcy) elles disent l'envisager dans le futur. Cinq (5) autres associations, dans des régions assez bien imbues des questions associatives (Lully, Fond Jn Noël, Marmelade et Vallue), ne rapportent nullement la présence ou l'éventualité de tels mécanismes. Il n'y a pas de lien particulier entre ce facteur et le bien-être exprimé par les chefs de ménage dans les diverses zones.

iii) Les niveaux et mécanismes de prise de décisions. La mise en place du bureau se fait par élection dans environ la moitié des cas, (7) associations sur 15) répondant à cette question (Rivière Balagué, Furcy, Lully, Marmelade, Ravine Sèche, Vallue). A Fond Jean Noël, deux (2) associations le font par élection ou consensus, selon les circonstances. Deux (2) autres à Vallue et Fond d'Oies, utilisent seulement un mécanisme consensuel. Pour des raisons non avouées, Panndiassou, Ravine Sèche et Debois ne donnent pas de précisions sur une telle question.

Les décisions au sein du bureau ont lieu par vote secret dans un cas (Rivière Balagué), par vote à main levée dans les deux associations de Lully, par vote à Ravine Sèche, Furcy et Vallue, par consensus à Fond Jean Noël, Debois, Fond d'Oies et une des associations de Vallue, et par le président d'association dans une de celles de Fond Jean Noël.

Au sein des groupements, les accords sont marqués par vote dans dix (10) cas, par consensus dans trois (3) cas, par vote et/ou consensus dans un cas à Furcy. Ce genre de mécanisme de prise de décision au sein des groupes n'a pu être vérifié à Panndiassou.

L'acceptation des membres au sein des associations est approuvée par le bureau dans une des nombreuses associations de Vallue et de Furcy, par l'assemblée à Furcy, à Vallue ainsi qu'à Ravine Sèche, par consensus et, dans un autre cas, par le président dans deux des nombreuses associations de Fond Jn Noël. Pour des raisons que nous ignorons, les autres associations questionnées dans d'autres zones n'ont pas répondu à cette question.

L'exclusion des membres d'un groupement se fait par le bureau dans trois (3) associations de Vallue et de Ravine Sèche, par l'assemblée dans une (1) des nombreuses associations de Furcy et de Vallue, par le président dans une (1) association de Fond Jean Noël. Cet aspect n'est pas traité par les autres associations soumises aux questionnaires détaillés.

Quant aux décisions relatives aux nouvelles activités, dans six (6) associations (Fond d'Oies, Vallue, Ravine Sèche, Fond Jean Noël et Debois) elles sont prises par le bureau, ou par le président dans la même association, ordinairement anti-démocratique, de Fond Jean Noël (dans ce cas, on a pu remarquer qu'il remplit toutes les fonctions et prend toutes les décisions), ou encore par l'assemblée dans six (6) autres cas (Furcy, Marmelade, Fond Jean Noël, Rivière Balagué, Lully et Vallue).

Les décisions concernant les dépenses s'effectuent dans six (6) cas par le bureau, dans six (6) autres par l'assemblée, et dans l'un (1) par le président. Celles concernant les partages de bénéfices sont réalisées dans quatre (4) cas par le bureau, dans cinq (5) autres par l'assemblée,

dans un autre (1) cas par les deux instances, dans un (1) cas particulier par un président, et enfin par un partenaire externe dans trois (3) cas (Debois, Cerca Carvajal/Démahague, Fond d'Oies).

Les diverses conclusions et niveaux de prise de décisions sont résumés dans le tableau ci-dessous. Ceci permet d'un coup d'œil de se faire une meilleure idée de la situation. En général, on pourrait dire qu'à part un (1) cas particulier, où le président d'une association de Fond Jean Noël contrôle tout et trois autres (3) où un partenaire externe s'implique dans les décisions de partage de bénéfices, les associations sont équitablement démocratiques ou centralisatrices puisqu'elles reposent proportionnellement soit sur leurs assemblées ou sur leurs bureaux pour la majorité des décisions à prendre. A noter que les deux tendances se retrouvent dans les zones où les associations disposent de plus de fonds et où elles sont relativement plus grandes en termes de nombre de membres.

Il est très difficile d'associer les formes de prise de décisions et leurs niveaux dans des zones ou types d'organisations particulières au sentiment de bien-être collectif noté en ces lieux.

c) Les structures administratives et financières

Les données ici rapportées concernent la disponibilité des comptes en banque, des biens et la reconnaissance légale des associations, ainsi que celle relative à l'existence de règlements intérieurs, registres et petites caisses. Elles serviront à démontrer le niveau de complexité ou non de l'organisation des associations étudiées.

i) Disponibilité de comptes en banque, biens et reconnaissance légale. Les mêmes zones sus mentionnées (où certaines associations sont en général plus grandes ou rattachées à des fédérations, et disposent de plus de fonds) sont celles possédant des comptes en banque et accusant l'existence de registres. Ces mêmes organisations sont également celles qui ont d'autres biens propres.

Plusieurs groupements des mêmes zones précédentes (Lully, Furcy, Fond Jean Noël, Marmelade, Vallue) ont également la reconnaissance légale. Il en va de même de celle de Debois appuyée par un organisme international puissant, et des deux associations locales de Ravine Sèche qui ont des prétentions coopérativistes. Cette reconnaissance légale est indispensable à l'ouverture d'un compte en banque et à l'obtention de certains financements. Elle sera par conséquent déterminante dans la possibilité d'opérer certaines transactions financières hors de la zone et au nom des membres des associations. La plupart des organisations dont le niveau de scolarité des dirigeants est bas n'arrivent pas à acquérir un tel statut ou à bénéficier de tels privilèges.

ii) Existence de règlements intérieurs, registres et petites caisses. La disponibilité de règlements intérieurs (statuts), de petites caisses et de cahiers de compte (sans compte en banque) est notée dans toutes les zones presque, excepté les associations de création récente, ou celles organisant le moins de réunions, ou encore dans celle (1) affichant les pratiques les moins démocratiques. Ceci semble une exigence pour solliciter, un jour, la reconnaissance juridique vers laquelle toutes les associations tendent. L'existence de règlements intérieurs et de cahiers de compte n'influe pas obligatoirement de manière positive sur la capacité financière ou sur la

capacité organisationnelle (et surtout sur la discipline). Le cahier de compte et surtout la disponibilité des statuts organisationnels ne sembleraient pas non plus déterminer le potentiel de l'organisation à posséder un compte en banque ou à épargner des fonds relativement importants, si l'on se réfère aux données disponibles.

Tableau 12

DES NIVEAUX DE PRISE DE DECISIONS AU NIVEAU DES ASSOCIATIONS

| Mise en place du bureau | Acceptation de membres | Exclusion de membres | Nouvelles activités | Dépenses | Partage de bénéfices | Intégration partenaires | Décision du bureau | Décision du groupe |
|---------------------------------|--|---------------------------------------|--|---|---|--|--------------------------|---|
| Election/ Vote | Riv Balague Lully (2) Marmelade Ravine seche RavSch(1)RavSech(1) Furcy (2) Vallue (1) Vallue(3) | | | | | | | RivBalg(1) Lully (2) Furcy (1) Vallue (2) FJNoel(1) |
| Concensus | Fond d Oies Vallue (1) F Jn Noel (1) | | | | | | Fd Oies(1) Debois | Fd Oie(1) Vallue(1) FJnNoel(1) Debois Marmelade |
| Votete et/ ou con- census | Fond Jn Noel (2) | | | | | | | Furcy (1) |
| Vote secret | | | | | | | | Riv Balag |
| Partenaire | | | | | | Debois Panndiass Cerca Carv | | |
| Bureau | Furcy (1) Vallue (1) | Rav Sech (2) | Debois Rav Sech (1) Fd Jn Noel(1) Vallue (2) | Fond d'Oies F JnNoel(1) Vallue Lully | Panndiass F Oies (1) F JnNoel(1) Vallue Lully | Panndiass RavSech(2) F JnNoel(1) Vallue (2) Furcy (1) Marmelade | | |
| Assemblée | Furcy (1) Vallue (1) Rav Sech (1) | Vallue (1) Furcy (1) Vallue (1) | Furcy (1) Marmelade FdJn Noel(1) Riv Balague Lully Vallue (1) | Furcy Marmelade F JnNoel (1) Riv Balague Lully Value (1) | Furcy (1) Marmelade RivBalague Vallue (1) | Furcy (1) Lully (1) Vallue (1) Panndiass | Panndiass | |
| Assemblée et bureau | | | | | | RavSeche(1) | | |
| Président | | | Fd Jn Noel (1) | F Jn Noel (1) | F JnNoel (1) | | | FJnNoel(1) |

Ce sont surtout les zones et associations disposant de registres et de comptes en banque qui semblent avoir reçu des dons et qui arrivent à les conserver. A Fond Jean Noël, Marmelade/Boché et Vallue encadrées par des intellectuels et bourgeois haïtiens, d'origine paysanne ou pas, les dons proviennent surtout d'agences externes. Au moment de l'enquête, à Lully et surtout à Furcy cependant, ils proviennent davantage ou totalement des fonds propres, des fonds des fédérations de zone, de civilités consenties par des représentants de l'Etat (notamment le Conseil d'Administration de la Section Communale), ou encore de philanthropes haïtiens ayant des contact avec elles.

d) Les cotisations, les dons et le capital économique des associations

Ces aspects traités en bloc sont importants pour se faire une idée du niveau du capital économique des groupements et de l'envergure des actions qu'ils pourraient être capables de mener par eux-mêmes. Ils nous éclaireront de façon décisive sur l'acceptation ou non d'économiser en groupe au niveau de chaque communauté et aussi sur la capacité des communautés de possiblement générer leurs propres fonds. A noter que ces informations touchant à l'épargne collective ne concernent nullement l'épargne individuelle qui pourrait atteindre un niveau totalement différent.

M. l'agronome Marc-Antoine Noël nous informait, en effet, que les membres d'associations du mouvement associatif de Gros Morne, amorcé il y a vingt ans, disposaient de quarante-cinq millions de gourdes de capital localement. Néanmoins, la forte identification de la population haïtienne aux formules d'exploitation individuelle du capital et de la propriété privée ne permet pas toujours de convaincre les populations des bienfaits des actions financières collectives. Les données des diverses zones de notre enquête semblent le confirmer et elles sont présentées dans les lignes qui suivent..

A ce stade dans les zones étudiées, aucun montant n'est demandé pour adhérer à l'association dans deux (2) cas sur treize (13) associations répondant à cette question. Le montant requis pour l'adhésion est de gdes 5 dans un (1) cas, de gdes 10 à 15 dans trois (3) cas, de gdes 20 à 25 dans quatre (4) cas, d'environ gdes 35 dans deux (2) cas, de gdes 50 dans un (1) cas et de gdes 100 à 125 dans une région. La moyenne requise pour s'inscrire à une association varierait donc entre gdes 10 et 25. Quand on sait que la majorité des organisations ont entre vingt-cinq (25) et soixante (60) membres et que seulement quatre (4) associations de zone ou fédérations non investiguées mais rapportées accusent entre cinq cents (500) et trois mille (3 000) membres, on se rend compte du capital économique infiniment faible et irrégulier des associations. Celui des fédérations n'est malheureusement pas connu.

Les plus petites associations et celles dont les dirigeants sont moins scolarisés rapportent une épargne de gdes 100 à 300 en caisse. Certaines de celles ayant davantage de membres ou fonctionnant en contexte fédéré ont entre gdes 3 000 (1 cas à Furcy), gdes 6 000 (1 cas à Furcy et 1 cas à Vallue), gdes 25 000 (dans 1 cas à Fond d'Oie), gdes 30 000 (à Lully) et gdes 75 000 (à Fond Jean Noël). Une seule association indépendante ayant très peu de membres a un capital assez élevé (gdes 13 000) mais il s'agit plutôt là d'une coopérative (Ravine Sèche). Il semblerait que les associations encadrées par des particuliers ou qui se débattent seules font des efforts considérables et accumulent plus de capital. L'association de Debois, assistée par un puissant

organisme international, ne dispose que de gdes 2 500. Par ailleurs, la petite association fédérée de Boché (Marmelade) n'a que gdes 400,35.

Il faut également signaler que, dans la plupart des cas, les associations disent vivre uniquement de dons occasionnels consentis par leurs membres. Seulement quelques rares associations de Furcy et de Fond Jean Noël, communautés où les résidents disent avoir plus de bien-être, font appel à des cotisations hebdomadaires ou mensuelles. Des amendes très faibles sont appliquées à Furcy et Rivière Balagué pour les retards. A Lully, elles sont très élevées (gdes 500) pour des retards dans les cotisations annuelles ou initiales. Elles ne sont pas rapportées dans les autres zones de l'enquête.

Quand on tente de lier le capital disponible des associations au sexe de leurs membres ou au fait qu'elles regrouperaient davantage de jeunes, aucune corrélation n'existe. On trouve autant de dirigeants d'associations ayant vécu ou non à l'étranger dans les groupements fortunés ou pauvres d'une même zone (Lully, Ravine Sèche). Toutes les associations concernées semblent avoir des proportions identiques de jeunes et de femmes, donc ce facteur n'influe pas. De plus, davantage de présidents de telles structures n'ont pas séjourné à l'étranger.

Ce qui frappe cependant, c'est que les présidents de cinq des neuf associations ayant un statut juridique et un compte en banque avec d'importants capitaux, ont au moins atteint le niveau d'études secondaires. Deux des quatre groupements qui ont de faibles disponibilités financières sont dirigés par des présidents en dessous de ce niveau académique et les deux autres l'ont atteint. La personnalité des dirigeants doit, par conséquent, inévitablement jouer dans leur performance.

e) Les partenaires et encadreur

Il est communément admis que le type et le nombre de partenaires et d'encadreur en contact avec les associations de base ont un effet certain sur leurs capacités, leurs visions et leur performance. L'enquête ici rapportée confirme bien ces assumptions.

i) Le nombre de partenaires. Les mêmes zones fédérées ci-dessus, et les associations les plus larges et mieux structurées, seraient celles ayant le plus de partenaires extérieurs. Ces derniers oscillent entre quatre (4) et cinq (5) dans ces cas spécifiques (Furcy, Fond Jean Noël, Boché-Marmelade), alors que les organisations les plus récentes (Fond d'Oies) ou les moins actives (Cité Madeleine de Panndiassou) en ont trois (3). Les plus petites organisations des localités précitées ou encore celles des zones mises sous tutelle d'organismes monopolistes locaux ou étrangers (Debois et Démahague), accusent moins de partenaires. Naturellement, les associations et villages n'ayant de structure autre que l'unique et seule association paysanne locale n'ont aucun autre partenaire direct sur place (Ravine Sèche et Rivière Balagué).

Toutefois, dans le cas de Ravine Sèche qui bénéficie de séances de formation en dehors de la localité, on sent en partie l'effet de ces services puisqu'une des associations formées a pu accumuler certains fonds propres assez importants, augmentés par les dons de certains philanthropes, et les maintenir.

Tableau 13

RELATIF AU CAPITAL EN BANQUE ET AUTRES CARACTERISTIQUES DES ASSOCIATIONS

| Village ou zone | Argent en banque | Nbre de membres | Ratio jeunes/femmes | Niveau académique du président | Président ayant vécu à l'étranger |
|---------------------------------|------------------|-----------------|---------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| Fond Jean Noël (fédération) | Gdes 75.000 | 3 000 | Non précisé | Secondaire | Non |
| Fond Jean Noël a/ (association) | Faible | 42 | Très faible | Primaire | Non |
| Lully | Gdes 30.000 | 46 | Très faible | Secondaire | Non |
| Lully | Faible | 70 | Très faible | Primaire | Non |
| Fond d'Oie | Gdes 25.000 | 40 | Plus ou moins égal | Secondaire | Non |
| Ravine Sèche | Gdes 13.000 | 36 | Plus ou moins égal | Secondaire | Oui |
| Ravine Sèche | Faible | 40 | Plus ou moins égal | Primaire | Non |
| Vallue | Gdes 6.000 | 55 | Plus ou moins égal | Secondaire | Non |
| Vallue | Faible | 70 | Plus ou moins égal | Secondaire | Non |
| Furcy (fédération) | Gdes 6.000 | 800 | Plus ou moins égal | Secondaire | Non |
| Furcy a/ | Faible | 40 | Plus ou moins égal | Primaire | Non |
| Boché/ Marmelade | Faible | 15 | Non spécifié | Secondaire | Non |
| Debois | Gdes 2 500 | 31 | Non précisé | Secondaire | Oui |

a/ Pas de compte bancaire - Par ailleurs, à Furcy et Fond Jean-Noël, les fédérations ont des comptes bancaires plus ou moins importants, pas les associations.

ii) Contacts avec les partenaires. Dans le cas de Marmelade/Boché, Fond Jean Noël et Vallue, les actions de développement des groupements, entreprises en collaboration ou avec le support de partenaires, se font principalement suite à des contacts établis par un regroupement d'associations (fédérations) existant dans cette zone. A Furcy, même quand il existe de telles structures, les groupements sont libres de prendre des contacts directs avec des partenaires si et

quand de telles opportunités se présentent. Les deux options sont donc admises en ce lieu, ce qui n'est pas nécessairement la règle partout.

A Fond d'Oies et Panndiassou cependant, localités qui ressentent le plus le sentiment de pauvreté, les actions avec des partenaires sont coordonnées par des congrégations religieuses. A Cerca Carvajal (Demahague) et Debois, elles le sont par des agences locales ou étrangères de développement. Les sentiments de pauvreté rapportés sont plus fort dans les deux premiers cas et moins faibles dans les deux seconds, bien que ces deux premières localités (Fond d'Oies et Panndiassou) soient souvent regardées comme des havres d'espoir du monde religieux et bien que les deux dernières (Cerca Carvajal et Debois) soient communément dans des zones de plus grande pauvreté sur la carte de pauvreté récemment conçue pour le pays.

En dépit du fait que la zone de Fond d'Oies soit située dans une aire de moindre pauvreté que Panndiassou (selon la récente carte de pauvreté du Ministère de la Planification Externe et de la Coopération Externe), un vif sentiment de pauvreté y persiste. On pourrait se demander si celui-ci est lié à la philosophie ou à l'image véhiculée de l'individu pauvre par des religieux. Ou bien, il faudrait encore se demander si Cité Madeleine à Panndiassou est représentatif de la zone entière de Juanaria où interviennent les mêmes Petits Frères de l'Incarnation, eux, réputés pour avoir accompli des merveilles dans la zone. Il nous aurait, en effet, été signalé par un professionnel connaissant bien la zone qu'à Panndiassou ceux qui nous ont renseignés faisaient partie, quelques semaines plus tard, d'un groupe de dissidents.

Dans le cas de Cerca Carvajal qui se vit plus pauvre que Debois dans le Nord-Ouest, la capacité de la CARE, grande organisation internationale, pourrait jouer et peut-être aider les résidents à maintenir un plus haut niveau d'espoir en leur avenir que ceux de Demahague (Cerca Carvajal), desservis par une agence haïtienne plus modeste. Des investigations supplémentaires seraient nécessaires pour valider de tels questionnements.

Etonnement, les ménages de Rivière Balagué et de Ravine Sèche qui ne reçoivent pas d'encadrement et de support, présentent un niveau de sentiment de pauvreté relativement comparable à celui des deux zones précédentes, elles-mêmes bien mieux encadrées. Nous savons que la première localité est beaucoup moins fortunée que la seconde en termes d'accès routier et de services sociaux. En vertu de ces constats, l'isolement et l'abandon des communautés pourraient nous porter à croire qu'il s'agit là de facteurs susceptibles de jouer un certain rôle quant aux possibles niveaux de souhait ou à la détermination des populations à se prendre en charge. Cependant, quand on sait que Fond Jean Noël, plus éloigné des grands centres que Furcy ou Ravine Sèche, a un sentiment de bien-être plus élevé, ce facteur doit être rejeté. Il conviendra de rappeler qu'en plus d'avoir davantage de parents à l'étranger, la superficie des terrains appartenant aux paysans y est plus étendue, les cultures plus diversifiées et les récoltes plus nombreuses annuellement; et que les habitants de ces régions possèdent aussi plus de bétail. Alors, on pourra dire que la distance par rapport à la capitale ne joue pas un rôle particulier dans le sentiment de bien-être ou même dans le niveau de pauvreté des populations, comme certains pourraient souvent le croire.

f) L'âge des associations et des infrastructures éducatives locales

Les communautés visitées ont toutes leur histoire et celle-ci influe également sur le niveau des actions associatives. Il est important de voir comment se manifestent l'âge des associations et les infrastructures éducatives locales sur le développement des quelques groupements paysans haïtiens étudiés et tirer, si possible, quelques tendances à ce sujet.

Dans les cas de Furcy (Commune de Kenscoff) et de Lully (Commune de l'Arcahaie) où le sentiment de pauvreté est moins intense, le mouvement associatif est plus ancien et le nombre d'associations plus grand. Ces deux zones accusent un niveau confirmé de pauvreté objective peu élevé⁷. Le sentiment de bien-être n'est pas aussi intense à Panndiassou (Commune de Hinche) et à Vallue (Commune de Petit-Gôave) qui montrent la même vivacité associative. Sur la carte de la pauvreté, Vallue serait d'un niveau objectif de pauvreté peu élevé et Panndiassou d'un niveau élevé de pauvreté.

Dans le même ordre d'idée, il convient de faire remarquer que, bien que nombreuses et plus récentes, les associations de Fond Jean Noël (Marigot) expriment, elles aussi, un sentiment de bien-être très fort en dépit du niveau modérément élevé de pauvreté. Le Sud-Est est en effet réputé comme une zone plus pourvue en services scolaires anciens et de qualité supérieure. Par ailleurs, les gens y seraient assez fiers de cet héritage. Ceci explique peut-être l'optimisme ou l'estime de soi qu'ont les groupements de telles zones.

Le sentiment de pauvreté est plus fort à Boché (Marmelade), zone à niveau élevé de pauvreté, en dépit du fait qu'on y trouve beaucoup de jeunes associations. Il persiste fortement à Vallue (Petit-Gôave) en dépit d'infrastructures modernes, mais est moins fort à Furcy (Kenscoff) où les infrastructures scolaires sont plus nombreuses mais moins neuves. Ceci nous amène à conclure qu'il faut chercher, ailleurs que dans l'âge, le nombre d'associations ou le nombre d'infrastructures sociales uniquement, la raison du bien-être plus grand exprimé par certaines populations. La différence résiderait peut-être plutôt dans l'âge des infrastructures scolaires et l'influence positive que celles-ci ont pu produire sur les mentalités et les compétences des ressources humaines de ces zones, au fil des ans. Ce serait, semble-t-il, le cas dans le Sud-Est (Fond Jean-Noël), à Furcy (Kenscoff) et à Lully (Arcahaie).

Le niveau des services culturels et éducatifs des communautés étant internationalement reconnu comme un facteur important et certain de développement, le sentiment de bien-être des communautés spécifiques signalées ne surprend pas. L'ancienneté des écoles du Sud-Est, de Furcy, de Lully, confirme notre assertion. A l'opposé, il faut faire remarquer que, bien que Cerca Carvajal soit une zone de niveau national déclaré très élevé de pauvreté, 70% des chefs de ménage y savent lire. Ceci ne semble pas influencer sur le niveau de pauvreté de la zone cependant, puisque la grande commune de Cerca Carvajal qui abrite Démahague manque considérablement d'écoles et que la seule très ancienne école qui s'y trouve est insuffisante. Les chefs de ménage ont dû par conséquent être, dans la plupart des cas, alphabétisés par l'action d'intervenants sociaux très récents dans le cadre de la campagne d'alphabétisation. Ainsi, l'effet bienfaisant et

⁷ Ministère de la Planification et coopération externe. Carte de la pauvreté. Port-au-Prince, miméo, 2003.

même indirect de l'éducation et de la culture a dû moins y pénétrer que dans les autres zones précitées.

g) Les activités des associations

Les objectifs et publics visés par les diverses associations ne sont pas toujours identiques. Certaines font preuve de plus d'altruisme que d'autres et peuvent avoir une plus grande implication sur leur communauté. D'autres sont plus actives et s'impliquent dans des actions plus diversifiées. Plusieurs facteurs expliquent ces différences qu'il s'avère important de connaître.

i) Les publics servis par les diverses associations. Cinq (5) associations (Rivière Balagué, Furcy, Lully, Debois et Ravine Sèche) disent que leurs activités bénéficient toute la communauté. Huit (8) associations (Lully, Marmelade, Fond Jean Noël, Cerca Carvajal et Ravine Sèche) associent les retombées positives de leurs actions tant à la communauté qu'à leurs membres. Une association très spécialisée de Furcy attribue les bénéfices de ses actions à ses membres uniquement. Dans le cas de Panndiassou et Fond d'Oies, trois associations attribuent les bénéfices des actions menées aux responsables des organisations. Enfin, à Vallue, Panndiassou et Marmelade, aucune précision n'est donnée en ce sens par certains.

Le sens de philanthropie locale, et donc l'attention donnée aux autres, semblerait plus développé dans la plupart des zones accusant un plus haut niveau de bien-être, même si on le retrouve aussi dans des zones peu fortunées.

ii) Les activités habituelles. Trente et une (31) associations de onze (11) zones ont été ainsi interviewées par le biais du questionnaire en rapport aux communautés. Les champs d'activités dans lesquels les associations se sont le plus impliquées sont les suivants :

- *le reboisement*
(à Vallue, Furcy, Fond Jean-Noël, Ravine Sèche, Fond d'Oies, Cerca Carvajal) dans 25 associations sur 31
- *la formation et l'animation*
(à Fond Jean Noël, Furcy, Lully, Ravine Sèche, Fond d'Oies, Cerca Carvajal, Panndiassou) dans 24 associations sur 31
- *la réhabilitation des routes*
(à Fond Jean Noël, Furcy, Lully, Vallue, Ravine Sèche, Boché-Marmelade, Debois) dans 21 associations sur 31
- *l'amélioration et l'augmentation de l'agriculture*
(à Fond Jean Noël, Furcy, Rivière Balagué et Cerca Carvajal) dans 20 associations sur 31

- *l'alphabétisation*
(à Fond Jn Noël, Furcy, Lully, Ravine Sèche) dans 14 associations sur 31
- *dans l'élevage de bovins*
(à Fond Jean Noël, Furcy, Panndiassou,
Cerca Carvajal, Rivière Balagué) dans 13 associations sur 31
- *dans la transformation simple de produits*
(à Vallue) dans 11 associations sur 31
- *dans des activités de crédit et coopératives*
(à Ravine Sèche, Lully et Fond Jean Noël) dans 8 associations sur 31
- *dans des activités en rapport à l'éducation,
à la culture, aux loisirs et aux jeunes*
(à Fond d'Oies, Rivière Balague, Furcy,
Debois, Boché/Marmelade, Fond Jn Noël) dans 10 associations sur 31
- *dans des activités liées aux femmes*
(à Cerca Carvajal, Fond Jean Noël,
Furcy et Panndiassou) dans 4 associations sur 31
- *dans des adductions d'eau et captages*
(à Ravine Sèche, Lully, Furcy et Fond
Jean Noël) dans 5 associations sur 31
- *dans des activités commerciales*
(à Fond Jean Noël, Lully, Fond d'Oies
et Boché-Marmelade) dans 4 associations sur 31
- *dans des activités d'artisanat*
(à Fond d'Oies, Cerca Carvajal et Furcy) dans 3 associations sur 31
- *dans des activités de curage et nettoyage*
(à Ravine Sèche et Cerca Carvajal) dans 2 associations sur 31
- *dans la pêche* (à Lully et Ravine Sèche) dans 2 associations sur 31
- *dans l'aviculture*
(à Cerca Carvajal et Rivière Balagué) dans 2 associations sur 31
- *dans l'horticulture* (à Furcy, Cerca Carvajal) dans 2 associations sur 31
- *dans des activités de santé*
(à Fond Jean Noël et Cerca Carvajal) dans 2 associations sur 31

Selon les données préalablement disponibles, il semblerait que plus les membres d'associations ont ou ont eu accès à l'éducation et plus les infrastructures éducatives locales sont avancées et nombreuses, plus les associations s'impliquent dans des activités diversifiées et spécialisées, ceci même quand une masse de jeunes n'est pas présente sur place. Tel que le suggèrent Vallue et Boché-Marmelade, la diversification et le niveau technique des activités menées n'auraient pas de rapport constant avec le nombre d'associations existant ou avec la nature et le niveau académique des encadreurs et structures d'encadrement présents.

Par ailleurs, il est net et clair que plus les associations s'impliquent dans des activités nombreuses, plus elles sont occupées, plus elles socialisent et se tiennent occupées, et plus elles ressentent un niveau élevé de bien-être. Ceci n'a rien à voir avec le niveau de pauvreté effectif des zones concernées qui peut parfois être jugé nationalement très bas (Démahague/Cerca Carvajal) sur « La carte de pauvreté » du Ministère Haïtien de la Planification et Coopération Externe. Il semblerait ainsi que plusieurs petites activités prodiguent aux populations davantage d'espoir que des activités moins nombreuses d'éclat ou de portée économique à long terme plus grande. On retrouve ce paradoxe en analysant la perception des populations de Boché-Marmelade et de Vallue où l'on sait que des investissements considérables en infrastructures et projets économiques porteurs ont été consentis. D'autre part, dans un cas (Debois) où il y a très peu d'activités déclarées, il semblerait que, parce que le partenaire est une agence internationale très puissante et parce que d'autres programmes sont probablement en cours ailleurs ou sont promis fermement, les gens expriment un sentiment assez élevé de bien-être et semblent plus confiants en des lendemains meilleurs. Il faut dire, cependant, qu'il s'agit là d'une association composée uniquement de jeunes. Dans le cas de Lully, le nombre d'activités en cours au moment de l'enquête est moyen par rapport aux autres zones, mais ce lieu ayant eu une longue et très ancienne pratique, on peut assumer que de nombreuses activités passées ont dû y avoir lieu, ce qui expliquerait une perception de bien-être et de satisfaction assez élevée, suite à une grande diversité et quantité de programmes présentement achevés.

Le tableau qui suit confirme éloquentement les observations rapportées cidessus. Il met en évidence la seule et unique tendance non questionnable et nette, décelée au cours de l'analyse des nombreuses données recueillies dans ce chapitre de l'étude:

iii) Les activités souhaitées. En plus des actions à date, les actions futures et additionnelles souhaitées par les associations incluent des domaines tels que :

- L'alphabétisation dans deux cas (Cerca Carvajal et Ravine Sèche en contact au moment de l'enquête avec un spécialiste dans le domaine),
- L'ouverture d'une école et de nouveaux programmes de formation (à Debois et Boché-Marmelade),
- La disponibilité de programmes de crédit (à Vallue et Fond d'Oie),
- L'intensification des activités commerciales (à Ravine Sèche, Rivière Balagué et Vallue),

Tableau 14

DES NIVEAUX DE PAUVRETE, NIVEAU DE BIEN-ETRE EXPRIME
ET ACTIVITES PAR ZONE

| Activites | Vallue | Pann- dias- sou | Fond Jn Noel | Furcy | Fond d'Oies | Lully | Ravine Sèche | Rivière Balagué | Boché Marme- Lade | Cerca Carva- jal | De- bois |
|---|-----------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|----------------|---------------------|-------------------------|--------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|
| Animation/ Formation | | X | X | X | X | | X | | | X | |
| Reboisement | X | | X | X | X | | X | | | X | |
| Routes | | | X | X | | | | X | | X | |
| Alphabétisation | | | X | X | | X | X | | | | |
| Elevage/bovins | | X | X | X | | | | X | | X | |
| Tranformation de produits | X | | | | | | | | | | |
| Crédit et coopérative | | | X | | | X | X | | | | |
| Loisirs/Culture/ Education | | | X | X | X | | | X | X | | X |
| Femmes | | X | X | X | | | | | | X | |
| Eau/captage | X | | X | X | | | | | | X | |
| Activités commerciales | | | X | | X | X | | | X | | |
| Curage/ Nettoyage | | | | | | | X | | | X | |
| Pêche | | | | | | X | X | | | | |
| Aviculture | | | | | | | | X | | X | |
| Horticulture | | | | X | | | | | X | X | |
| Santé | | X | | | | | | | | X | |
| NBRE D'ACTIVITES | 3 | 4 | 11 | 9 | 4 | 4 | 6 | 5 | 3 | 10 | 1 |
| BIEN- ETRE EXPRIME | Rang 8 Moyen | Rang 11 Bas | Rang 1 - Très Haut | Rang 3 Très haut | Rang 10 Bas | Rang 2 Très haut | Rang 5 Assez Haut | Rang 7 Moyen | Rang 9 Moyen | Rang 6 Assez Haut | Rang 4 Haut |
| NIVEAU DE PAUVRETE EFFECTIF DE LA ZONE | Moins élevé | Elevé | Modéré- ment élevé | Moins élevé | Moins élevé | Moins élevé | Elevé | Moins élevé | Elevé | Très élevé | Modé- rément élevé |

Sources : Alain Gilles pour le bien-être exprimé et La Carte de la Pauvreté du Ministère Haïtien de la Planification et de Coopération Externe pour le niveau effectif de pauvreté des zones.

- Le renforcement de l'agriculture et de l'élevage, la construction d'une église et la provision en électricité (à Fond Jean Noël),
- L'adoquinage (pavage) des rues (à Lully), l'accès à l'eau et la construction de latrines (à Boché-Marmelade et à Furcy).
- A Furcy, d'autres demandes nombreuses sont exprimées par villages et tournent aussi autour de la santé, de l'agriculture et de la commercialisation des produits.

Il est difficile de connaître la justification des divers choix retenus par les associations et zones particulières. L'éducation et les activités pouvant générer des revenus sont les plus demandées.

Dans leur recherche de fonds pour entreprendre ces activités, les associations utiliseraient des structures différentes pour obtenir des renseignements ou du financement pour les actions souhaitées. Elles feraient plutôt appel à un partenaire local ou étranger tel que l'ACDI, la CARE, le CSDI, l'Université Quisqueya (à Cerca Carvajal/Démahague, Lully, Debois, Furcy), à un individu (à Fond Jean Noël et Ravine Sèche), ou à des congrégations religieuses ou des fédérations (à Panndiassou, Vallue, Marmelade et Fond d'Oies). A noter que dans certains cas (Furcy et Fond Jean Noël), certains individus ou institutions étant mieux informés que les fédérations locales, les associations s'y identifient davantage. En outre, puisqu'aucune association ne fait référence à des annuaires ou publications spécifiques, il faut croire qu'ils n'en sont pas au courant ou que de tels outils n'existent pas.

h) Les programmes de formation au sein des associations

Des informations ont été collectées sur trois types de programmes de formation, en général offerts sur le terrain, dans le cas des associations qui nous concernent. A l'analyse de ces données, voici ce qui s'est produit, au fil des ans, pour les quelques associations étudiées ici.

i) Les programmes de formation en animation. Onze (11) associations des onze (11) zones disent avoir reçu une formation en animation durant les trois dernières années. Le nombre de membres ayant participé à de telles formations est en général partout très faible (entre 1 et 3), d'environ vingt (20) à vingt-cinq (25) membres dans deux cas (Fond Jean Noël et Vallue) et de soixante (60) membres à Furcy. Cerca Carvajal/Démahague et Panndiassou n'ont pas fourni d'informations en ce sens.

ii) Les programmes de formation en gestion. Les formations en gestion, au fil des trois dernières années, sont moins nombreuses. Seulement sept (7) associations en ont bénéficié. Le nombre de membres recevant ces formations varie entre un (1) et deux (2) membres dans la plupart des cas, entre six (6) et sept (7) membres à Debois et Furcy, et atteint vingt cinq (25) membres à Vallue. Les associations des autres zones n'accusent aucune formation.

iii) Les programmes d'alphabétisation. Neuf (9) associations ont bénéficié de formation en alphabétisation durant la même période. En général, une à trois personnes de sept zones ont reçu une formation dans ce domaine. Une quarantaine de membres d'associations de

Furcy ont eu cet avantage alors que Panndiassou et Cerca Carvajal/Démahague n'en ont pas eu la chance.

Au total, le nombre de formations sur trois ans rapportées par les associations est de deux (2) à trois (3) séances à Rivière Balagué, Fond d' Oies, Ravine Sèche, Lully et Vallue ; de 4 à 6 séances à Debois et Furcy, et de dix (10) à vingt (20) séances à Fond Jn Noël, Marmelade et certains groupes de Vallue. Compte tenu d'une telle distribution de services, il ne semblerait pas que ce soit le nombre de formations qui fasse la différence dans la capacité des groupes ou dans leur sentiment de bien-être général, par rapport à leur mode de vie et à leur communauté, mais possiblement le type et le contenu des formations reçues.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les données disponibles et analysées dans cette étude démontrent que le capital tant humain, qu'économique et social des associations paysannes haïtiennes est très faible.

Les montants personnels dont disposent les groupements ne peuvent permettre d'entreprendre des actions importantes au profit de leurs communautés et de leurs membres. Les formes de structures, outils et types d'activités en cours sont limités et ne sont pas très porteurs. Le niveau d'éducation des membres et responsables des organisations est très bas.

Or, il est communément admis que les gens ayant achevé douze à treize ans d'études sont plus aptes à se trouver de bons emplois et résoudre leurs problèmes. Hormis les facteurs géographiques naturels favorables, il n'est par conséquent pas étonnant de voir que les communautés ayant des responsables d'organisation d'un plus haut niveau de formation ou des structures éducatives plus avancées et plus anciennes (Lully, Furcy, Fond Jean-Noël) semblent mieux se porter et exprimer un plus grand niveau de bien-être.

Par ailleurs, bien que certaines actions soient cruciales pour la résolution des problèmes des populations (l'irrigation par exemple), peu nombreuses sont les associations qui y font référence et sollicitent de tels services. Ceci porte à se demander si le manque de formation des groupements et leur incapacité à identifier les problèmes principaux ou les axes d'intervention prioritaires sur lesquels ils devraient concentrer leurs efforts n'ont pas un rapport avec leur faible niveau scolaire initial.

Les limites des groupements ou tout au moins celles de leurs dirigeants pourraient aussi provenir des faiblesses des instances ou individus qui les ont encadrés et avec lesquels ils ont eu des contacts jusqu'ici. Ceci indique qu'il faudrait peut-être repenser le type de travail fait en direction des associations de base en milieu rural en Haïti, ainsi que la formation qui leur a été donnée jusqu'ici.

L'éducation étant un facteur décisif pour le développement et le relèvement du capital humain -- et indirectement des capacités des individus à développer leur capital économique et social --, en vertu du taux excessivement bas d'alphabétisation des chefs de ménages (30%) des communautés investiguées et du bas niveau académique des dirigeants d'associations, l'accès à ce bien précieux devrait d'emblée être un élément indispensable à l'amélioration des organisations paysannes et des projets de développement en Haïti. Malheureusement, peu d'associations s'impliquent dans des activités d'éducation au-delà de l'alphabétisation. De même, peu de projets de développement haïtiens s'articulent autour de l'école comme moteur du développement humain des citoyens. Par ailleurs, le nombre d'heure d'enseignement des contenus curriculaires en rapport au civisme et à la citoyenneté à l'école a été réduit au fil des ans pour céder le pas à d'autres contenus académiques. Ceci a possiblement influencé et limité le sens de civisme, le niveau de philanthropie des individus et leur sens de responsabilité sociale.

Fort heureusement cependant, des rapports récents d'évaluation de projets éducatifs concluants à Debois, Furcy et Fond Jean Noël, confirment éloquentement l'effet positif des actions d'une école au service du développement local. Ces communautés, où l'objectif a été de rapatrier les jeunes ressources humaines ou de mettre les enfants et parents dans un bain éducatif soucieux du développement des communautés immédiates, semblent avoir donné des résultats intéressants et viennent confirmer et expliquer les conclusions de l'enquête au sujet de l'apport qu'a eu ou que peut avoir l'éducation sur le développement des zones. Les agents de développement gagneraient par conséquent à lire de tels documents et à se renseigner sur tout projet éducatif lié au développement local. Ils devraient aussi les mieux faire connaître dans leur champ d'action et tenter de les répliquer.

Il convient aussi de signaler que, dans ces mêmes projets, la formation a été offerte « en faisant » et non « en expliquant ». Dans le cas de Furcy, des techniques de monitorat ont été utilisées, les membres du staff engagés dans des actions de développement ont été doublés et se sont adjoints un jeune bien formé de la zone comme assistant dans chacun des domaines d'intervention. Ce dernier a été ainsi rapidement habilité à prendre la relève, à devenir un cadre, puis occuper des fonctions importantes lors de l'institutionnalisation des projets. D'autres paysans ont été inscrits dans des écoles techniques ou dans des universités hors de leur zone et sont revenus se mettre au service de leur localité et occuper, d'abord sous supervision temporaire, des fonctions importantes au sein de leurs organisations. De telles stratégies inspirent et il conviendrait de les généraliser davantage et très sérieusement en Haïti.

Il faut aussi faire remarquer que le nombre d'actions menées par les associations qui requièrent une réelle mise en commun des moyens de production et du capital privé est très réduit. Ceci vient peut-être, en dépit de certaines formes habituelles d'entraide et travail collectif offert sur base de réciprocité, de la grande place accordée à l'individualisme et à la propriété personnelle dans le milieu haïtien. Vu que l'étude ne traite pas des problèmes liés aux rapports humains individuels et aux rapports de groupes au sein des associations, il est difficile d'appréhender ces problèmes dans toute leur dimension. Peu de travaux scrutent également les limites des formes de rapports associatifs et collectifs prévalant dans divers secteurs d'activités ou dans les plus anciennes associations traditionnelles paysannes haïtiennes⁸. Des recherches dans ce domaine s'avèreraient utiles pour mieux comprendre le potentiel et les restrictions que peuvent imposer certains comportements individuels et rapports de groupe jusqu'ici peut-être mal appréhendés.

D'autre part, en Haïti, si au niveau de l'épargne et du grand commerce quelques mécanismes associatifs d'augmentation de capital sont connus et récemment promus, les structures associatives économiques modernes de production ou de distribution collective de produits sont jusqu'ici très rares. De ce fait, l'appropriation et l'utilisation efficace des mécanismes de gestion et de fonctionnement de ces structures associatives productives ne semblent pas encore acquises. D'ailleurs, l'enquête, bien que réalisée en milieu paysan, ne dénote pas chez les associations une réelle préoccupation pour la production collective. Les expériences non traditionnelles de production commune sont en effet jusqu'ici très peu nombreuses dans le

⁸ Elles incluent l'escouade, le « konbit », la ronde, le « douvanjou », etc., dont plusieurs auteurs et études ont souvent parlé dans des publications diverses et bien connues, parues dans la moitié du XXème siècle.

milieu paysan haïtien. On en rencontre dans les ateliers de fabrication d'outils de Camperrin ou à travers le projet de fabrication de produits laitiers de Vétérimed, par exemple. Toutefois, ces tentatives ne sont nullement représentatives de la réalité journalière et, de plus, elles ne sont pas vraiment menées par les membres mêmes des associations de base. Elles s'appuient sur des techniciens encadrant encore de très près les associations paysannes ou captant leurs produits.

Il faut par conséquent conclure que toute une éducation reste encore à faire sur l'économie et la gestion d'entreprises tant au profit des générations futures au sein des écoles, qu'au profit des associations civiles rurales ou urbaines, en contextes moins formels d'enseignement. Là encore, vu les retards accumulés, ces formations devront être pratiques et directes et elles devront mettre les apprenants en position de réaliser eux-mêmes dans les plus brefs délais, mais sous supervision minimum, les activités enseignées.

Finalement, si l'on se réfère à la méfiance séculaire rapportée en milieu haïtien comme héritage de l'esclavage, du colonialisme et des malheurs politiques passés de la nation, l'enseignement des règles de fonctionnement en groupe, des avantages des structures associatives et des comportements de respect et de confiance mutuelle nécessaires à la construction de structures communautaires viables est une nécessité en vue de réduire les possibilités de conflit et la jalousie, bien connue, existant entre membres d'associations.

Pour bien implanter ces actions et projets, il conviendra par ailleurs de mettre également en évidence la nécessité impérieuse de mieux comprendre le découpage territorial haïtien et celui du monde des associations paysannes, tout comme il convient d'approfondir davantage les différences, les capacités et les rapports précis qui existent, et devront exister dans le futur, entre et dans les fédérations et les associations paysannes ainsi qu'entre et dans les agences d'encadrement et ces structures. L'adoption d'un seul modèle d'intervention et l'exécution d'exercices de micro-planification sans d'abord étudier davantage l'aménagement territorial naturel et les complémentarités que se sont souvent données les populations pour des raisons de topographie risquerait de faire errer plus d'uns. Aussi, il faut aller sur le terrain aux fins fonds des campagnes, étudier des réalités souvent jusqu'ici mal comprises, les comprendre en les touchant concrètement du doigt, si l'on veut agir correctement.

Malheureusement, à ce stade en Haïti, il semblerait que bien des techniciens semblent avoir proposé des solutions en restant dans leurs bureaux et en théorisant suite à des visites de terrain, des souvenirs d'enfance, sans y avoir récemment vraiment vécu et sans avoir trop cherché à impliquer ou consulter les gens formés des localités desservies. Par ailleurs, comme le montrent les activités entreprises par les associations, les encadreurs placés sur le terrain pourraient surtout avoir peu de capacités vraiment techniques, ce qui limite le type d'actions possibles et menées par eux jusqu'ici, ou encore par les associations bénéficiaires qu'ils ont formées.

De plus, comme le signalent les données, les gens scolarisés et même alphabétisés des zones rurales profondes étaient et sont jusqu'ici fort peu nombreux. Fort heureusement cependant, actuellement une nouvelle classe d'hommes des campagnes ayant fréquenté l'école et achevé leurs cours secondaires, si ce n'est leurs cours universitaires, commence à pointer. C'est peut-être là un autre espoir et il revient de motiver quelques uns de ces fils du pays profond à retourner chez eux, penser leurs problèmes, concevoir les solutions et actions susceptibles de permettre aux leurs et à ces zones de prendre en main et en charge leur propre développement, en

attendant que la population entière des campagnes ait enfin accès à l'éducation, bienfaitrice mais adaptée, à laquelle tous aspirent. C'est là l'une des options, semble-t-il, tout en ayant en même temps soin de mieux identifier et mieux penser les types d'actions vraiment porteuses et nécessaires au développement de chaque zone.

Il est, en effet, dommage de penser qu'à travers Haïti des milliers de hameaux d'une trentaine de maisons ont tant de peine à s'organiser par manque de formation, tant académique que technique, et que leurs habitants arrivent avec peine à se gérer collectivement ou à progresser même individuellement, compte tenu de leur faible niveau personnel de formation. Ils arrivent, de ce fait, à maximiser avec énormément de peine les faibles ressources et capitaux dont ils disposent ou à les conserver. Par manque de formation, ils arrivent aussi péniblement à prendre soin de leurs besoins médicaux et sociaux de base.

Cependant, la transformation des écoles en pôles de développement, la formation et la disponibilité d'un nouveau type d'agent polyvalent de développement placé de village en village, ne sauraient résoudre à elles seules les problèmes locaux des populations en contact avec la formation. Un paquet-type de services spécifiques par zone, dans un cadre de micro-planification économique, d'orientation associative, accompagné de capitaux destinés au renforcement de la production et de la commercialisation des produits locaux avantageux, sont parallèlement indispensables. D'où l'importance des études de zone avant toute intervention.

Cependant, une question demeure et reste posée à la lumière des constats de cette étude. Elle peut ainsi être formulée : le choix des zones d'intervention les plus urgentes parce que plus nécessaires, ou encore parce qu'ayant un potentiel économique plus élevé ne suffit pas toujours. En effet, le sentiment de bien-être des résidents des zones fortement encadrées ou de celles physiquement mieux dotées n'est pas obligatoirement toujours le plus haut. D'autre part, la perception qu'ont certaines populations de leur état, de leurs relations inter-personnelles ou inter-institutionnelles ne sont pas toujours favorables. Ces facteurs devraient, par conséquent, aussi être pris en compte car ils influencent indiscutablement les possibilités de réussite de certaines interventions. Les projets de développement devront par conséquent bien étudier cet aspect et chercher à connaître les positions idéologiques de certaines zones, ou bien savoir comment les aborder ou les contourner s'ils veulent s'impliquer efficacement dans certaines zones. Si l'on juge par certaines données fournies par cette étude, la formation des agents de développement semble avoir pêché sur cet aspect. Il faudrait par conséquent aussi y remédier.

Néanmoins, il convient de signaler qu'en dépit de l'état de pauvreté des populations, leur sentiment de bien-être, l'espoir qu'elles maintiennent dans leur capacité et possibilité de résoudre leurs problèmes locaux seraient en partie proportionnels au nombre d'activités menées dans la région qu'elles que soient la forme, la pertinence et l'envergure de ces dernières. Plus les associations sont affairées et participent à la résolution de leurs problèmes, si petits soient-ils, moins elles semblent ressentir leur pauvreté. Ceci est une piste de réflexion qui suggère que des projets intégrés, plus structurés que ceux s'engageant dans la simple tenue d'une multitude d'activités réalisées par activisme, porteront probablement plus de fruits. Pour ce, il ne faudra pas toutefois que ces derniers tombent dans l'excès contraire et passent un temps trop long à planifier au point d'être si lents qu'ils risqueraient de devenir non fonctionnels et décriés par les bénéficiaires.

Les populations sont en effet souvent impatientes de voir des transformations s'opérer dans leurs localités et elles peuvent être très exigeantes. Cet empressement se traduit bien par les conflits, les reproches virulents souvent adressés aux agences d'exécution de projets, quand les programmes retenus tardent à être mis en œuvre. Les agents de développement devront tenir compte de tels aspects même quand ils voudraient et ont le devoir de s'assurer que les actions les plus pertinentes sont menées afin de produire des résultats durables. Il est évident également que les intervenants sociaux devraient probablement aussi privilégier davantage les interventions multi-sectorielles aux programmes qui se limitent à un domaine unique s' ils veulent capitaliser l'enthousiasme des bénéficiaires et s' ils veulent s'assurer d'une plus grande participation, puisque cette dernière est souvent liée à la satisfaction et à la crédibilité que les gens attribuent aux actions en cours.

L'impatience des populations confirme également la nécessité de répondre rapidement aux attentes de ces dernières et de renforcer leurs efforts, malgré leur faible niveau de formation et de capital. Ceci implique la nécessité d'une disponibilité plus grande de capital que celui existant jusqu'ici par le biais des agences de financement habituelles. D'où l'importance d'étudier des moyens sérieux et efficaces de canaliser et bien utiliser l'aide financière (et technique) que peut offrir, dans ce domaine également, l'importante émigration haïtienne. Des informations spécifiques sur les adresses, les ressources et les intérêts des différentes associations régionales d'Haïtiens à l'étranger s'avèreraient très utiles et des études sur ces questions devraient sérieusement être envisagées. Cependant, jusque là, cette étude a seulement pu lier le sentiment de bien-être des individus des hameaux au degré de contacts personnels entretenus avec la diaspora. Elle n'a, en aucun sens, pu dénoter l'existence de rapports inter-organisationnels directs et intenses entre les zones rurales et les centres d'émigration, et encore moins l'impact de ces rapports. Ces nouvelles avenues de collaboration sont encore à construire.

Enfin, il faut aussi mentionner que des études additionnelles plus larges sur les structures et le fonctionnement des associations paysannes haïtiennes actuelles sont nécessaires car cette étude exploratoire ne permet pas de cerner statistiquement, dans leur corrélation, des aspects importants et déterminants relatifs au succès ou à l'échec des actions entreprises par et avec les associations paysannes. En outre, ce travail ne touchant pas non plus un nombre vraiment représentatif d'organisations, les conclusions tirées ici ne peuvent être totalement généralisées.

Pour terminer, il nous faut également dire que des enquêtes sont également nécessaires sur les fédérations paysannes de zone ainsi que sur les spécificités et stratégies des agences et agents de développement oeuvrant en Haïti. Trop peu de travaux réellement scientifiques et profonds ont jusqu'ici été menés sur le sujet et beaucoup de ceux réalisés sont malheureusement souvent trop anciens et se sont limités à décrire des faits ou à formuler des appréciations trop souvent subjectives et personnelles.

LISTE DES SIGLES UTILISES

| | |
|---------|--|
| CARE | Cooperative for Assistance and Relief Everywhere |
| CARITAS | (Œuvres Caritatives de l'Eglise Catholique) |
| CHISS | Centre Haïtien d'Investigation en Sciences Sociales |
| CRS | Catholic Relief Service |
| CRUDEM | Centre de recherche et Unité de Développement de Milot |
| HACHO | Haitian Agricultural, Community and Health Organization |
| IHSI | Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique |
| ODVA | Organisation de Développement de la Vallée de l'Artibonite |
| ONAAC | Office National d'Alphabétisation et d'Action Communautaire |
| PADF | Pan American Development Foundation |
| UNIQ | Université Quisqueya |
| USAID | United States Agency for International Development |

BIBLIOGRAPHIE

- ANDAH. Evaluation de la situation agricole – diagnostic. Port-au-Prince, Haïti, Août 1994.
- Anglade, Mireille. L'autre moitié du développement. Port-au-Prince, Editions des Alizés, Montréal, E.R.C.
- Aristide, Mildred T.. L'enfant de rue, produit d'un fossé historique. Imp. Deschamps, Port-au-Prince, Haïti, 2003.
- Armand, Franklin Fr. et De Pazzis Edouard. Paysan de Dieu, la longue route du peuple haïtien. Bayard Editions, Centurion. 1997.
- Banque Mondiale. Haïti : les défis de la lutte contre la pauvreté. Rapport 17242-HA. Volumes 1 et 2. Washington, D.C. 1998.
- Barthélemy, Gérard. Le pays en dehors. Imp. H Deschamps, Port-au-Prince, 1990.
- Bastien, Rémy. Le paysan haïtien et sa famille. Karthala, Paris. 1985.
- Bernardin, Ernst. L'espace rural haïtien: bilan de 40 ans d'exécution de projets nationaux et internationaux de développement, 1950-1990. Editions des Antilles, Port-au-Prince, 1991.
- Bijou, Legrand. Coup d'œil sur la famille haïtienne. Ed des Antilles, Port-au-Prince, 1990.
- Brave, Toussaint. Service social et développement intégral en Haïti. Ottawa, Editions Action-Indépendance.
- Brunet, Georges. Concept et réalité de la pauvreté en Haïti, Décembre 2001.
- Cadet, Charles. Crise, paupérisation et marginalisation dans l'Haïti contemporaine. UNICEF. Port-au-Prince, Haïti, 1996.
- Castor, Suzy. Les origines de la structure agraire en Haïti. CRESFED, Port-au-Prince, Haïti, 1998, (réédition).
- Centre pour la libre entreprise et la démocratie. Actes de la conférence : l'agriculture, un secteur négligé de l'économie haïtienne. L'Imprimeur II, Port-au-Prince, Haïti, 2002.
- CID'EH82. La femme rurale en Haïti et la Caraïbe : traditions et innovations. Collection CHISS. Port-au-Prince, Haïti, 1982.
- Chonchol, Jacques. Paysans à venir, les sociétés rurales du tiers-monde. Paris, Editions la Découverte, 1986.

Clérismé, Calixte. Organisations paysannes dans le développement rural. MARNDR, Juin 1978.

Communication plus. Dictionnaire des communes, quartiers et sections communales de la République d'Haïti. Imprimeur II, Port-au-Prince, 1996.

Conférence Episcopale Haïtienne. Présence de l'Eglise en Haïti : messages et documents de l'Episcopat, 1980-1988. Paris, Editions S.O.S., 1988.

Constitution de la République d'Haïti. Presses nationales, Port-au-Prince, 1987.

De Ronceray, H. Une micro-collectivité rurale haïtienne : Furcy. Revue de la faculté d'ethnologie, VII : 3-25, 1963.

_____ Le fait sociologique haïtien, Imprimerie du CHISS, Port-au-Prince, Haïti., s.d..

Ethéard, B. Développement communautaire : un bilan. Conjonction, Revue Franco-Haïtienne. No 29, mai 1976, pp. 43-59.

Faustin, Daly C. Paysannerie et mutations sociales, une analyse anthropologique de l'unité spatiale de développement du Sud-Est, Jacmel. Thèse de maîtrise présentée et soutenue à la Faculté d'Ethnologie, Université d'Etat d'Haïti, 1998.

F.A.O. Analyse du secteur agricole et identification de projets. Rapport numéro 75/95 TCP-HAI123, 1995.

Gabaud, Pierre Simpson. L'expérience paysanne et le développement : une étude de l'ODVA et des habitants de la Vallée de l'Artibonite (1971-1991). Québec, Université Laval, 1996 (thèse de doctorat).

_____ Associationnisme paysan en Haïti : effets de permanence et de rupture. Editions des Antilles, Port-au-Prince, 2001.

Gaillard, Serge S. Le village de Kenscoff, Haïti. Imprimerie Deschamps, Port-au-Prince, Haïti, 1997.

Honorat, Jean-Jacques. Enquête sur le développement. Port-au-Prince, Imprimerie Centrale, 1984.

_____ Haïti, la crise paysanne. Revue Collectifs-Proles, numéro 9, Canada.

Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI). Cahier No 4. Etude sur la migration interne : Phase II. Aspects socio-économiques. Port-au-Prince, 1983.

Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI). Enquête sur les ménages. Port-au-Prince, Haïti.

Laguerre, M.S. The place of Voodoo in the social structure of Haiti. *Caribbean Quarterly*, vol. 19, No 3, pp 36-50, 1973.

_____. Les associations traditionnelles de travail dans la paysannerie haïtienne. Doc. 29, Institut Interaméricain des Sciences Agricoles, IICA/OEA, 81 p. Port-au-Prince, Haïti.

_____. La sangue haïtienne, un système de crédit rotatoire. Port-au-Prince, Institut Interaméricain des sciences agricoles, IICA/OEA, 23 p. 1976.

_____. Migrations et vie paysanne en Haïti. Port-au-Prince, Institut Interaméricain des sciences agricoles et Banque Interaméricaine de Développement, IICA /BID, 30 p., 1976.

_____. Organisations des conseils communautaires en Haïti. Port-au-Prince, Institut Interaméricain des sciences agricoles et Banque Interaméricaine de Développement, IICA/BID, Port-au-Prince, Haïti.

King, Alexander. Mobilité géographique en Haïti : une contribution à une géographie humaine haïtienne *in* Revue de la Société d'Histoire et de Géographie. 76^{ème} année. No 206. Janvier-Mars 2001. Port-au-Prince, Haïti.

Laraque, Franck. Défi à la pauvreté. CIDHICA, Montréal, 1987.

Latortue, F. Haïti et sa main d'œuvre : perspectives d'avenir. In : culture et développement en Haïti. Ottawa, Leméac, 1972.

Mangones, Kathy. Réflexion sur l'élaboration d'une politique de développement, in Définition, rôle et fonction des ONGs, Port-au-Prince, HAVA, 1991.

Millet, Kethly. Les paysans haïtiens et l'occupation américaine, 1915-1930. Québec, Collectif, Paroles, 1978.

Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports/Bureau de l'UNESCO en Haïti. Conditions de vie des populations en Haïti et éducation, une étude de cas. (Consultant FIDEL), Imp. Deschamps, 2003.

Ministère de la planification et de la coopération externe (MPCE). Carte de la pauvreté en Haïti. Miméographié, Port-au-Prince, Haïti. 2003.

Moral, Paul. Le paysans haïtien : étude sur la vie rurale en Haïti.. Editions Fardin, Port-au-Prince, 1978.

Murray, Gérald. The evolution of Haitian peasant land tenure : a case study in the agrarian adaptation to population growth. Volumes 1 et 2. Thèse non publiée. Columbia University, N.Y., 1887.

Narcisse, Jasmine. Germaine : chercher la vie. UNICEF, Port-au-Prince, Haïti.

- Paul, Emmanuel C. Panorama du folklore haïtien. Port-au-Prince, Imprimerie de l'Etat, 1962.
- Pierre-Etienne, S. Haïti : invasion des ONGs. CRSFED, Port-au-Prince, Haïti, 1997.
- Pierre-Louis, Marie Claudette. Le rôle des organisations paysannes dans l'aménagement des bassins versants d'Haïti. Thèse – INSEA, Maroc, 1997.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Quelques réflexions sur les objectifs, fonctions et organisation de l'observatoire de la pauvreté. (J. Charmes, Consultant, Sept 2003).
- Projet Kellogg-Education/Université Quisqueya. Série de documents sur les interventions sociales menées à Furcy. Miméographié, Port-au-Prince, Haïti, 1999-2001.
- Projet UniR/Université Quisqueya. Les aspirations des associations paysannes de Furcy *in* Rapport d'évaluation du projet. Miméographié, Port-au-Prince, Haïti, 1999.
- Romain, Jean-Baptiste. Quelques moeurs et coutumes du paysan haïtien. Imprimerie de l'Etat, Port-au-Prince, 1959.
- SACAD/Université des Antilles et de la Guyane et FAMV/Université d'Etat d'Haïti. Paysans, systèmes et crises : travaux sur l'agraire haïtien. Tomes 1 et 2. 1993.
- SCF. Informations sur les associations de Maïssade. Miméographié, Save the Children, Port-au-Prince, Haïti, 1997.
- Sam, Pierre D. Gérer le réel haïtien, (l'endogénisme). Imp. Deschamps, Port-au-Prince, 1993.
- Salgado, Antoie. Problème de succession dans l'arrière-pays. Ed. La Phalange, Port-au-Prince, 1967.
- Smith, Jenny M. When the hands are many, community organization and social change in rural Haïti. Cornell University Press, 2001.
- Smucker, G. and N. Dathis. Peasant organizations *in* Haïti: trends and implications. Inter-American Foundation. Arlington, Virginia, Miméographié, 1997.
- Sylvain, Jeanne. Etude sur la famille haïtienne, CHREPROF, Port-au-Prince, 1979.
- Vallès, Marie-Thérèse. Des idéologies coopérativistes et leur applicabilité en Haïti. Paris, G.P. Maisonneuve et Larose, 1967.
- Université de Sherbrooke. Faculté d'Administration Publique. Centre d'excellence en gestion de développement local. Etude sur la valorisation des expériences de développement local en Haïti. Etude de cas : Expérience de Panndiassou. Miméographié, Mars 2003.

Annexes

I. RELEVÉ DES VILLAGES

| Item | CC | Pa | RS | Lu | RB | Va | Fu | Ma | BB | FO | FJ |
|-------------------------|-----|----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Maisons | 20 | 13 | 69 | 42 | 24 | 22 | 59 | 42 | 24 | | |
| Bornes Fontaines | 1 | 1 | a/ | a/ | | a/ | 1 | | | | |
| Ecoles | 1 | 4 | 1 | 1 | | 1 | 4 | | | | |
| Eglises/Temples | 3 | 1 | 2 | 2 | 1 | | 3 | 1 | | | |
| Arène de combat de coqs | 1 | 1 | | a/ | 1 | | | | 1 | | |
| Puits | | | 1 | | | | | | | | |
| Cimetières | 1 | 1 | | a/ | | 1 | 2 | | | | |
| Place du marché | | 1 | | | | | | | | | |
| Place centrale | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | |
| Forage | | | | | | | X | | | | |
| Champ collectif | | | | | | | | | 1 | | |
| Habitat-Regroupé : R | R/D | R | R | R | R | R/D | R/D | R/D | R/D | R/D | R/D |
| Regroupé/Dispersé : | | | | | | | | | | | |
| R/D | | | | | | | | | | | |

a/ Plus loin.

L'habitat est uniquement regroupé/aggloméré en zones totalement plates et circonscrites en elle-mêmes (Lully, Ravine Sèche, Rivière Balagué/Pont Sondé. Quand le village est très grand, seulement une partie de ce village a été répertoriée (Lully), Pandiassou.

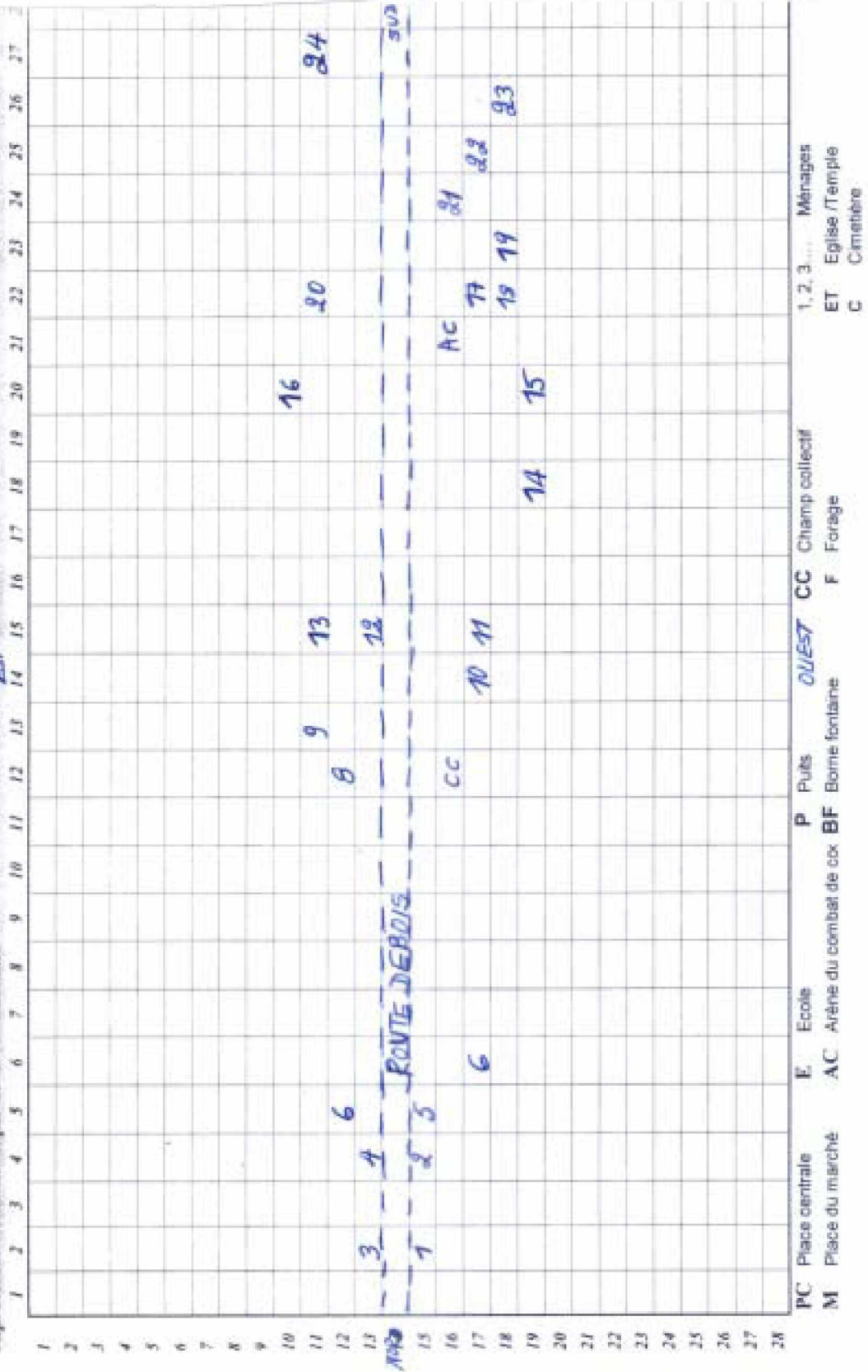
Il est regroupé en petits hameaux dispersés dans les zones montagneuses. Dans certaines cartes, tous les hameaux de la zone sont inventoriés et relevés. C'est le cas pour Obléon/Furcy.

Dans d'autres, seulement un hameau a été dessiné. Dans de tels cas (Boché-Marmelade, Petite Place-Vallue, Desbois/Bassin Bleu, Cerca Carvajal), le hameau donne l'impression d'être circonscrit mais il fait partie d'un plus grand ensemble.

II. PLANS DES COMMUNAUTES

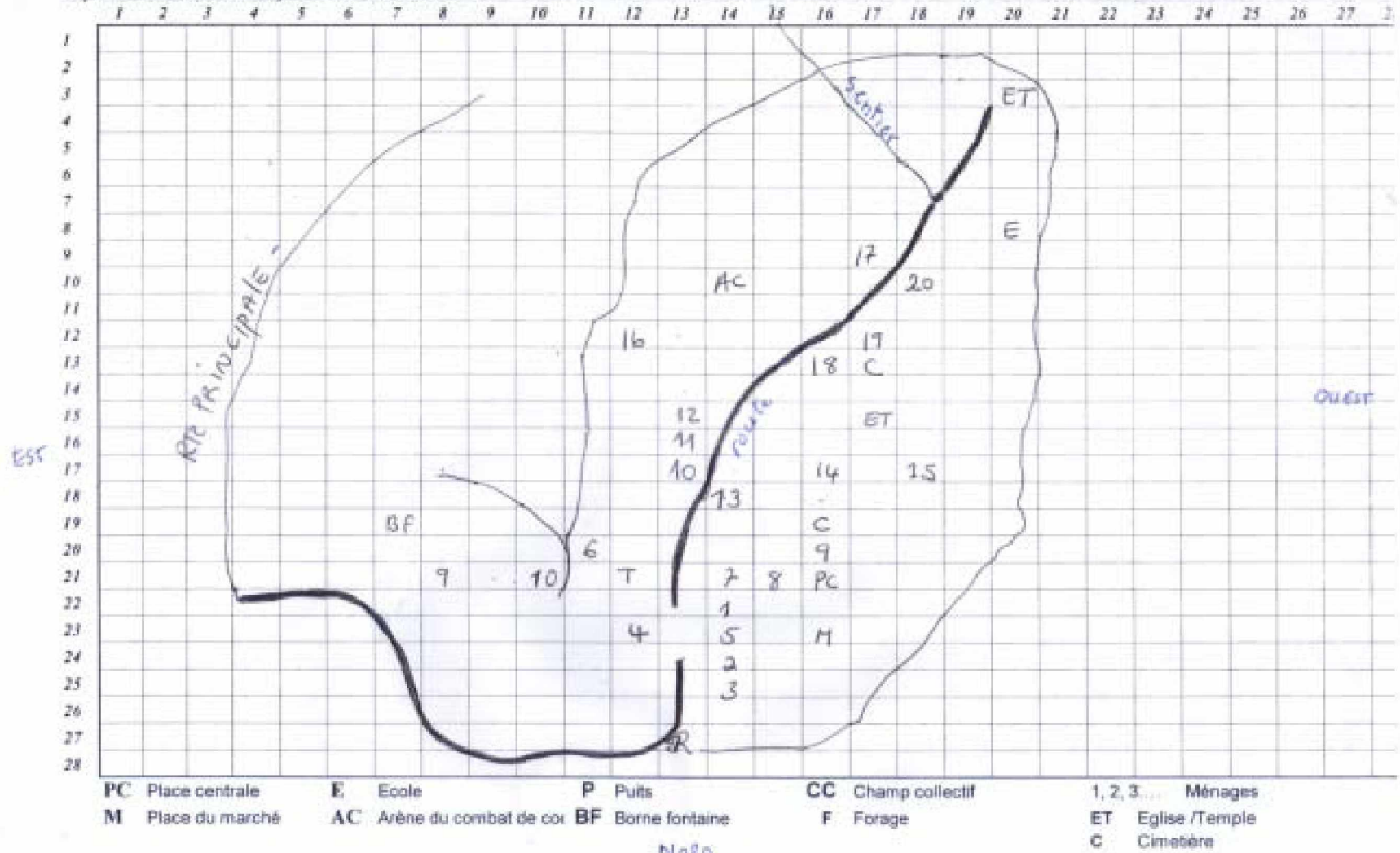
BASSIN BLEU

Représentation schématisique de la communauté



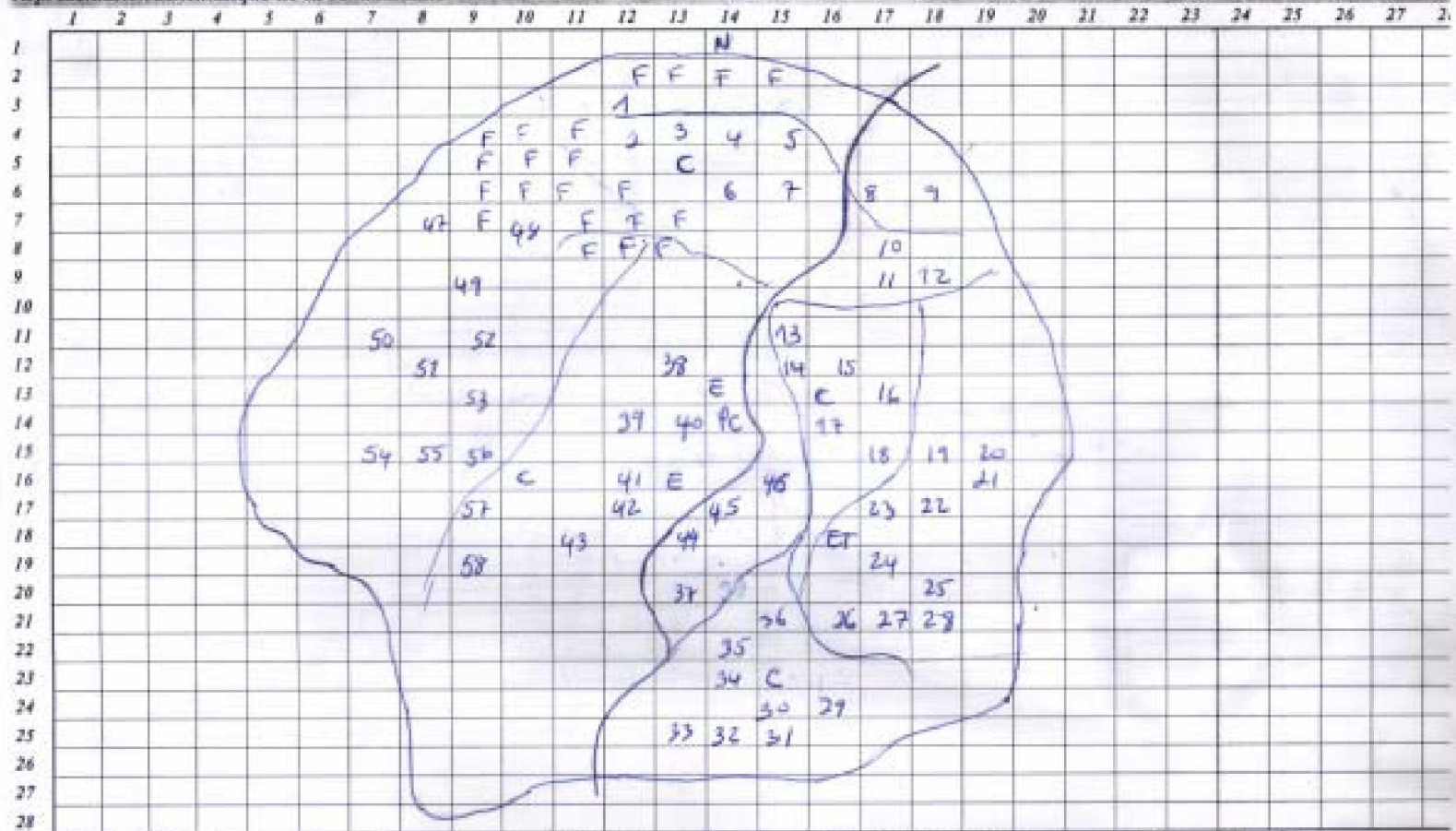
EERCA CALVAJAL

Représentation schématique de la communauté



FOND JEAN NOEL

Représentation schématique de la communauté



PC Place centrale
M Place du marché

E Ecole
AC Arène du combat de coq

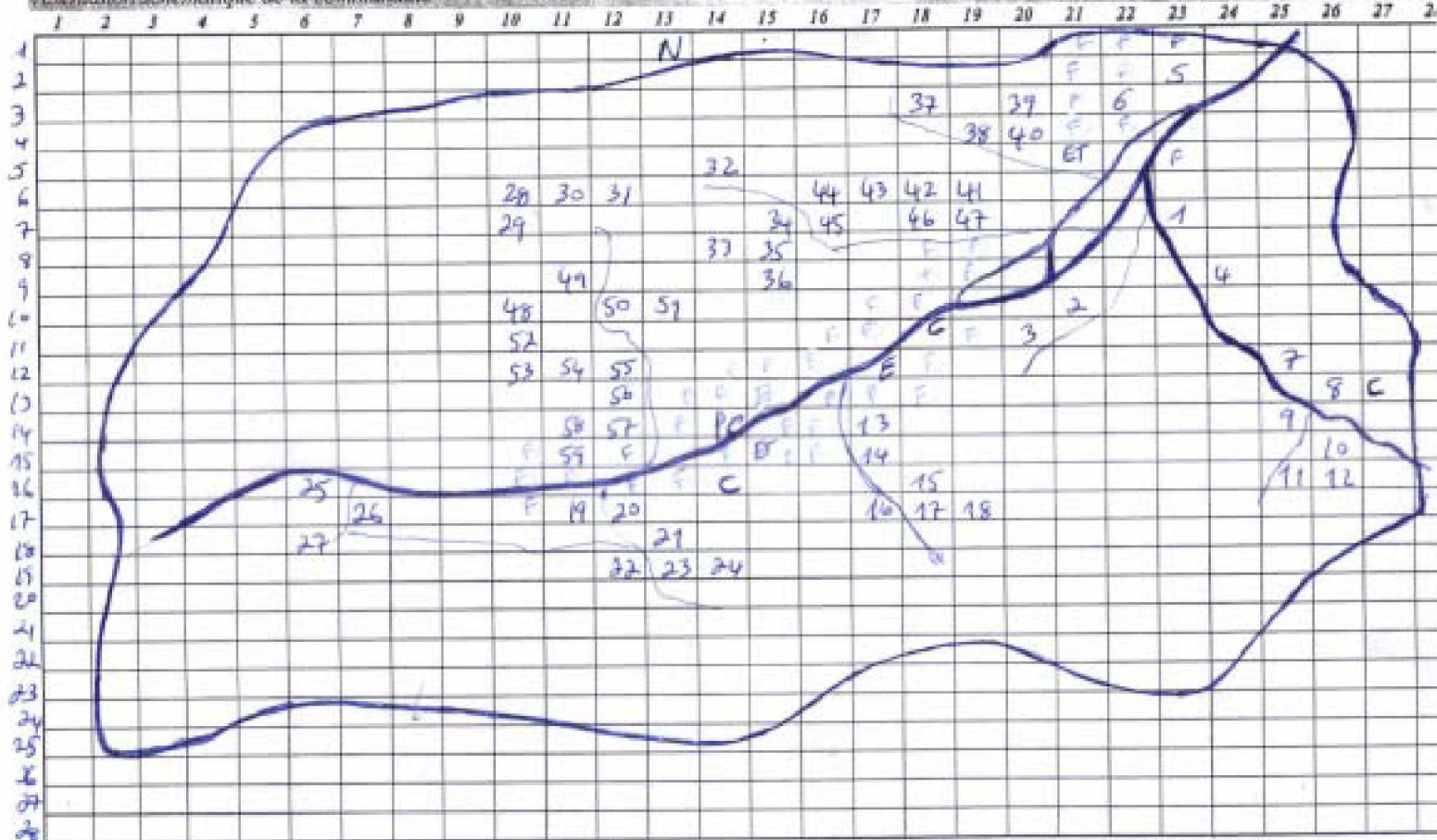
P Puits
BF Borne fontaine

CC Champ collectif
F Forage

1, 2, 3, ... Ménages
ET Eglise/Temple
C Cimetière

FURGY

présentation schématique de la communauté



PC Place centrale
M Place du marché

E Ecole
AC Arène du combat de cox

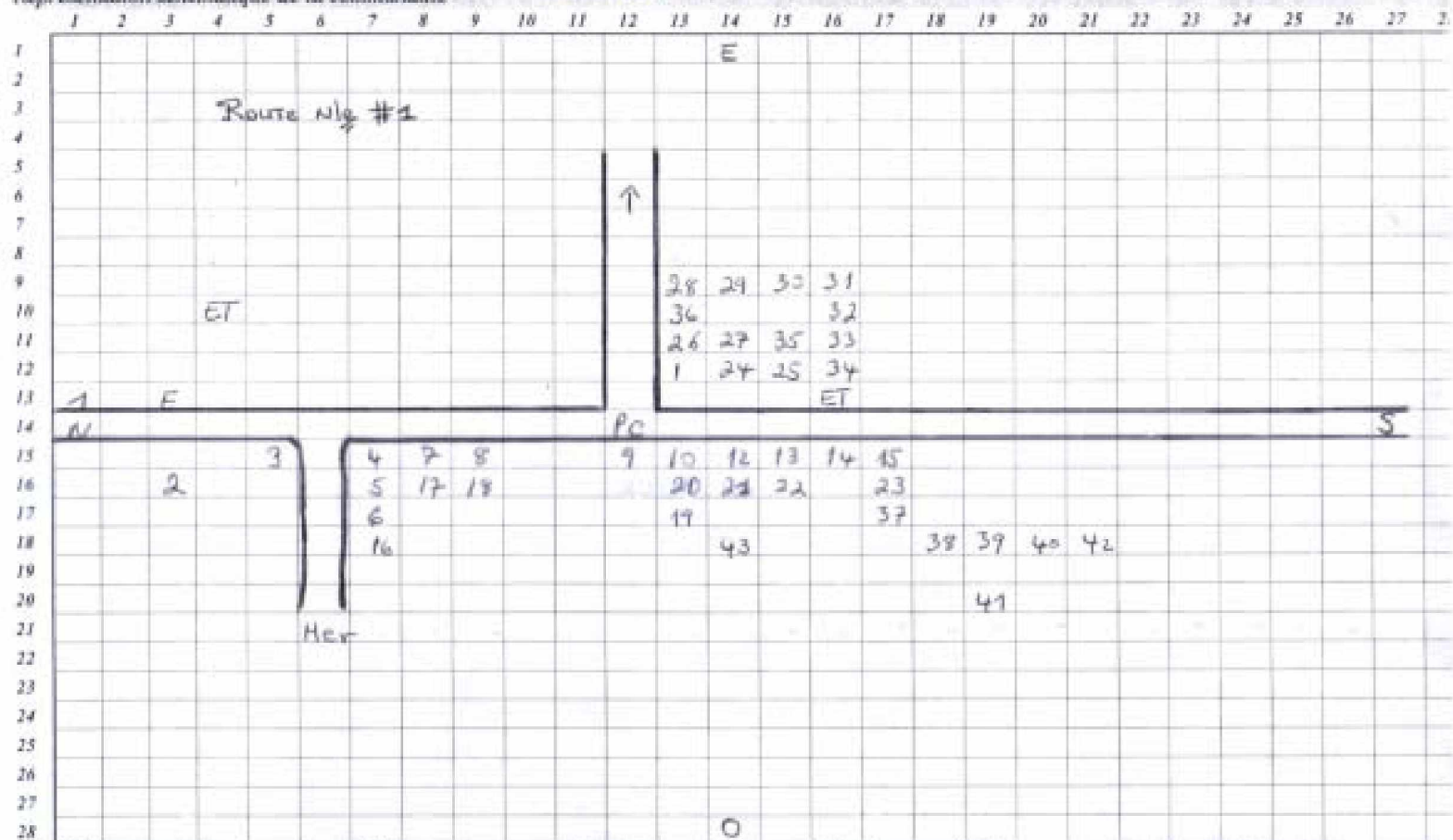
P Puits
BF Borne fontaine

CC Champ collectif
F Forage

1, 2, 3.... Ménages
ET Eglise / Temple
C Cimetière

LULLY

Représentation schématique de la communauté

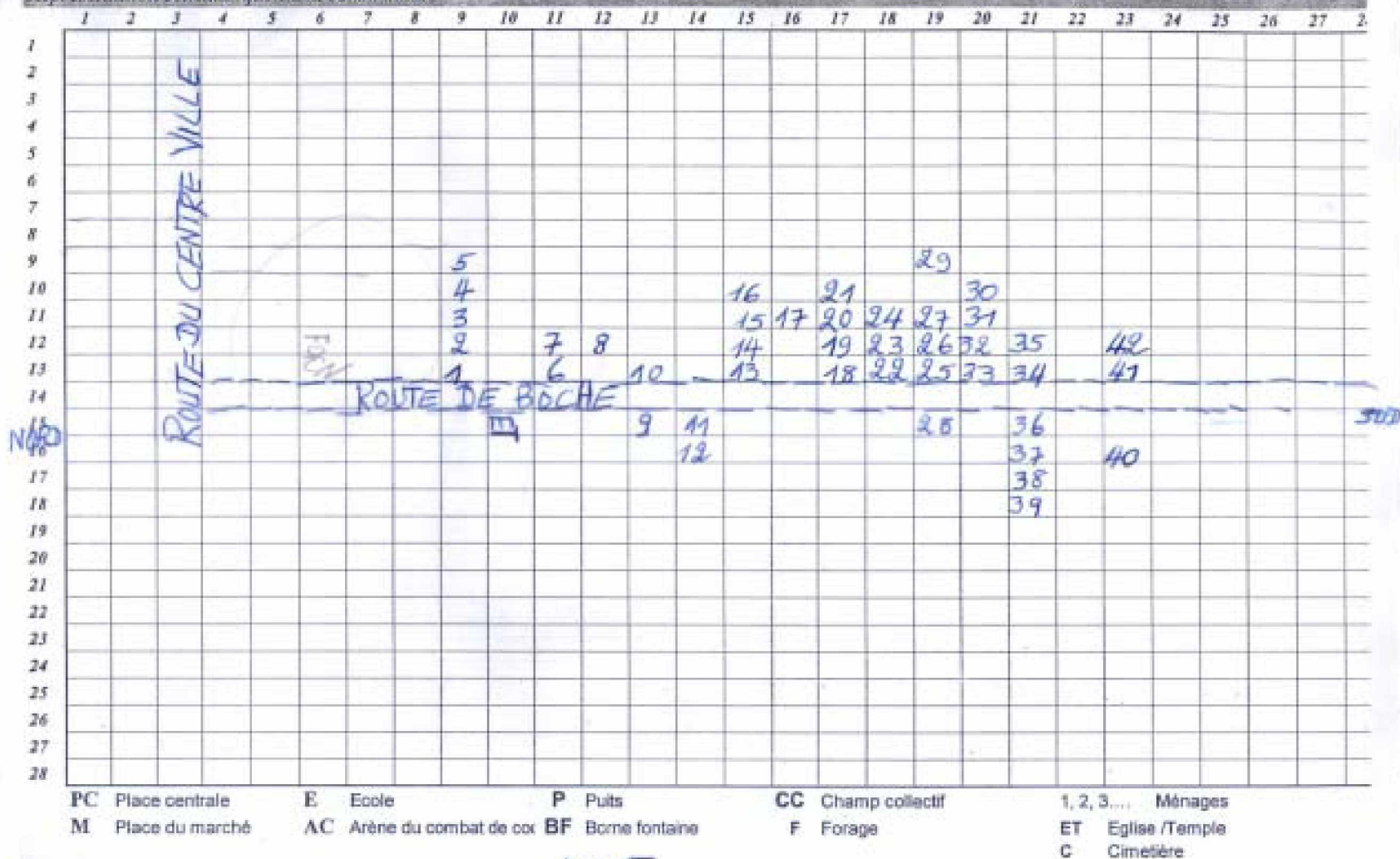


PC Place centrale
 M Place du marché
 E Ecole
 AC Arène du combat de coq
 P Puits
 BF Borne fontaine
 CC Champ collectif
 F Forage
 1, 2, 3... Ménages
 ET Eglise / Temple
 C Cimetière

MARMELADE/BOCHÉ

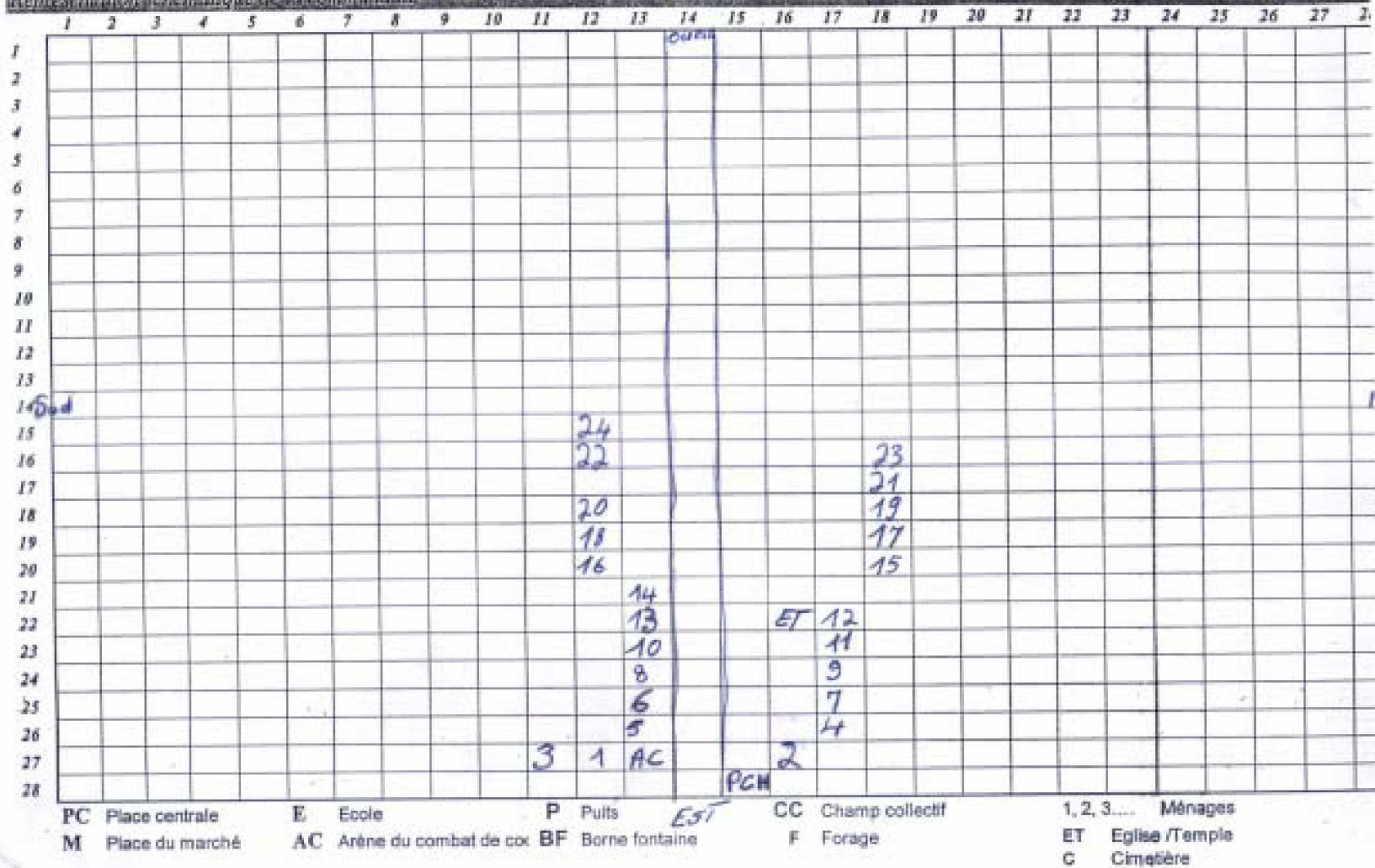
Est

Représentation schématique de la commune



OUEST

Représentation schématisée de la communauté



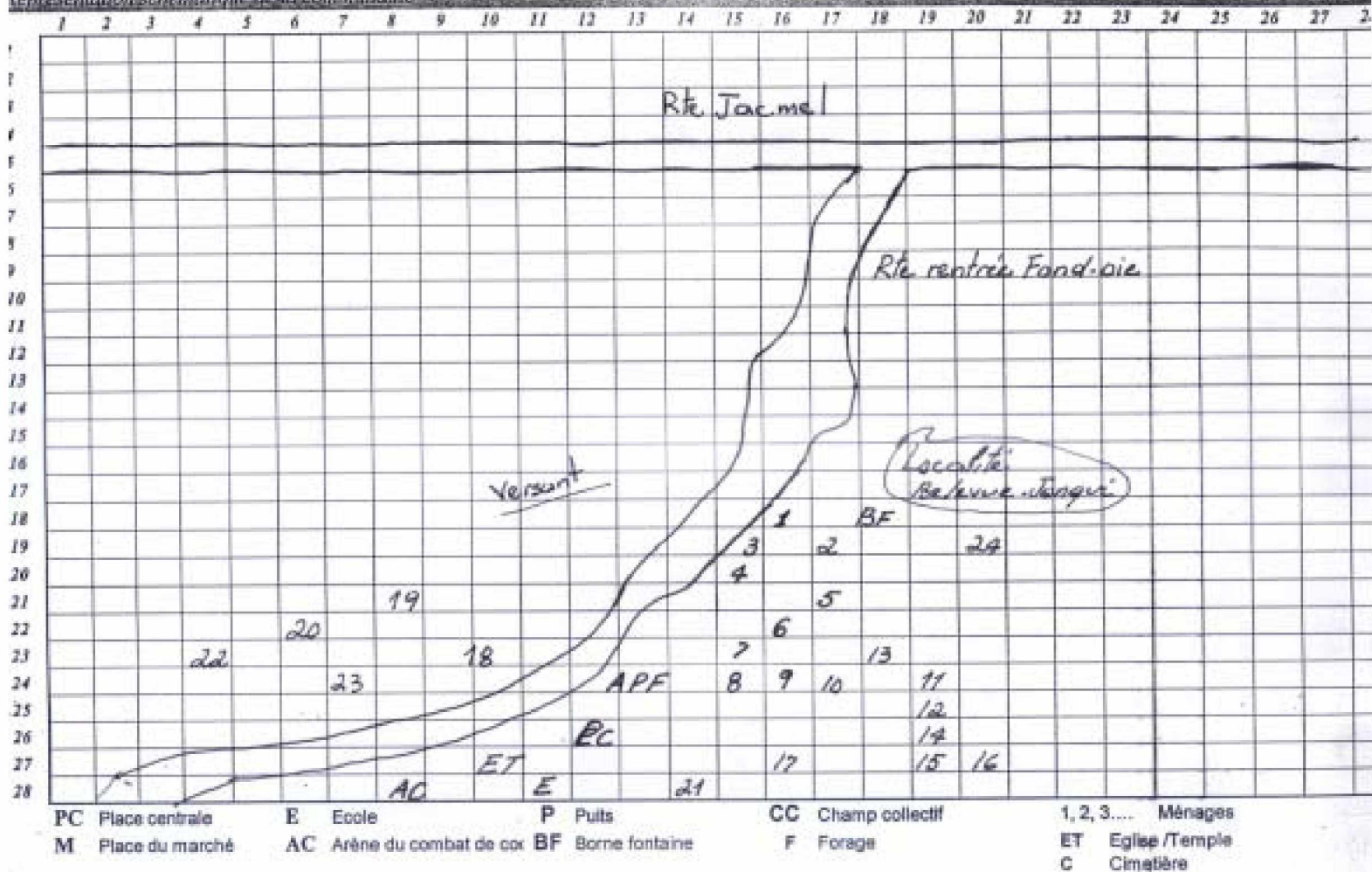
Représentation schématisée de la communauté

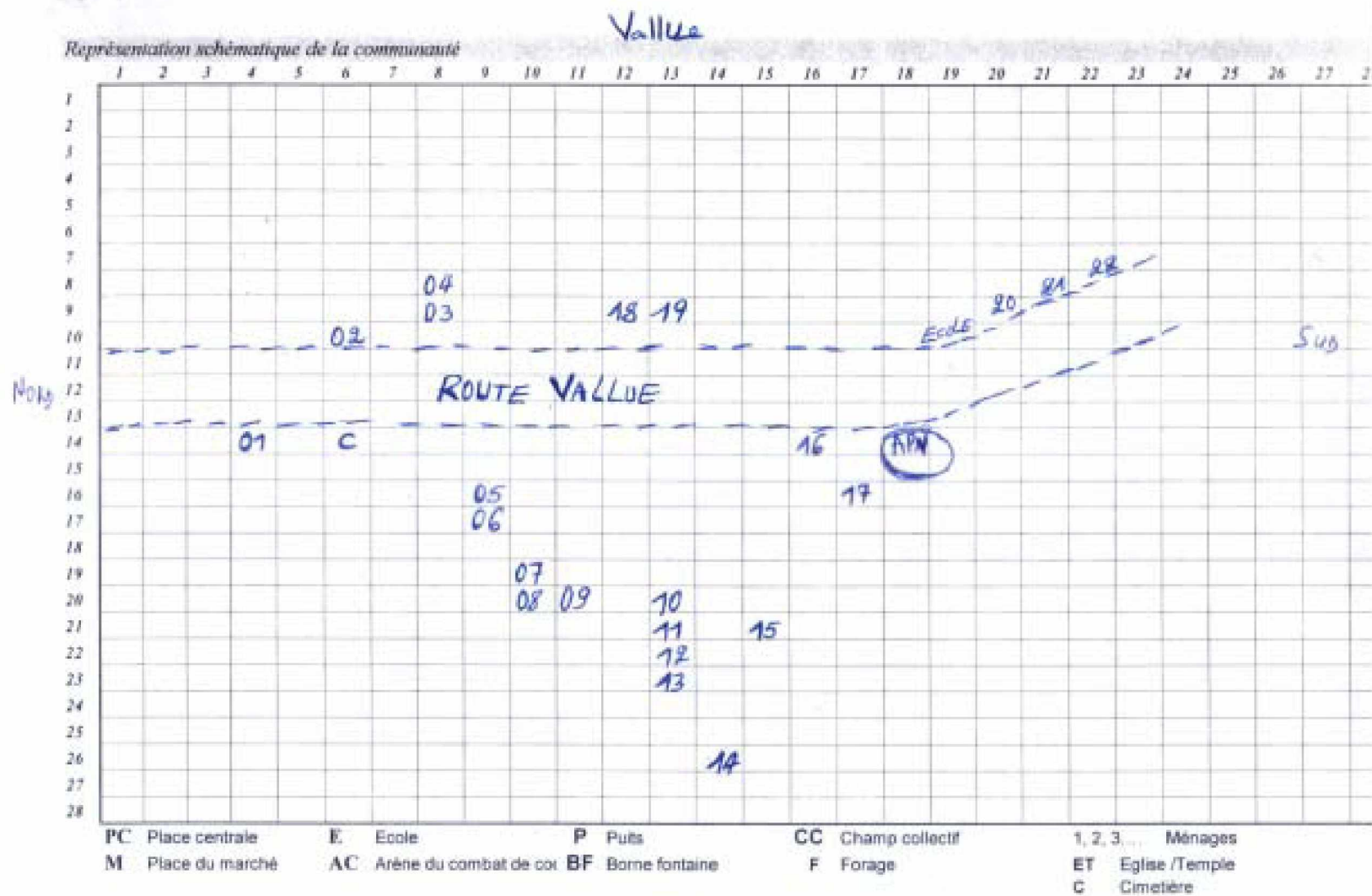
RAVINE SÈCHE ESC

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 |
|--------------|------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| PC | Placé centrale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| M | Placé du marché | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| E | Ecole | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| AC | Arène du combat de cor | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| P | Puits | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| BF | Borne fontaine | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CC | Champ collectif | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| F | Forage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1, 2, 3, ... | Ménages | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ET | Eglise / Temple | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| C | Cimetière | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Duval

Représentation schématisée de la communauté





Sud

III. TABLEAUX STATISTIQUES

| KOMINOTE | CATHO | PRO | TERRE | VACHE | PAUVRETE | PART | PART2 | IMM | IM_INT | ALPHA | V1_ENVI | V2_STA |
|----------|-------|------|-------|-------|----------|-------|-------|------|--------|-------|---------|--------|
| 1 | 51,7 | 31,0 | 4,24 | 5,24 | 1,88 | 100,0 | 100,0 | 81,0 | 94,8 | 51,7 | 2 | 6 |
| 2 | 54,2 | 54,2 | 0,59 | 0,63 | 3,42 | 0,0 | 100,0 | 4,2 | 33,3 | 37,5 | 2 | 2 |
| 3 | 15,0 | 85,0 | 1,05 | 0,45 | 2,75 | 0,0 | 100,0 | 15,0 | 30,0 | 70,0 | 3 | 3 |
| 4 | 70,8 | 25,0 | 1,12 | 2,13 | 2,83 | 29,2 | 79,2 | 45,8 | 41,7 | 16,7 | 4 | 3 |
| 5 | 90,9 | 9,1 | 1,34 | 0,45 | 2,95 | 100,0 | 86,4 | 13,6 | 22,7 | 4,5 | 2 | 2 |
| 6 | 93,3 | 6,7 | 0,54 | 0,53 | 3,53 | 100,0 | 0,0 | 13,3 | 26,7 | 26,7 | 4 | 3 |
| 7 | 33,8 | 27,9 | 0,90 | 1,65 | 2,59 | 7,4 | 17,6 | 22,1 | 8,8 | 29,4 | 1 | 3 |
| 8 | 69,0 | 31,0 | 0,26 | 0,12 | 2,17 | 4,8 | 11,9 | 47,6 | 26,2 | 73,8 | 1 | 3 |
| 9 | 42,9 | 33,3 | 1,68 | 1,29 | 3,12 | 92,9 | 83,3 | 16,7 | 33,3 | 33,3 | 2 | 2 |
| 10 | 87,5 | 0,0 | 0,65 | 1,46 | 2,42 | 12,5 | 0,0 | 54,2 | 50,0 | 37,5 | 3 | 2 |
| 11 | 81,4 | 15,3 | 1,67 | 2,53 | 2,03 | 100,0 | 100,0 | 62,7 | 89,8 | 27,1 | 2 | 3 |

| V3_ACECO | V4_MEN | V5_POP | V6_QUART | V7_RELIG | V8_REPRI | V8A_PCT | V9_DISV | V10_DROU | V11_ACC | V12_MAGG | V13_DISM |
|---------------------------------------|--------|--------|----------|----------|----------|---------|---------|----------|---------|----------|----------|
| Agriculture, élevage, commerce | 50 | 500 | 8 | 3 | 123 | 702 010 | 3 | 1 | 1 | 1,00 | 3 |
| Agriculture | 150 | 1 500 | 10 | 3 | 123 | 502 525 | ... | 2 | 1 | ... | 2 |
| Agriculture, élevage | 20 | 180 | 0 | 3 | 12 | 595 | 12 | 5 | 1 | 2,00 | 12 |
| Agriculture, élevage, peche, commerce | 30 | 300 | 1 | 3 | 123 | 602 020 | 12 | 400 | 2 | 2,00 | 12 |
| Agriculture, élevage | 600 | 5 000 | 15 | 3 | 123 | 603 010 | 7 | 5 | 1 | 7,00 | 7 |
| Agriculture, élevage, commerce | 500 | 5 000 | 4 | 3 | 123 | 404 515 | 3 | ... | 1 | 5,00 | 3 |
| Pêche, agriculture, élevage | 69 | 600 | 2 | 3 | 123 | 101 540 | 20 | 2 | 1 | 4,00 | 4 |
| Pêche, agriculture, commerce | 40 | 250 | 1 | 3 | 132 | 602 015 | 10 | 1 | 1 | 7,00 | 0 |
| Agriculture, commerce, artisanat | 42 | 300 | 10 | 3 | 213 | 603 010 | 3 | 0 | 1 | 1,25 | 3 |
| Élevage, commerce | 30 | 200 | 2 | 3 | 123 | 502 030 | 1 | 0 | 1 | 2,00 | 1 |
| Maraichage, agriculture, élevage | ... | ... | 40 | 3 | 123 | 603 010 | 6 | ... | 1 | 2,00 | 6 |

| V14_CULT | V15_REAN | V16_IRRI | V17_MIRR | V18_ELEC | V19_ELEC | V20_SANT | V21DSANT | V22_NECO | V23_EGLI |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Bananes, maïs, petit mil, café, mangues, pois, manioc | 3 | 2 | 0 | 2 | 0 | 2 | 3,00 | 3 | 2 |
| Maïs, légumes, fleurs, manioc, mangues | 2 | 2 | 0 | 1 | ... | 1 | ... | 1 | 2 |
| Maïs, légumes, mangues | 1 | 2 | 0 | 2 | 0 | 2 | 12,00 | 2 | 3 |
| Riz, maïs, légumes, mangues, canne a sucre | 1 | 2 | ... | 2 | 0 | 2 | 12,00 | 3 | 1 |
| Pois, mangues, bananes | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0,00 | 7 | 5 |
| Maïs, bananes, manioc, canne a sucre, petit mil | 1 | 1 | 2 | 2 | ... | 2 | 0,25 | 3 | 4 |
| Légumes, papaille, melon | 2 | 2 | ... | 2 | 0 | 2 | 3,50 | 1 | 2 |
| Mangues, arbre véritable | 1 | 1 | 6 | 2 | 5 | 2 | ... | 2 | 2 |
| Café, bananes, maïs, autre | 3 | 2 | ... | 2 | 1 | 2 | 3,00 | 4 | 4 |
| Maïs, manioc, canne a sucre, autre | 1 | 2 | 0 | 2 | 0 | 2 | 1,00 | 0 | 0 |
| Légumes, fleurs, bananes, manioc | 3 | 2 | ... | 2 | ... | 1 | ... | 12 | 6 |

| V24_BOUT | V25_NFON | V26_NPAR | V2731_P1 | V2732_P2 | V7333_P3 | V2734_P4 | V2741_I1 | V2742_I2 | V2743_I3 | V2744_I4 | V2751_F1 | V2752_F2 | V2753_F3 |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| ... | ... | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1995 | 1991 | 1989 | 1997 | 123 | 123 | 123 |
| ... | ... | 4 | 1 | 1 | 1 | 5 | 2000 | 1997 | 1995 | 1998 | 1 | 1 | 1 |
| 0 | 1 | 1 | 1 | 9 | 9 | 9 | 1994 | 1999 | 1999 | 1999 | 211 | 9 | 9 |
| ... | ... | 0 | ... | ... | ... | ... | 1994 | ... | ... | ... | 211 | ... | ... |
| ... | ... | 6 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1997 | 2000 | 1997 | 1999 | 13 | 3 | 2 |
| 3 | 1 | 4 | 1 | 1 | 2 | 2 | 1995 | 1996 | 1995 | 1995 | 1 | 122 | 221 |
| 0 | 0 | 0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| 1 | 1 | 2 | 2 | 1 | ... | ... | 1995 | 1995 | ... | ... | 1 | 1 | ... |
| ... | ... | 5 | 1 | 1 | 1 | 6 | 1998 | 1995 | 1995 | 1995 | 111 | 111 | 1 |
| ... | ... | 5 | 3 | 1 | 1 | 1 | 1986 | 1990 | 1996 | 2001 | 122 | 122 | 211 |
| ... | ... | 6 | 7 | 1 | 6 | 1 | 1996 | 1988 | 1980 | 2002 | ... | ... | ... |

| V2754_F4 | V2761_M1 | V2762_M2 | V2763_M3 | V2764_M4 | V2771_T1 | V2772_T2 | V2773_T3 | V2774_T4 | V28_GROU | V2941_T1 | V2942_T2 | V2943_T3 |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 13 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 23 | 5 | 5 | 5 |
| 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 3 | 3 | 4 | 5 |
| 9 | 3 | 9 | 9 | 9 | 1 | 9 | 9 | 9 | 4 | 5 | 3 | 5 |
| ... | 3 | ... | ... | ... | 1 | ... | ... | ... | 1 | 5 | ... | ... |
| 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 12 | 5 | 5 | 5 |
| 221 | 3 | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | 3 | ... | 5 | ... |
| ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 2 | 10 | 7 | ... |
| ... | 2 | 2 | ... | ... | 2 | 2 | ... | ... | 3 | 9 | 7 | 10 |
| 111 | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 1 | 2 | 1 | 12 | 5 | 5 | 5 |
| 11 | 1 | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 1 | 4 | ... | ... |
| ... | 3 | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 | 1 | 2 | 17 | 5 | 5 | 5 |

| V2944_T4 | V2951_C1 | V2952_C2 | V2953_C3 | V2954_C4 | V2961_A1 | V2962_A2 | V2963_A3 | V2964_A4 |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 5 | 1990 | 1990 | 1990 | 1990 | 151 312 | 150 912 | 191 312 | 91 911 |
| ... | 2002 | 1999 | 1995 | ... | 9 | 2 009 | 191 920 | ... |
| 5 | 1998 | 1994 | 1994 | 2001 | 259 | 224 | 285 | 290 |
| ... | 1992 | ... | ... | ... | 242 001 | ... | ... | ... |
| 4 | ... | ... | ... | ... | 201 923 | 23 | ... | ... |
| ... | 2000 | 2000 | 1980 | ... | ... | 3 | ... | ... |
| ... | 1991 | 1998 | ... | ... | 1 923 | 171 102 | ... | ... |
| ... | 1977 | 1992 | 2002 | ... | 8 | 24 | 20 | ... |
| 5 | 2000 | 2002 | 2000 | 2000 | ... | ... | ... | ... |
| ... | 2002 | ... | ... | ... | 240 720 | ... | ... | ... |
| 5 | 1989 | 1989 | 1989 | 1994 | 241 509 | 11 509 | 1 509 | 115 |

IV. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

LISTE DES VARIABLES

1. Communauté

| Nom | | Position |
|----------|--|----------|
| KOMINOTE | Communauté | 1 |
| | Valeur Etiquête | |
| | 1 Fond-Jn-Noël | |
| | 2 Fond-d'Oie | |
| | 3 Demahague | |
| | 4 Rivière Balagué | |
| | 5 Value | |
| | 6 Pandiassou | |
| | 7 Ravine Sèche | |
| | 8 Luly Haut | |
| | 9 Boché | |
| | 10 Localité Debois | |
| | 11 Furcy | |
| CATHO | Pourcentage de chef de ménage se déclarant catholique | 2 |
| PRO | Pourcentage de chef de ménage se déclarant protestant | 3 |
| TERRE | Nombre moyen de carreaux de terre possédés par le ménage | 4 |
| VACHE | Nombre moyen de vaches possédées par les ménages | 5 |
| PAUVRETE | Score de pauvreté | 6 |
| PART | Pourcentage de ménages membre d'un réseau financier | 7 |
| PART2 | Pourcentage de ménages ayant des membres affiliés à un group | 8 |
| IMM | Pourcentage de ménages ayant un membre à l'étranger | 9 |
| IM_INT | Pourcentage de ménages à avoir un membre au moins à P-auP | 10 |
| ALPHA | Pourcentage de ménages sachant lire et écrire | 11 |
| V1_ENVI | Environnement géographique | 12 |

Valeur Etiquête

- 1 Côte
- 2 Montagnes
- 3 Collines
- 4 Plaine
- 5 Vallée

V2_STA Statut administratif 13

Valeur Etiquête

- 1 Commune
- 2 Habitation
- 3 Localité
- 4 Autre

V3_ACECO Principales activités économiques 14

V4_MEN Nombre de ménages 39

V5_POP Nombre d'habitants 40

V6_QUART Nombre de quartiers 41

V7_RELIG Nombre de religions 42

V8_REPRI Principales religions 43

V8A_PCT Pourcentage des principales religions dans la population 44

V9_DISV Distance en kms. de la ville la plus proche 45

V10_DROU Distance en kms. de la route la plus proche 46

V11_ACC Accessibilité par véhicule 47

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V12_MAGG Prix en gdes d'un cube Magg 48

V13_DISM Distance en kms du marché le plus proche 49

V14_CULT Principales cultures 50

| | | |
|----------|--|----|
| V15_REAN | Nombre de récoltes par an et par parcelle non irriguée | 75 |
|----------|--|----|

| | | |
|----------|--|----|
| V16_IRRI | Existence d'un système d'irrigation dans la communauté | 76 |
|----------|--|----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

| | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
|---|-----|

| | |
|---|-----|
| 2 | Non |
|---|-----|

| | | |
|----------|--|----|
| V17_MIRR | Nombre de ménages ayant accès à l'irrigation sur au moins un | 77 |
|----------|--|----|

| | | |
|----------|----------------------------|----|
| V18_ELEC | Relié au réseau électrique | 78 |
|----------|----------------------------|----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

| | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
|---|-----|

| | |
|---|-----|
| 2 | Non |
|---|-----|

| | | |
|----------|---|----|
| V19_ELEC | Nombre de ménages ayant accès à l'électricité | 79 |
|----------|---|----|

| | | |
|----------|--------------------------------|----|
| V20_SANT | Existence d'un centre de santé | 80 |
|----------|--------------------------------|----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

| | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
|---|-----|

| | |
|---|-----|
| 2 | Non |
|---|-----|

| | | |
|----------|---|----|
| V21DSANT | Distance en kms du centre de santé le plus proche | 81 |
|----------|---|----|

| | | |
|----------|-----------------|----|
| V22_NECO | Nombre d'écoles | 82 |
|----------|-----------------|----|

| | | |
|----------|------------------|----|
| V23_EGLI | Nombre d'églises | 83 |
|----------|------------------|----|

| | | |
|----------|---------------------|----|
| V24_BOUT | Nombre de boutiques | 84 |
|----------|---------------------|----|

| | | |
|----------|-----------------------------------|----|
| V25_NFON | Nombre de fontaines d'eau potable | 85 |
|----------|-----------------------------------|----|

| | | |
|----------|--|----|
| V26_NPAR | Nombre de partenaires extérieurs qui interviennent dans la c | 86 |
|----------|--|----|

| | | |
|----------|----------------------|----|
| V2731_P1 | Type du partenaire 1 | 87 |
|----------|----------------------|----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

| | |
|---|-----------------|
| 1 | Ong / bailleurs |
|---|-----------------|

| | |
|---|---------------------|
| 2 | Structure de l'État |
|---|---------------------|

| | |
|---|------------|
| 3 | Fédération |
|---|------------|

| | |
|---|-------|
| 4 | Privé |
|---|-------|

- 5 Église
- 7 Autre

V2732_P2 Type du partenaire 2 88

Valeur Etiquête

- 1 Ong / bailleurs
- 2 Structure de l'État
- 3 Fédération
- 4 Privé
- 5 Église
- 7 Autre
- 9 Pas de partenaire 2

V7333_P3 Type du partenaire 3 89

Valeur Etiquête

- 1 Ong / bailleurs
- 2 Structure de l'État
- 3 Fédération
- 4 Privé
- 5 Église
- 7 Autre

V2734_P4 Type du partenaire 4 90

Valeur Etiquête

- 1 Ong / bailleurs
- 2 Structure de l'État
- 3 Fédération
- 4 Privé
- 5 Église
- 7 Autre

V2741_I1 Année d'intervention du partenaire 1 91

V2742_I2 Année d'intervention du partenaire 2 92

V2743_I3 Année d'intervention du partenaire 3 93

V2744_I4 Année d'intervention du partenaire 4 94

V2751_F1 Type de projet financés par partenaire 1 95

Valeur Etiquête

- 1 Infrastructure
- 2 Crédit
- 3 Formation
- 4 Infrastructure et crédit
- 5 Infrastructure et formation
- 6 Crédit et formation
- 7 Infrastructure, crédit et formation

V2752_F2 Type de projet financés par partenaire 2 96

Valeur Etiquête

- 1 Infrastructure
- 2 Crédit
- 3 Formation
- 4 Infrastructure et crédit
- 5 Infrastructure et formation
- 6 Crédit et formation
- 7 Infrastructure, crédit et formation

V2753_F3 Type de projet financés par partenaire 3 97

Valeur Etiquête

- 1 Infrastructure
- 2 Crédit
- 3 Formation
- 4 Infrastructure et crédit
- 5 Infrastructure et formation
- 6 Crédit et formation
- 7 Infrastructure, crédit et formation

V2754_F4 Type de projet financés par partenaire 4 98

Valeur Etiquête

- 1 Infrastructure
- 2 Crédit
- 3 Formation
- 4 Infrastructure et crédit
- 5 Infrastructure et formation
- 6 Crédit et formation
- 7 Infrastructure, crédit et formation

V2761_M1 Modalité d'intervention du partenaire 1 99

| | | |
|--|---|-----|
| Valeur Etiquette | | |
| 1 Directement dans la communauté | | |
| 2 Par le biais d'un groupement | | |
| 3 Directement et par le biais d'un groupement | | |
| V2762_M2 | Modalité d'intervention du partenaire 2 | 100 |
| Valeur Etiquette | | |
| 1 Directement dans la communauté | | |
| 2 Par le biais d'un groupement | | |
| 3 Directement et par le biais d'un groupement | | |
| V2763_M3 | Modalité d'intervention du partenaire 3 | 101 |
| Valeur Etiquette | | |
| 1 Directement dans la communauté | | |
| 2 Par le biais d'un groupement | | |
| 3 Directement et par le biais d'un groupement | | |
| V2764_M4 | Modalité d'intervention du partenaire 4 | 102 |
| Valeur Etiquette | | |
| 1 Directement dans la communauté | | |
| 2 Par le biais d'un groupement | | |
| 3 Directement et par le biais d'un groupement | | |
| V2771_T1 | Partenaire 1 intervient-il toujours? | 103 |
| Valeur Etiquette | | |
| 1 Oui | | |
| 2 Non | | |
| V2772_T2 | Partenaire 2 intervient-il toujours? | 104 |
| 1 Oui | | |
| 2 Non | | |
| V2773_T3 | Partenaire 3 intervient-il toujours? | 105 |

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V2774_T4 Partenaire 4 intervient-il toujours? 106

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V28_GROU Nombre de groupements 107

V2941_T1 Type de groupement 1 108

Valeur Etiquête

- 1 Groupement d'Eglise
- 2 Association de parents d'élèves
- 3 Groupement de femmes / jeunes filles
- 4 Groupement de jeunes
- 5 Groupement paysan
- 6 Groupement de maraîchères
- 7 Groupement de pêcheurs
- 8 Groupement d'éleveurs
- 9 Coopérative
- 10 Groupement de développement de la zone
- 11 Groupement syndical / politique
- 12 Groupement de la diaspora
- 13 Socyétés
- 14 Eskwads

V2942_T2 Type de groupement 2 109

V2943_T3 Type de groupement 3 110

V2944_T4 Type de groupement 4 111

V2951_C1 Date de création du groupement 1 112

V2952_C2 Date de création du groupement 2 113

V2953_C3 Date de création du groupement 3 114

V2954_C4 Date de création du groupement 4 115

V2961_A1 Principales activités du groupement 1

116

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

V2962_A2 Principales activités du groupement 2

117

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre

- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

V2963_A3 Principales activités du groupement 3

118

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

V2964_A4 Principales activités du groupement 4

119

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture

- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

2. Groupement

| Nom | | Position |
|------|-------------------|----------|
| NOM | Nom du groupement | 1 |
| CODE | | 9 |
| COM | Communauté | 10 |

Valeur Etiquette

- 1 Fond'Oie
- 2 Debois
- 3 Boché
- 4 Furcy
- 5 Ravine Sèche
- 6 Pandiassou
- 7 Vallue
- 8 Balague
- 9 Demahague
- 10 Luly Haut
- 11 Fond-Jn-Noël

| | | |
|---------|--------------------|----|
| V2_DATE | Année de création | 11 |
| V3_TYPE | Type de groupement | 12 |

Valeur Etiquette

- 1 Groupement d'Eglise
- 2 Association de parents d'élèves
- 3 Groupements de femmes / jeunes filles
- 4 Groupement de jeunes
- 5 Groupement paysan
- 6 Groupement maraîchers
- 7 Groupement de pêcheurs
- 8 Groupement d'éleveurs
- 9 Coopérative
- 10 Groupement de développement
- 11 Groupement syndical / politique
- 12 Groupement de la diaspora
- 13 Socyetes
- 14 Eskwads
- 99 M Non réponse

| | | |
|--------------------|---|----|
| V4_RECO | Reconnaissance juridique | 13 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 | Oui | |
| 2 | Non | |
| 9 | Non réponse | |
| V5_ANREC | Année de reconnaissance juridique | 14 |
| Valeur Etiquête | | |
| 9999 M | Non applicable | |
| V6_INIT | Qui a eu l'idée de la création du groupement | 15 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 | Le président d'origine | |
| 2 | Les membres du groupement | |
| 3 | Un partenaire extérieur | |
| 4 | Autre | |
| V6A_INIT | Initiative de création du groupement | 16 |
| V7_AIDE | Aide extérieure lors de sa création | 24 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 | Oui | |
| 2 | Non | |
| V8_MEM | Nombre de membres dans le groupement | 25 |
| V9_FMEM | Nombre de femmes dans le groupement | 26 |
| V10_JEUN | Nombre de jeunes (moins de 30 ans) dans le groupement | 27 |
| V11_VIEU | Nombre de personnes âgées (plus de 60 ans) dans le groupement | 28 |
| V12_REL | Religions différentes dans le groupement | 29 |
| V13_OUT | Membres du groupement n'habitant pas la communauté | 30 |
| V14.3RE1 | Code ménage du premier responsable | 31 |
| V14.4RE1 | Genre du responsable 1 | 32 |

| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|
|--------|----------|

- 1 Homme
2 Femme

| | | |
|----------|-----------------------------------|----|
| V14.5RE1 | Responsable 1 sait lire et écrire | 33 |
|----------|-----------------------------------|----|

| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|
|--------|----------|

- | | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
| 2 | Non |

| | | |
|----------|---|----|
| V14.6RE1 | Responsable a habité en ville ou à l'étranger | 34 |
|----------|---|----|

| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|
|--------|----------|

- | | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
| 2 | Non |

| | | |
|----------|---|----|
| V14.7RE1 | Autres responsabilités dans la communauté | 35 |
|----------|---|----|

| | | |
|----------|---|----|
| V14.8RE1 | Autres responsabilités en dehors de la communauté | 43 |
|----------|---|----|

| | | |
|----------|-------------------------------------|----|
| V14.3RE2 | Code ménage du deuxième responsable | 51 |
|----------|-------------------------------------|----|

| | | |
|----------|------------------------|----|
| V14.4RE2 | Genre du responsable 2 | 52 |
|----------|------------------------|----|

| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|
|--------|----------|

- 1 Homme
2 Femme

| | | |
|----------|-----------------------------------|----|
| V14.5RE2 | Responsable 2 sait lire et écrire | 53 |
|----------|-----------------------------------|----|

| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|
|--------|----------|

- | | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
| 2 | Non |

| | | |
|----------|---|----|
| V14.6RE2 | Responsable 2 a habité en ville ou à l'étranger | 54 |
|----------|---|----|

| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|
|--------|----------|

- | | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
| 2 | Non |

| | | |
|----------|--|----|
| V14.7RE2 | Autres responsabilités dans la communauté (R2) | 55 |
| V14.8RE2 | Autres responsabilités en dehors de la communauté (R2) | 63 |
| V14.3RE3 | Code ménage du troisième responsable | 71 |
| V14.4RE3 | Genre du responsable 3 | 72 |

Valeur Etiquête

- 1 Homme
- 2 Femme

| | | |
|----------|-----------------------------------|----|
| V14.5RE3 | Responsable 3 sait lire et écrire | 73 |
|----------|-----------------------------------|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|---|----|
| V14.6RE3 | Responsable 3 a habité en ville ou à l'étranger | 74 |
|----------|---|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|--|----|
| V14.7RE3 | Autres responsabilités dans la communauté (R3) | 75 |
| V14.8RE3 | Autres responsabilités en dehors de la communauté (R3) | 83 |
| V15.3AC1 | Type de l'activité 1 | 91 |

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation

- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

V15.4AC1 Année de l'activité 1 92

V15.5AC1 Le groupement mène-t-il toujours l'activité 1? 93

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V15.6AC1 Année de fin de l'activité 1 94

V15.7AC1 Bénéficiaires de l'activité 1 95

Valeur Etiquête

- 1 L'ensemble de la communauté
- 2 Les membres du groupement uniquement
- 3 Certains membres du groupement

V15.8AC1 Qui choisit les bénéficiaires de l'activité 1 96

Valeur Etiquête

- 1 Le président
- 2 Les responsables du groupement
- 3 Le partenaire extérieur
- 4 L'ensemble du groupement
- 5 Autre

V15.3AC2 Type de l'activité 2 97

Valeur Etiquête

- 1 Le président
- 2 Les responsables du groupement
- 3 Le partenaire extérieur
- 4 L'ensemble du groupement
- 5 Autre

V15.3AC3 Type de l'activité 3

103

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

V15.4AC3 Année de l'activité 3

104

V15.5AC3 Le groupement mène-t-il toujours l'activité 3?

105

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V15.6AC3 Année de fin de l'activité 3

106

V15.7AC3 Bénéficiaires de l'activité 3 107

Valeur Etiquête

- 1 L'ensemble de la communauté
- 2 Les membres du groupement uniquement
- 3 Certains membres du groupement

V15.8AC3 Qui choisit les bénéficiaires de l'activité 3 108

Valeur Etiquête

- 1 Le président
- 2 Les responsables du groupement
- 3 Le partenaire extérieur
- 4 L'ensemble du groupement
- 5 Autre

V15.3AC4 Type de l'activité 4 109

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

| | | |
|----------|-----------------------|-----|
| V15.4AC4 | Année de l'activité 4 | 110 |
|----------|-----------------------|-----|

| | | |
|----------|--|-----|
| V15.5AC4 | Le groupement mène-t-il toujours l'activité 4? | 111 |
|----------|--|-----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

- | | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
| 2 | Non |

| | | |
|----------|------------------------------|-----|
| V15.6AC4 | Année de fin de l'activité 4 | 112 |
|----------|------------------------------|-----|

| | | |
|----------|-------------------------------|-----|
| V15.7AC4 | Bénéficiaires de l'activité 4 | 113 |
|----------|-------------------------------|-----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

- | | |
|---|--------------------------------------|
| 1 | L'ensemble de la communauté |
| 2 | Les membres du groupement uniquement |
| 3 | Certains membres du groupement |

| | | |
|----------|---|-----|
| V15.8AC4 | Qui choisit les bénéficiaires de l'activité 4 | 114 |
|----------|---|-----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

- | | |
|---|--------------------------------|
| 1 | Le président |
| 2 | Les responsables du groupement |
| 3 | Le partenaire extérieur |
| 4 | L'ensemble du groupement |
| 5 | Autre |

| | | |
|----------|--|-----|
| V16_DIFF | Principales difficultés rencontrées pour mener les activités | 115 |
|----------|--|-----|

| | | |
|----------|---------------------------------|-----|
| V16A_SUR | Comment surmonter les activités | 130 |
|----------|---------------------------------|-----|

| | | |
|----------|--------------------------------------|-----|
| V17A_PLA | Activités que le groupement envisage | 145 |
|----------|--------------------------------------|-----|

| | | |
|----------|--|-----|
| V17B_DIF | Difficultés rencontrées pour la mise en oeuvre | 160 |
|----------|--|-----|

| | | |
|----------|---|-----|
| V17C_SUR | Comment le groupement envisage de surmonter difficultés | 175 |
|----------|---|-----|

| | | |
|----------|--|-----|
| V19_PART | Activités avec d'autres groupements de la communauté | 190 |
|----------|--|-----|

| | |
|--------|----------|
| Valeur | Etiquête |
|--------|----------|

- | | |
|---|-----|
| 1 | Oui |
| 2 | Non |

| | | |
|---------|---------------------------------|-----|
| V20_ACT | Types d'activité en partenariat | 191 |
|---------|---------------------------------|-----|

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage
- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

V21_ACT Activités avec d'autres groupements en dehors de la communau 192

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V22_ACT Types d'activités avec des groupeemnts en dehors de la commu 193

Valeur Etiquête

- 1 Alphabétisation
- 2 Animation
- 3 Apiculture
- 4 Artisanat
- 5 Aviculture
- 6 Banque de céréales
- 7 Champ collectif
- 8 Commerce
- 9 Élevage

- 10 Embouche
- 11 Épargne / Crédit
- 12 Formation
- 13 Gestion de l'eau
- 14 Location de main d'oeuvre
- 15 Maraîchage
- 16 Mareyage
- 17 Pêche
- 18 Périmètres irrigués
- 19 Reboisement
- 20 Nettoyage du village
- 21 Sport
- 22 Tontines
- 23 Transformation
- 24 Autre

V23_PART Nombre de partenaires extérieurs depuis 1995 194

V24.3PA1 Type de partenaire extérieur 1 195

Valeur Etiquête

- 1 Ong / Bailleur
- 2 Structure de l'État
- 3 Fédération
- 4 Privé
- 5 Banque
- 6 Église
- 7 Autre

V24.4PA1 Année du début des interventions du partenaire 1 196

V24.5PA1 Partenaire 1 intervient-il toujours? 197

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V24.6PA1 Depuis quelle année 198

V24.7PA1 Type d'appui du partenaire 1 199

Valeur Etiquête

- 1 Don financier
- 2 Prêt financier

- 3 Don d'intrants
- 4 Prêt d'intrants
- 5 Don de petit matériel
- 6 Prêt de petit matériel
- 7 Don d'équipement
- 8 Prêt d'équipement
- 9 Formation / Alphabétisation

V24.8PA1 Qui a contacté le partenaire? 200

Valeur Etiquête

- 1 Le groupement
- 2 Le partenaire est venu lui-même
- 3 Autre

V24.3PA2 Type de partenaire extérieur 2 201

Valeur Etiquête

- 1 Ong / Bailleur
- 2 Structure de l'État
- 3 Fédération
- 4 Privé
- 5 Banque
- 6 Église
- 7 Autre

V24.4PA2 Année du début des interventions du partenaire 2 202

V24.5PA2 Partenaire 2 intervient-il toujours? 203

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V24.6PA2 Depuis quelle année 204

V24.7PA2 Type d'appui du partenaire 2 205

Valeur Etiquête

- 1 Don financier
- 2 Prêt financier
- 3 Don d'intrants
- 4 Prêt d'intrants

- 5 Don de petit matériel
- 6 Prêt de petit matériel
- 7 Don d'équipement
- 8 Prêt d'équipement
- 9 Formation / Alphabétisation

V24.8PA2 Qui a contacté le partenaire? 206

Valeur Etiquête

- 1 Le groupement
- 2 Le partenaire est venu lui-même
- 3 Autre

V24.3PA3 Type de partenaire extérieur 3 207

Valeur Etiquête

- 1 Ong / Bailleur
- 2 Structure de l'État
- 3 Fédération
- 4 Privé
- 5 Banque
- 6 Église
- 7 Autre

V24.4PA3 Année du début des interventions du partenaire 3 208

V24.5PA3 Partenaire 3 intervient-il toujours? 209

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V24.6PA3 Depuis quelle année 210

V24.7PA3 Type d'appui du partenaire 3 211

Valeur Etiquête

- 1 Don financier
- 2 Prêt financier
- 3 Don d'intrants
- 4 Prêt d'intrants
- 5 Don de petit matériel
- 6 Prêt de petit matériel

- 7 Don d'équipement
- 8 Prêt d'équipement
- 9 Formation / Alphabétisation

V24.8PA3 Qui a contacté le partenaire? 212

Valeur Etiquête

- 1 Le groupement
- 2 Le partenaire est venu lui-même
- 3 Autre

V24.3PA4 Type de partenaire extérieur 4 213

Valeur Etiquête

- 1 Ong / Bailleur
- 2 Structure de l'État
- 3 Fédération
- 4 Privé
- 5 Banque
- 6 Église
- 7 Autre

V24.4PA4 Année du début des interventions du partenaire 4 214

V24.5PA4 Partenaire 4 intervient-il toujours? 215

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V24.6PA4 Depuis quelle année 216

V24.7PA4 Type d'appui du partenaire 4 217

Valeur Etiquête

- 1 Don financier
- 2 Prêt financier
- 3 Don d'intrants
- 4 Prêt d'intrants
- 5 Don de petit matériel
- 6 Prêt de petit matériel
- 7 Don d'équipement
- 8 Prêt d'équipement

9 Formation / Alphabétisation

V24.8PA4 Qui a contacté le partenaire? 218

Valeur Etiquête

- 1 Le groupement
- 2 Le partenaire est venu lui-même
- 3 Autre

V7 Date d'obtention du premier financement 219

V8 Première activité 220

V9 Année de la première activité du groupement 228

V10 Qui a eu l'idée de la création du groupement? 229

Valeur Etiquête

- 1 Président du groupement
- 2 Membre du groupement
- 3 Autres villageois
- 4 Structure étatique
- 5 Fédération / union / section
- 6 ONG / bailleurs de fonds
- 7 Autre

V10A Initiative de créer le groupement 230

V15 Niveau d'éducation du premier président 238

Valeur Etiquête

- 1 Primaire
- 2 Secondaire
- 3 Supérieur
- 4 École coranique
- 5 Franco-Arabe
- 6 Alphabétisé
- 7 N'a jamais été à l'école

V25 Âge du président 239

Valeur Etiquête

- 1 Moins de 35 ans
- 2 Entre 35 et 55 ans
- 3 55 ans et plus

V26 Niveau d'instruction de l'actuel président 240

Valeur Etiquête

- 1 Primaire
- 2 Secondaire
- 3 Supérieur
- 4 École coranique
- 5 Franco-Arabe
- 6 Alphabétisé
- 7 N'a jamais été à l'école

V27 L'actuel président a-t-il habité en ville ou à l'étranger? 241

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V28 Responsabilités du président dans le village 242

Valeur Etiquête

- 1 Chef du village ou adjoint
- 2 Chef coutumier
- 3 Responsable religieux
- 5 Président d'un groupement traditionnel
- 6 Responsabilité dans un autre groupement
- 7 Aucune
- 8 Autre

V28A Responsabilité du président dans le village 243

V29 Responsabilités du président en dehors du village 251

Valeur Etiquête

- 1 Conseiller rural
- 2 Responsable d'une Fédération
- 3 Fonctionnaire
- 4 Aucune

5 Autre

V29A Responsabilité du président en dehors du village 252

V30 Liens de parenté entre l'actuel président et le premier prés 260

Valeur Etiquête

1 Oui

2 Non

3 Non applicable

V53 Nombre de membres dans le groupement à l'origine 261

V57 Nombre de membres dans le groupement aujourd'hui 262

V61 Limite d'âge pour adhérer au groupement 263

Valeur Etiquête

1 Oui

2 Non

V63 Activités spécifiques pour adhérer au groupement 264

Valeur Etiquête

1 Oui

2 Non

V64 Appartenance au quartier pour adhérer au groupement 265

Valeur Etiquête

1 Oui

2 Non

V66 Existence de critères pour appartenir au groupement 266

Valeur Etiquête

1 Oui

2 Non

V66A Critères pour être membre du groupement 267

V67 L.e groupement a-t-il déjà refusé des personnes qui voulaient

282

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V68 Motifs de refus d'adhésion

283

Valeur Etiquête

- 1 Mauvaise réputation
- 2 Limitation du nombre de membre
- 3 Âge
- 4 Genre
- 5 Activité
- 6 Non appartenance au quartier
- 7 Non appartenance au village
- 8 Autre

3. Manage

| Nom | | Position |
|----------|--|----------|
| LOCALITE | Nom de la localité | 1 |
| | Valeur Etiquête | |
| | 1 Fond'Oie | |
| | 2 Luly-Haut | |
| | 3 Demahague | |
| | 4 Balague | |
| | 5 Value | |
| | 6 Pandiassou | |
| | 7 Bois-Neuf | |
| | 8 Obléon | |
| | 9 Fond Milord | |
| | 10 Bwa Dèyè | |
| | 11 Furcy | |
| | 12 Boché | |
| | 13 Debois | |
| | 14 Duval | |
| | 15 Savane Dekolen | |
| | 16 Crépin | |
| | 17 Yombe | |
| | 18 Pierre-Louis | |
| KOMINOTE | Communauté | 2 |
| | Valeur Etiquête | |
| | 1 Fond'Oie | |
| | 2 Debois | |
| | 3 Boché | |
| | 4 Furcy | |
| | 5 Ravine Sèche | |
| | 6 Pandiassou | |
| | 7 Value | |
| | 8 Balague | |
| | 9 Damahague | |
| | 10 Luly-Haut | |
| | 11 Fond-Jean-Noël | |
| MÉNAGE | Code du ménage | 3 |
| V01 | Moyenne des ménages sur l'index de bien-être | 4 |

| | | |
|--------------------|---|----|
| V5_ÂGE | Âge du chef du ménage | 5 |
| V6_PARLE | Le chef du ménage parle français | 6 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 Oui | | |
| 2 Non | | |
| V7_ALPHA | Le chef du ménage sait lire et écrire | 7 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 Oui | | |
| 2 non | | |
| V8_LYCÉE | Le chef du ménage est allé au lycée | 8 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 Oui | | |
| 2 non | | |
| V9_CATHO | Le chef du ménage est Catholique | 9 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 Oui | | |
| 2 Non | | |
| V10_PROT | Le chef du ménage est Protestant | 10 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 Oui | | |
| 2 Non | | |
| V11_VODU | Le chef du ménage est Vaudouisant | 11 |
| Valeur Etiquête | | |
| 1 Oui | | |
| 2 Non | | |
| V12_NBRE | Nombre de personnes dans le ménage | 12 |
| V13_EXIM | Le chef du ménage a vécu en ville ou à l'étranger | 13 |

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 non

| | | |
|----------|-------------------------------------|----|
| V14_PAP | Nombre de membres du ménage à P-a-P | 14 |
| V41A_PAP | Ménages ayant un membre à P-au-P | 15 |

Valeur Etiquête

- 0 N'avoir aucun membre
- 1 Avoir un membre au moins

| | | |
|---------|--|----|
| V15_ETR | Nombre de membres du ménage à l'étranger | 16 |
| V15A | Ayant un membre à l'étranger | 17 |

Valeur Etiquête

- 0 Non
- 1 Oui

| | | |
|----------|--------------------------------------|----|
| V16_KCUL | Nombre de carreaux cultivés | 18 |
| V17_KPOS | Nombre de carreaux possédés | 19 |
| V18_IRRI | Le ménage possè des terres irriguées | 20 |

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 non

| | | |
|----------|---------------------------------|----|
| V19_KULD | Nombre de cultures différentes | 21 |
| V20_KFL | Culture de fleurs ou de légumes | 22 |

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 non

| | | |
|----------|--------------------------------|----|
| V21CACAF | Culture de la canne ou du café | 23 |
|----------|--------------------------------|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 non

V22_FOR Exploitation forestière 24

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 non

V23_ARTI Artisanat 25

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V24_BOU Le chef du ménage possède une boutique 26

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V25_SARA Dame sarah 27

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V26_PÊCH Activités de pêche 28

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V27_INST Le chef de ménage est instituteur ou infirmier 29

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|---|----|
| V28_VACH | Nombre de vaches possédées par le chef du ménage | 30 |
| V29_MOUT | Nombre de moutons ou chèvres possédés par le chef du ménage | 31 |
| V30_PORC | Nombre de porcs possédés par le chef du ménage | 32 |
| V31_MATE | Matériaux de l'habitat | 33 |

Valeur Etiquête

- 1 Ciment
- 2 Bois
- 3 Terre

| | | |
|----------|---|----|
| V32_CHAR | Le chef du ménage possède une charrette | 34 |
|----------|---|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|-------------------------------------|----|
| V33_BATO | Le chef du ménage possède un bateau | 35 |
|----------|-------------------------------------|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|---|----|
| V34_PAST | Le chef du ménage est un prêtre ou un pasteur | 36 |
|----------|---|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|----------------------------------|----|
| V35_HOUG | Le chef du ménage est un Houngan | 37 |
|----------|----------------------------------|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|--|----|
| V36_CAND | Le chef du ménage a été candidat aux élections | 38 |
|----------|--|----|

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V37_RESP Le chef du ménage a une responsabilité administrative 39

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V38_STAT Statut social du chef du ménage 40

Valeur Etiquête

- 1 Riche
- 2 Moyennement riche
- 3 Moyennement Pauvre
- 4 Pauvre

V39_GROU Appartenance des membres du ménage aux groupements 41

Valeur Etiquête

- 0 Aucune appartenance

V39A Appartenance à un groupement 42

Valeur Etiquête

- 0 Non
- 1 Oui

V40_ORIG Membres à l'origine 43

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

V41_RESP Responsabilité dans les groupements 44

Valeur Etiquête

- 1 Oui
- 2 Non

| | | |
|----------|---|----|
| V42_REFI | Ménage du réseau financier | 45 |
| Valeur | Etiquête | |
| 0 | N'appartient à aucun réseau | |
| V42A | Membre d'un réseau financier | 46 |
| Valeur | Etiquête | |
| 0 | Non | |
| 1 | Oui | |
| V43_RECO | Ménage du réseau économique | 47 |
| Valeur | Etiquête | |
| 0 | N'appartient à aucun réseau | |
| V01A | Moyenne des ménages sur l'index de bien-être regroupé | 48 |
| Valeur | Etiquête | |
| 2 | Pauvre | |
| 3 | Plus ou moins pauvre | |
| 4 | Moyen | |
| V28A_BF | Vaches en possession | 49 |
| Valeur | Etiquête | |
| 1 | Aucune | |
| 2 | 1 à 5 | |
| 3 | 6 à 10 | |
| 4 | Plus de 10 | |